SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. LOÏC BOUVARD

M. le président.

Suspension et reprise de la séance (p. 2)

1. **Hommage aux victimes d'un attentat** (p. 2).
2. **Démission d'un député** (p. 2).
3. **Saisine du Conseil constitutionnel** (p. 2).
4. **Saisine pour avis d'une commission** (p. 2).
5. **Fixation de l'ordre du jour** (p. 2).
6. **Organisation de la discussion du projet de loi de finances pour 1996** (p. 3).

7. **Convention sur la sûreté nucléaire.** – Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat (p. 3).

M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes.

M. Jean-Michel Ferrand, suppléant M. Pierre Lellouche, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6)

MM. Paul Quilès,
Robert Galley,
Pierre Favre.

Clôture de la discussion générale.

M. le ministre.

Article unique. – Adoption (p. 11)

8. **Amnistie.** – Transmission et discussion du texte de la commission mixte paritaire (p. 11).

M. Philippe Houillon, rapporteur de la commission mixte paritaire.

M. Jacques Toubon, garde des sceaux, ministre de la justice.

DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 13)

MM. André Gerin,
Christian Dupuy,
Pierre Albertini,
Julien Dray,
Pierre Bernard,
Bruno Retailleau.

Clôture de la discussion générale.

MM. Martin Malvy, Pierre Mazeaud, président de la commission des lois.

Suspension et reprise de la séance (p. 20)

TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE (p. 20)

Amendement n° 1 du Gouvernement : MM. Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement ; le rapporteur, Marc Le Fur, Julien Dray. – Rejet par scrutin.

M. le président de la commission des lois.

VOTE SUR L'ENSEMBLE (p. 24)

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire.

9. **Restitution des biens culturels.** – Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat (p. 24).

M. Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture.

M. Christian Kert, rapporteur de la commission des affaires culturelles.

DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 27)

MM. Edouard Landrain,
Henri Sicre,
Mme Catherine Nicolas,
M. Louis de Broissia.

Clôture de la discussion générale.

M. le ministre.

DISCUSSION DES ARTICLES (p. 32)

Articles 1 à 6, 6 *bis*, 7 à 10. – Adoption (p. 32)

Article 11 (p. 32)

MM. le rapporteur, Edouard Landrain, le ministre.

Adoption de l'article 11.

Articles 12, 13, 13 *bis*, 14 à 24. – Adoption (p. 32)

VOTE SUR L'ENSEMBLE (p. 33)

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

10. **Dépôt d'un projet de loi constitutionnelle** (p. 36).

11. **Dépôt de projets de loi** (p. 36).

12. **Dépôt de rapports** (p. 36).

13. **Dépôt d'un rapport en application d'une loi** (p. 36).

14. **Dépôt de rapports sur des propositions de résolution** (p. 36).

15. **Dépôt d'un rapport d'information** (p. 37).

16. **Dépôt d'un avis** (p. 37).

17. **Ordre du jour** (p. 37).

COMPTE RENDU INTÉGRAL

PRÉSIDENTE DE M. LOÏC BOUVARD, vice-président

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

Suspension et reprise de la séance

M. le président. A la demande de M. le président de l'Assemblée nationale, je vais suspendre la séance jusqu'à quinze heures trente environ.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue, est reprise à quinze heures trente-cinq.)

M. le président. La séance est reprise.

1

HOMMAGE AUX VICTIMES D'UN ATTENTAT

M. le président. Mes chers collègues, notre pays a été endeuillé, hier soir, par un attentat aux conséquences dramatiques.

A l'initiative de M. le président de l'Assemblée, la conférence des présidents a rendu hommage aux victimes de cet acte de violence aveugle.

J'invite maintenant l'Assemblée à observer, en mémoire des victimes, quelques instants de recueillement.

(Mmes et MM. les députés et les membres du Gouvernement se lèvent et observent une minute de silence.)

2

DÉMISSION D'UN DÉPUTÉ

M. le président. J'ai reçu de M. Daniel Poulou, député de la sixième circonscription des Pyrénées-Atlantiques, une lettre m'informant qu'il se démettait de son mandat de député.

Acte est donné de cette démission qui sera notifiée à M. le Premier ministre.

3

SAISINE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

M. le président. J'ai reçu de M. le président du Conseil constitutionnel une lettre m'informant qu'en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution,

soixante députés ont saisi le Conseil constitutionnel d'une demande d'examen de la conformité à la Constitution de la loi relevant de 18,60 p. 100 à 20,60 p. 100 le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} août 1995.

4

SAISINE POUR AVIS D'UNE COMMISSION

M. le président. J'informe l'Assemblée que la commission de la production et des échanges a décidé de se saisir pour avis :

- du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, instituant le contrat initiative-emploi (n° 2173) ;

- et du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale (n° 2174).

5

FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. L'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au dimanche 30 juillet inclus a été ainsi fixé en conférence des présidents :

Cet après-midi :

- convention sur la sûreté nucléaire ;
- texte de la commission mixte paritaire sur le projet de loi portant amnistie ;
- projet portant transposition de la directive sur la restitution des biens culturels.

Jeudi 27 juillet, à neuf heures trente :

- projet sur le contrat initiative-emploi ;
- projet sur l'emploi et la sécurité sociale ;

Ces deux textes donnant lieu à une discussion générale commune.

A quinze heures et vingt et une heures trente :

- deuxième lecture du projet de loi constitutionnelle ;
- suite de l'ordre du jour du matin.

Vendredi 28 juillet à neuf heures trente, quinze heures et éventuellement vingt et une heures trente :

- suite du projet de loi sur le contrat initiative-emploi ;
- suite du projet de loi sur l'emploi et la sécurité sociale ;

– navettes diverses.

Eventuellement, samedi 29 et dimanche 30 juillet :

– navettes diverses.

6

ORGANISATION DE LA DISCUSSION DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1996

M. le président. La conférence des présidents a arrêté les modalités de la discussion du projet de loi de finances pour 1996 qui aura lieu du mardi 17 octobre au mercredi 15 novembre 1995, conformément au calendrier qui sera annexé au compte rendu de la présente séance.

La conférence a organisé sur quatre-vingt-cinq heures la discussion des fascicules budgétaires, soit vingt heures pour les commissions, quarante-sept heures pour les groupes et dix-huit heures pour les interventions d'ordre général du Gouvernement.

Les différentes discussions se dérouleront en deux phases, l'une consacrée aux interventions d'ordre général, l'autre aux questions des députés et réponses du Gouvernement, ce qui est traditionnel maintenant.

La liste des différentes discussions sera établie par la commission des finances au début du mois de septembre.

Le Gouvernement, les commissions et les groupes devront faire connaître pour le 21 septembre la répartition de leur temps de parole entre ces discussions.

7

CONVENTION SUR LA SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire (nos 2139, 2158).

En raison de l'opposition formulée par M. le président du groupe socialiste dans les conditions prévues à l'article 104 du règlement, ce texte ne sera pas examiné selon la procédure d'adoption simplifiée.

La parole est à M. le ministre délégué aux affaires européennes.

M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes. Mesdames, messieurs les députés, mes premiers mots seront pour associer le Gouvernement à l'hommage unanime que l'Assemblée vient de rendre aux victimes de l'odieux attentat qui a touché, hier, tant d'innocents. Cet hommage rendu par la représentation nationale et le Gouvernement est le témoignage de la solidarité qui est due aux victimes et à leurs familles.

J'y ajouterai, monsieur le président, un témoignage de gratitude à l'égard de toutes celles et de tous ceux qui, dans des conditions admirables de disponibilité, de professionnalisme et de rapidité, ont permis d'évacuer les blessés, de les conduire le plus vite possible dans les hôpitaux et d'assurer les secours immédiats.

Au-delà de cet hommage, vous me permettrez de dire que l'enquête est conduite très activement au moment où nous nous trouvons. Au stade de cette enquête, il n'est pas possible de déterminer qui est à l'origine de cet attentat. Je veux simplement dire, au nom du Gouvernement, qu'aucune piste n'est écartée.

Le Gouvernement a immédiatement pris, sous l'autorité du Premier ministre, des dispositions importantes pour renforcer, autant que nous le pouvons, la sécurité dans les lieux publics et les moyens de transports : aéroports, métro et gares SNCF. Ont ainsi été mis en place mille hommes supplémentaires dans notre capitale, 800 dans les grandes villes de France et 2 000 CRS sont en état d'alerte.

Je viens maintenant à l'ordre du jour.

Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, j'ai l'honneur de vous présenter, après l'avoir fait devant le Sénat, la convention sur la sûreté nucléaire, qui a été adoptée à Vienne le 17 juin 1994, dans le cadre de l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'AIEA, et que la France a signée le 20 septembre 1994.

Cette convention constitue le premier instrument international traitant de la sûreté nucléaire, en l'occurrence des centrales nucléaires civiles fixes. Négociée depuis 1991, avec la participation très active de notre pays, elle prévoit d'abord que les parties introduisent dans leur droit interne les obligations de sûreté qu'elle contient. Elle dispose ensuite que chaque partie est soumise, de la part des autres parties, à des « réunions d'examen » en quelque sorte contradictoire, périodiques, portant sur sa manière de l'exécuter. Elle contient enfin des clauses finales relatives, notamment, à son entrée en vigueur.

En ce qui concerne la mise en œuvre juridique des obligations de sûreté, la convention prévoit que les parties doivent notamment, au moment où la convention entre en vigueur à leur égard, faire procéder à un examen de la sûreté des installations visées par la convention, y faire apporter les améliorations nécessaires et programmer éventuellement l'arrêt de ces installations si un renforcement de la sûreté n'est pas immédiatement réalisable.

Chaque partie est également tenue d'établir ou de maintenir en vigueur un cadre législatif et réglementaire pour régir la sûreté des centrales nucléaires et de créer un ou deux organismes de réglementation indépendants en matière de sûreté, chargés d'élaborer et de mettre en œuvre les dispositions de ce cadre législatif et réglementaire. Ces dispositions doivent notamment prévoir un système de délivrance d'autorisations pour l'exploitation des installations nucléaires elles-mêmes.

Les parties doivent en outre mettre en œuvre différents principes, tel que celui selon lequel l'exposition des travailleurs et du public aux rayonnements ionisants, dans toutes les conditions normales de fonctionnement, doit être maintenue au niveau le plus bas qu'il soit raisonnablement possible d'atteindre.

Enfin, des mesures de « sûreté des installations » doivent être prises dans trois domaines : le choix des sites d'implantation des centrales, leur conception, leur construction et leur exploitation.

Je relève, permettez-moi de le dire en passant, que la législation française étant à jour ou même en avance dans très grande majorité des cas par rapport aux obligations que je viens d'évoquer, la mise en œuvre de cette convention ne devrait occasionner que des modifications limitées.

Cela ne nous interdit pas, dans le prolongement du débat sur l'énergie auquel, avec beaucoup d'entre vous, j'avais participé dans mes précédentes fonctions, de rechercher comment améliorer encore la transparence et de faire preuve d'une vigilance quotidienne en matière de sûreté nucléaire.

Pour ce qui concerne les « réunions d'examen » périodiques que j'évoquais à l'instant, il faut relever que cette convention ne comporte pas de système de contrôle à proprement parler, mais un mécanisme d'examen original. Chaque partie établit un rapport sur les mesures qu'elle a prises pour remplir chacune des dispositions énoncées dans la convention. Elle présente ce rapport aux autres parties au cours de « réunions d'examen ». Le but de « ce mécanisme d'examen par les pairs » est d'inciter les parties, et notamment les pays de l'Est auxquels, comme vous l'imaginez, la convention s'adresse prioritairement, à améliorer volontairement leur réglementation ainsi que le niveau de sûreté de chacune de leurs installations.

Une réunion préparatoire des parties contractantes se tiendra dans les six mois suivant la date d'entrée en vigueur de cette convention. Elle fixera la date de la première réunion d'examen, les suivantes devant se tenir dans un délai maximum de trois ans.

Les règles de procédure de ces réunions d'examen – structure et forme des rapports, procédure d'examen des rapports – seront précisées par les parties contractantes lors de la réunion préparatoire.

Les clauses finales disposent notamment que la convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt, auprès du dépositaire, du vingt-deuxième instrument de ratification, sous réserve qu'un tel instrument ait été déposé par dix-sept Etats possédant chacun au moins une installation nucléaire dont un réacteur ait divergé, c'est-à-dire ait été réellement en fonctionnement.

Au 15 juin 1995, la convention a fait l'objet de cinquante-huit signatures, dont la nôtre, mais aussi celles de la Chine, de la République tchèque, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, de la Russie, de la République slovaque, de l'Afrique du Sud, de l'Espagne, de l'Ukraine, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Sur ce chiffre, vingt-sept Etats ont eu au moins un réacteur en fonctionnement.

A la même date, les ratifications étaient au nombre de six : le Japon, la Norvège, la Pologne, la Roumanie, la République slovaque et la Turquie.

Le service juridique de l'AIEA s'attend à recevoir une quinzaine d'instruments de ratification d'ici à la fin de l'année, dont une dizaine de la part d'Etats dotés d'au moins une installation nucléaire en fonctionnement.

Je souhaiterais terminer cette brève présentation en mettant l'accent sur l'intérêt réel qui s'attache, dans le cadre de la réflexion, aujourd'hui internationalisée, sur la sûreté nucléaire, à la convocation à Moscou d'un sommet portant notamment sur la gestion du nucléaire civil. Il me paraît important, dans le cadre de la préparation de ce sommet et pour que la France y joue son rôle, que nous soyons parmi les tout premiers Etats à ratifier cette convention.

Cela ne nous confèrera pas le droit de donner des leçons aux autres mais nous permettra probablement de dire que notre propre culture de sûreté nucléaire, qui est l'une des plus précises, des plus rigoureuses dans le monde, est réellement disponible pour tous les pays qui en ont besoin – et Dieu sait s'il y en a dans la « grande Europe », c'est-à-dire pas très loin de nous.

Pour garder cette capacité d'influence et d'action internationale, il est hautement symbolique que nous ratifions cette convention le plus tôt possible. Nous continuerons à être disponibles, avec l'ensemble de nos entreprises publiques, de nos services de recherche, avec la direction de la sûreté nucléaire. Nous resterons vigilants pour ce qui nous concerne nous-mêmes, mais également pour aider les pays qui disposent d'installations moins sûres.

Il y a maintenant trois ans, j'ai remis au Président de la République un rapport, fait au nom de la commission des finances, que j'avais intitulé : « Pour une initiative européenne de sécurité écologique ». J'avais consacré beaucoup de temps et d'énergie à identifier, parmi tous les enjeux et toutes les menaces écologiques qui sont à notre porte sur le continent européen, comme la toute première menace celle qui s'attache à une quinzaine de sites nucléaires en Europe, dont celui de Tchernobyl est dramatiquement le plus célèbre. Ces installations fonctionnent selon des procédés dépassés du type RBMK russe et qui présentent de réels dangers potentiels pour l'ensemble de la sécurité du continent européen.

Le texte qui vous est proposé est l'un des moyens de sensibiliser, de responsabiliser, de permettre les échanges d'expérience, d'assurer la solidarité en matière de sûreté nucléaire. Voilà pourquoi je vous remercie par avance du vote que vous allez émettre. (*Applaudissements sur les bancs du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. La parole est à M. Jean-Michel Ferrand, suppléant M. Pierre Lellouche, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

M. Jean-Michel Ferrand, rapporteur suppléant. Monsieur le président, mes chers collègues, je m'exprime au nom M. Pierre Lellouche qui, empêché de participer à ce débat, m'a demandé de bien vouloir le remplacer.

Comme vous venez de l'indiquer, monsieur le ministre, la convention dont il nous est demandé d'autoriser la ratification constitue un dispositif incitateur dont l'objectif est d'amener les Etats parties à intégrer dans leur droit interne un certain nombre de principes relatifs à la sûreté nucléaire.

Ces principes portent sur l'adoption d'un cadre législatif et réglementaire approprié, prévoyant, notamment, un système de délivrance d'autorisations pour l'exploitation des installations, la création d'un organisme de réglementation chargé de suivre la mise en œuvre des politiques de sûreté, l'adoption de normes de radioprotection, la responsabilité principale de l'exploitant en cas d'accident.

Il s'agit là de principes assez généraux dont la prise en compte ne devrait pas amener un pays comme le nôtre à modifier, sinon sur des points de détail, comme vous l'avez dit, monsieur le ministre, sa législation relative à la sûreté nucléaire. En revanche, un certain nombre de pays d'Europe de l'Est, la Russie et l'Ukraine notamment, devront, pour se conformer à la présente convention, adopter des mesures supplémentaires d'amélioration de leur sûreté nucléaire.

Si la convention ne crée pas de système de contrôle à proprement parler, elle prévoit un dispositif d'examen des mesures prises au niveau national.

C'est ainsi qu'un rapport sera présenté par chaque partie lors de réunions d'examen. Ces rapports seront confidentiels, seuls des rapports de synthèse étant rendus publics : une réunion préparatoire, qui se tiendra dans les six mois après l'entrée en vigueur de la convention, déterminera les règles de procédure et les règles financières de ce mécanisme de suivi.

Il s'agit là d'un des principaux acquis de la convention. Les Etats devront rendre compte, devant leurs pairs, de leur politique nationale de sûreté nucléaire et subir leurs éventuelles critiques. L'objectif est de rassembler l'ensemble des pays, qu'ils soient nucléaires ou non nucléaires, dans une sorte de club, afin d'exercer les pressions appropriées sur l'Etat qui applique mal les dispositions de la convention.

L'intérêt de ce mécanisme ne saurait être mis en doute. Toutefois, Pierre Lellouche s'interroge, dans son rapport, sur la règle de confidentialité des rapports nationaux. Chacun comprend que l'Etat sera d'autant plus incité à livrer des informations complètes sur son dispositif national de sûreté qu'il a la garantie que ces informations ne seront pas livrées sur la place publique. On peut toutefois se demander, avec Pierre Lellouche, si les questions de sûreté nucléaire ne devraient pas être l'objet d'un vaste débat devant les opinions publiques. La sûreté nucléaire ne pourra s'améliorer que si médias et ONG s'en saisissent, ce qui suppose qu'elle ne soit plus la « chose » des seuls experts internationaux. Je serais heureux d'avoir votre sentiment sur ce point, monsieur le ministre. De façon générale, nous souhaiterions avoir quelques précisions sur le fonctionnement de ce mécanisme de suivi.

Les clauses finales de la convention ne soulèvent guère de difficultés. La convention est ouverte à la signature ou à l'adhésion de l'ensemble des Etats, qu'ils disposent ou non d'installations nucléaires civiles, et aux organisations régionales.

C'est en vertu de cette disposition que la Commission européenne avait présenté une proposition d'acte communautaire autorisant EURATOM à devenir partie signataire. Cette disposition posait un problème juridique, car elle ne précisait pas les dispositions de la convention qui entraient dans le champ de compétence d'EURATOM. Une résolution a été adoptée par l'Assemblée nationale, en vertu de l'article 88-4 de la Constitution, qui demandait au Gouvernement de s'opposer, en l'état actuel du texte, à la proposition communautaire. L'adhésion EURATOM à la convention n'a pas fait l'objet de nouvelles discussions. Il faut souhaiter que la Commission présente une nouvelle proposition acceptable par les Etats pour que ce dossier soit débloqué.

Au total, la convention de l'AIEA constitue un texte utile, qui devrait permettre d'aider à la diffusion d'une culture de la sûreté nucléaire en Europe et dans le monde. Mais ce texte souffre de deux lacunes que Pierre Lellouche a mises en exergue dans son rapport.

D'abord, la convention ne s'applique qu'aux seules installations à réacteurs nucléaires, qui ne constituent qu'un élément du cycle civil du combustible nucléaire. Ainsi, la question des déchets ne fait pas partie du champ d'application du texte conventionnel. Il est simplement indiqué dans le préambule qu'une convention internationale sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs sera élaborée lorsqu'un accord sur cette question sera apparu. Nous aimerions savoir où en sont les discussions à ce sujet.

Autre remarque. La convention ne détermine pas de normes obligatoires en matière de sûreté. Les experts sont de longue date opposés à une telle démarche, jugée impraticable et illusoire. Une réglementation internationale trop précise aurait pour conséquence de faire perdre aux politiques nationales leur cohérence interne, et de dessaisir les Etats de leurs responsabilités. Aussi la convention pose-t-elle, dans son préambule, que la responsabilité de la sûreté nucléaire incombe au seul Etat où se trouve l'installation.

Dans son rapport, Pierre Lellouche regrette l'absence de toute codification internationale en matière de sûreté. Selon lui, il conviendrait de promouvoir une stratégie beaucoup plus ambitieuse, qui consisterait à édicter des normes internationales de sûreté, à obliger les Etats à se conformer à ces standards internationaux, au besoin en fermant les centrales non conformes et à doter l'AIEA de pouvoirs de contrôle et de sanction analogues à ceux dont dispose le FMI dans le domaine économique. Vaste programme, me direz-vous. Mais quelle serait l'utilité de notre débat d'aujourd'hui s'il n'était pas pour nous l'occasion de tracer les voies du souhaitable ?

Car, monsieur le ministre, vous le savez mieux que tout autre, la situation des centrales nucléaires en Europe de l'Est est très préoccupante. On trouvera dans le rapport écrit un inventaire des centrales les plus dangereuses et une carte succincte de leur implantation. Il ne s'agit pas de céder au catastrophisme, mais d'affronter lucidement la réalité : une quinzaine de réacteurs, utilisant tous des technologies dépassées, font peser une menace directe sur la sécurité du continent.

Les efforts déployés par la communauté internationale pour obtenir la fermeture des réacteurs les plus dangereux et améliorer le niveau de sûreté des autres n'est pas négligeable. Votre engagement personnel, monsieur le ministre, pour aboutir à la fermeture du site de Tchernobyl mérite d'être salué. Les autorités ukrainiennes ont pris sur ce point des engagements qui doivent maintenant être mis en œuvre. Sur ce point également, nous souhaiterions avoir quelques précisions.

Mais, pour le reste, que de lenteurs et d'incohérences ! Comme le dit le président d'EDF, la menace se nourrit de notre incapacité à y faire face. Il est vrai que la plupart des pays concernés sont très dépendants de l'énergie nucléaire et qu'ils n'accepteront de procéder à la fermeture de leurs plus dangereuses centrales que si d'importantes compensations économiques et financières leur sont offertes.

Mais comment ne pas regretter également les dysfonctionnements dont souffre la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire ? Le rapport de Pierre Lellouche établit un inventaire de ces insuffisances : lourdeur des procédures de financement, existence de compétitions internationales féroces entre fournisseurs d'équipements, persistance de doubles emplois entre les actions engagées par l'AIEA, les programmes PHARE et TACIS et les différents pays donateurs. L'impression prévaut que de nombreuses actions de coopération qui ont été engagées se font en ordre dispersé, sans souci de coordination.

Lors des réunions internationales, des financements sont annoncés qui tardent ensuite à se traduire en projets concrets. Ainsi, sur 895 millions d'écus de crédits dégagés par les pays membres du G 24, seuls 253 ont été effectivement débloqués.

La France joue à votre image, monsieur le ministre, un rôle actif pour mieux coordonner l'assistance nucléaire aux pays de l'Est et obtenir le déblocage de financements

importants. EDF, FRAMATOME, COGEMA, le CEA se sont mobilisés pour aider ces Etats à améliorer leur dispositif de sûreté et à engager les investissements lourds nécessaires.

Il faut souhaiter que nos efforts débouchent sur la mise au point d'une stratégie globale et cohérente d'amélioration de la sûreté nucléaire en Europe. Si la convention constitue un premier pas dans cette voie, elle aura fait œuvre utile. Aussi la commission des affaires étrangères vous demande-t-elle d'adopter le présent projet de loi. *(Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)*

Discussion générale

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Paul Quilès.

M. Paul Quilès. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, l'approbation de conventions est une attribution courante de notre assemblée dans le domaine des affaires étrangères, et la procédure d'adoption simplifiée prévue par le chapitre V du titre II de notre règlement permet de traiter ces conventions dans des conditions de rapidité et de diligence qui sont souvent nécessaires.

S'agissant de la présente convention, nous avons été quelques-uns à estimer qu'elle méritait de faire l'objet d'un débat de plein exercice, fût-il de courte durée. Je souhaiterais m'en expliquer un instant.

La convention sur la sûreté nucléaire, signée à Vienne le 17 juin 1994, est un texte plus important qu'il peut y paraître à première vue. Elle comble en effet une lacune dans le droit international où les questions nucléaires ne sont abordées, sous forme multilatérale, qu'à travers le thème de la responsabilité civile – c'est le cas de la convention de Paris du 29 juillet 1960 et de celle de Vienne du 21 mai 1963 – et où la sûreté ne fait l'objet que d'accords bilatéraux.

La convention qui nous est soumise, élaborée à l'initiative de l'Allemagne sous l'égide de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est au contraire, dans le domaine de la sûreté, c'est-à-dire de la prévention des accidents ou incidents, un texte multilatéral, qui a vocation à être signé par le plus grand nombre de parties possible, en particulier en Europe.

On l'aura compris, ce texte vise à donner en matière de sûreté le cadre minimal qui a cruellement manqué au cours de la dernière décennie. Je n'en dirai donc pas plus sur cette convention et le groupe socialiste votera bien évidemment le projet de loi tendant à en autoriser l'approbation.

Je développerai, en revanche, un des thèmes qui me semblent à l'heure actuelle le plus préoccupant dans le domaine des questions nucléaires internationales, thème qui a du reste été abordé par vous-même, monsieur le ministre, et par le rapporteur : la coopération avec les pays d'Europe de l'Est.

La catastrophe de Tchernobyl et, trois ans plus tard, la chute du mur de Berlin nous ont mis en quelque sorte au contact d'un parc d'une soixantaine de centrales, toutes d'histoire différente, même si technologiquement on y reconnaît deux familles, les RBMK et les VVER. Les pays voisins de cette zone, détenteurs de la technologie nucléaire, ont entrepris de hisser la sûreté du parc à des

niveaux acceptables. Cette opération, dont on perçoit l'enjeu pour la France, est encore en cours. C'est sur ce point que je souhaiterais faire quelques remarques, en m'aidant notamment des excellents travaux d'un colloque accueilli dans les locaux de l'Assemblée nationale il y a quelques mois et organisé par le Centre d'étude et de prospective stratégique.

Première remarque : en cinq ans beaucoup a été fait à l'Est.

Tout d'abord, le système nucléaire de ces pays n'est plus clos, mais bel et bien ouvert, même s'il n'est pas encore transparent. L'ouverture à l'Ouest a eu de multiples et bénéfiques conséquences.

Elle a entraîné une bonne connaissance de l'état de sûreté du parc pour les réacteurs de la filière VVER à eau pressurisée. Il n'en est malheureusement pas de même pour la filière RBMK, dont dix réacteurs sur quatorze se trouvent en Russie.

Elle a engendré un courant d'échanges continu entre les techniciens et les ingénieurs des pays de l'Est et leurs collègues occidentaux.

Elle a permis l'élaboration de concepts d'intervention communs désormais bien maîtrisés – programmes d'urgence, assistance sur site par des jumelages, projets de modernisation.

Elle a enfin ouvert la voie à l'émergence d'une organisation et d'une culture de sûreté, certes inégales selon les pays mais partout en progrès.

Parallèlement à cette ouverture, des mécanismes d'aide importants ont été mis en place et ont joué un rôle positif en dépit de leur grande complexité.

Un effort réel d'organisation a été entrepris sous l'égide de WANO, l'association mondiale des exploitants nucléaires. Dans ce but ont été créés le groupe TPEG pour l'aide au pilotage des programmes communautaires PHARE et TACIS, et le consortium européen d'assistance nucléaire, ENAC, qui est le bureau d'ingénierie pour les réacteurs de l'Est.

Les programmes européens, PHARE pour les pays de l'Est et TACIS pour les pays de la CEI, ont trouvé leur rythme de croisière après des difficultés en partie dues à l'éclatement de la CEI. Leur contribution est évaluée à 330 millions d'écus pour la période 1991-1994 et 90 millions d'écus pour 1995.

Les prêts EURATOM sont accordés par la Commission européenne après consultation du Parlement européen et de la Banque européenne d'investissement. L'enveloppe des prêts est élevée : 1,1 milliard d'écus, mais la procédure de décision n'est pas toujours très satisfaisante.

Enfin, la BERD joue à la fois le rôle de gestionnaire du fonds multilatéral d'urgence créé par le G 7 à Munich en 1992 et de prêteuse aux conditions habituelles de ses interventions. Cette situation n'est pas exempte de complications.

Les encouragements à ces interventions n'ont pas manqué : de la part du G 7, à Munich en 1992, à Tokyo en 1993 et à Naples en 1994, et de la part du Conseil européen réuni à Corfou en 1994.

Mais si nous avons fait beaucoup, avons-nous fait tout ce qu'il fallait ?

Le constat de la situation actuelle doit nous amener à rester modestes. Notre système d'aide comporte, en effet, des défauts et n'est pas sans souffrir de la concurrence commerciale entre l'Europe et les Etats-Unis.

Le premier défaut est une certaine ambiguïté. Les pays occidentaux interviennent, en effet, à l'Est sans poser la question de l'organisation énergétique des pays aidés et sans poser le problème du bien-fondé de certains choix nucléaires. C'est incontestablement une lacune et il y a peut-être là une voie d'élargissement de la coopération à envisager, dans la mesure où la souveraineté des Etats le permet.

Par ailleurs, les procédures que nous avons instaurées ont fréquemment été des sources de complications. Ce n'est pas toujours l'argent qui a manqué. Parfois, c'est la diligence d'une administration internationale mal préparée à ce type de tâche qui est en cause. En effet, par souci d'éviter les critiques, celle-ci s'est enfermée dans un système contraignant d'études préalables et d'appels d'offres qui a souvent fait de l'aide aux pays de l'Est un processus lent et mystérieux.

Dans certains cas même, des projets ont avorté, comme à Kola, où la mise en place d'un système moderne de protection du réacteur est souhaitée depuis au moins trois ans. Cela n'est pas à proprement parler une critique, mais plutôt le constat d'un décalage entre les appels à l'efficacité qui retentissent de tous côtés et la réalité des procédures de droit commun, qui est tout autre.

Il faut enfin poser la question de la concurrence commerciale qui existe, indéniablement, entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Celle-ci est réelle et l'industrie américaine – on le sait – est fortement et officiellement soutenue par ses autorités de tutelle. Là où l'Union européenne agit exclusivement par le biais des procédures communautaires, les Américains superposent une politique bilatérale aux actions multilatérales, auxquelles ils sont, par ailleurs, partie prenante.

Cette question n'a jamais été réglée de façon satisfaisante et notre devoir est de dire que cela compromet l'efficacité des actions multilatérales. On ne peut pas mener simultanément deux politiques qui se neutralisent et retardent l'heure des choix au détriment, qui plus est, des intérêts des pays européens.

Dernier constat : l'effort pour persuader les pays de l'Est de prendre en temps utile des décisions fondamentales pour eux n'a pas toujours été couronné de succès.

Certes, cet échec est relatif. La situation la plus préoccupante est celle de l'Ukraine. C'est là où se trouvent les réacteurs RBMK les plus anciens, c'est là que les engagements les plus forts ont été pris et que les crédits les plus importants ont été investis. Mais c'est là aussi que les résultats les moins significatifs ont été obtenus.

En Slovaquie, les choses sont en bien meilleure voie.

La Russie, pour sa part, a au moins deux atouts : la grande compétence du personnel technico-scientifique et un équipement assez peu perturbé par les bouleversements politiques. Mais c'est là que l'on trouve dix des quatorze réacteurs RBMK dont l'état de sûreté est mal connu. Quant au succès de la coopération sur les modèles à eau pressurisée VVER, il dépend avant tout de l'instauration d'une coopération industrielle entre l'Ouest et ce pays, qui a un besoin urgent de transfert de technologie.

Que peut-on dire d'autre en restant lucide, mais sans noircir le tableau ?

Certainement que l'impact de l'aide fournie par l'Ouest n'est pas toujours ajusté comme il le faudrait. Les exploitants nucléaires de l'Est sont dans un très grand dénuement. Ce qui compte pour eux, ce n'est pas l'argent

dépensé à l'Ouest en préétudes ou simulations, mais bien ce qu'ils reçoivent pour faire face aux besoins quotidiens parfois criants. L'aide doit s'ancrer dans une réalité concrète qui est trop souvent oubliée. Si nous ne corrigeons pas cet aspect, les pays de l'Est voudront décider par eux-mêmes et à un coût moindre, mais avec une meilleure perception de l'efficacité de leurs actions.

Enfin, il faut le répéter inlassablement, la part remboursable de cette aide est difficilement supportable pour les pays de l'Est, en même temps que la contribution des pays de l'Ouest est à l'évidence insuffisante. Sans tomber dans le piège de la surenchère, nous devons clairement dire qu'une augmentation des crédits dégagés par l'Europe ou le G7 est souhaitable, en ayant conscience qu'ils doivent être estimés en fonction de l'enjeu de la sûreté pour les pays disposant de réacteurs nucléaires et, bien sûr, de leurs capacités contributives.

Cet effort accru peut passer par une contribution renforcée des Etats, mais aussi, pourquoi pas, à un moment où l'on reparle d'écotaxe et de fiscalité écologique, par des recettes nouvelles ayant cette vocation de protection de l'environnement au sens large.

Car, et ce sera là ma conclusion, la partie qui se joue en matière de sûreté est capitale pour les pays qui mettent en œuvre le nucléaire civil. C'est une bataille pour dissiper le risque qui pèse sur les populations établies autour de ces réacteurs et bien au-delà, y compris dans notre pays, la pollution nucléaire se moquant évidemment des frontières géographiques. C'est également, une bataille pour l'image du nucléaire dont le développement souffrirait considérablement d'un nouvel accident.

La communauté nucléaire internationale s'est mobilisée ; il faut l'aider à trouver les chemins d'une efficacité accrue de ses interventions. Je veux à ce propos rendre hommage aux opérateurs comme Electricité de France qui, en tant que premier exploitant nucléaire mondial, a largement pris ses responsabilités.

Plus que jamais, il importe de continuer à mener cette bataille. Il me semblait utile, monsieur le ministre, mes chers collègues, d'en rappeler dans ce débat les conditions et surtout les enjeux. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Francis Galizi. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Robert Galley.

M. Robert Galley. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, la convention adoptée à Vienne le 17 juin 1994 dans le cadre de l'Agence internationale de l'énergie atomique est en fait le premier instrument international qui aborde l'ensemble des questions liées à la sûreté des installations nucléaires civiles. Comme l'a indiqué le rapporteur, elle a été approuvée par quarante-quatre Etats possédant ou non des installations nucléaires. Par conséquent, elle a une grande valeur en ce qu'elle constitue un premier pas dans la voie de la prise de conscience, à l'échelle mondiale, du caractère lui aussi mondial d'un accident nucléaire majeur. Aux yeux du groupe du RPR, elle a également un grand mérite, celui de fixer un certain nombre de principes que les Etats responsables s'engagent à respecter dans leur politique nationale.

L'objectif de la convention n'est donc pas d'édicter des normes ayant force obligatoire, de celles que l'on fabrique à longueur de journée à Bruxelles, ni de mettre en place une instance internationale supplémentaire. Il s'agit d'inciter les Etats à engager, chacun de son côté, les moyens réglementaires, techniques et financiers propres à minimi-

ser les risques d'accidents en fonction, naturellement, des caractéristiques spécifiques des réacteurs nucléaires qu'ils utilisent. M. le rapporteur a très bien montré dans son rapport que ces problèmes étaient très différents d'un réacteur à l'autre.

Un mécanisme d'examen par les parties des mesures prises au niveau national est prévu, dans le respect des responsabilités de chacun. Mais, comme M. le ministre l'a souligné, il est évident que la confrontation des expériences ne peut que concourir à la sécurité d'ensemble et constitue, par conséquent, un élément supplémentaire de la sûreté. Le champ d'application, quant à lui, a été très précisément délimité : il s'agit des centrales électronucléaires civiles.

En fait, cette convention est le premier chaînon d'un processus fort précieux pour notre avenir. Il tend, comme nous le savons bien, nous autres Français, à développer une véritable culture de la sûreté nucléaire.

Dans le monde, le nucléaire représente 17 p. 100 de la production totale d'électricité. Et 80 p. 100 de l'électricité que nous utilisons dans cet hémicycle est d'origine nucléaire. C'est dire combien le problème est important, pour nous Français, et quel niveau de gravité revêt pour notre approvisionnement en énergie électrique compétitive la sûreté nucléaire, qui est la clé du fonctionnement de nos réacteurs.

Mais, comme je l'ai dit, le problème a une dimension mondiale, et force nous est de constater que la situation est contrastée suivant les pays. Si dans le monde occidental la situation est globalement satisfaisante par suite des précautions extrêmes qui ont été prises – elles sont sans précédent dans aucun autre type d'industrie – il n'en est pas de même dans les pays d'Europe centrale ou orientale qui, obnubilés par les problèmes de production de plutonium militaire, utilisent un parc aux techniques obsolètes et souvent dangereuses. C'est ainsi que sur les cinquante-huit réacteurs nucléaires en service dans les seuls pays de l'est de l'Europe, une quinzaine sont du type RBMK ou VVER de la première génération et sont considérés par tous les experts comme susceptibles d'engendrer de graves difficultés un jour ou l'autre.

Après M. Quilès, je voudrais, à mon tour, apporter une contribution à ce débat. On ne peut, à mon sens, se borner à déclarer qu'il suffit de fermer des centrales et faire table rase du passé. Comment, en effet, peut-on prétendre priver ces pays d'une source majeure d'électricité ? On l'a bien constaté lorsque a été globalement examiné le problème de l'énergie en Ukraine.

A cet égard, mes chers collègues, méditons le cas de la centrale de Kozloduy, en Bulgarie. Grâce à Electricité de France et au Commissariat à l'énergie atomique, nous avons là l'exemple d'une extraordinaire réussite.

C'est la preuve qu'il existe une autre voie que celle qui consiste à fermer purement et simplement les centrales. Avec des dispositifs occidentaux et l'intelligence de nos ingénieurs, on peut très bien rendre ces centrales sinon parfaites, du moins beaucoup moins dangereuses. Si l'Occident, au lieu de se laisser abuser par une médiatisation aux effets dévastateurs, prônant uniquement la fermeture des centrales, se penchait plus sérieusement sur les moyens financiers à mettre en œuvre pour améliorer la sûreté des installations, nous irions beaucoup plus vite.

Peut-être la convention qui nous occupe aujourd'hui, dont nous savons que la Russie et l'Ukraine l'ont adoptée mais pas encore ratifiée, nous y aidera-t-elle.

Pour la France, l'entrée en vigueur de cette convention n'aura en fait que bien peu de conséquences, puisque c'est notre propre système, mis au point avec une grande conscience et un sens aigu des responsabilités vis-à-vis de nos concitoyens, qui sera en gros appliqué à l'échelle internationale. C'est pour nous, et singulièrement pour nos scientifiques et nos ingénieurs, la reconnaissance internationale de notre culture de sûreté, plus particulièrement de celle d'Electricité de France.

Certes, chez nous, ces mesures sont et seront toujours perfectibles, mais il faut le faire sans attenter gravement au prix de revient du kilowatt-heure nucléaire qu'on peut situer aujourd'hui à 22 ou 24 centimes, ce qui constitue pour la France un atout industriel considérable. La politique d'exportation d'EDF, remarquablement réussie, en est l'illustration la plus éclatante. Tout le monde sait ici que la France a exporté l'année dernière 65 milliards de kilowatts-heure et que l'exportation d'électricité est devenue l'un des tout premiers postes de l'exportation française.

A propos des progrès, je tiens à souligner ici les remarquables travaux réalisés par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sous la direction de notre collègue Claude Birraux qui a acquis, à cette occasion, une très grande autorité au plan international.

La coopération internationale – on l'a dit – est insuffisante. L'AIEA joue, certes, un rôle important dans l'assistance technique, mais dans le domaine de la sûreté elle ne dispose pas des pouvoirs de vérification et de contrôle qui sont les siens en matière de non-prolifération.

Le régime international est encore trop peu développé. On a déjà signalé que le droit international est resté, en cas d'accident, limité aux questions de responsabilité et de réparation.

Toutefois, il faut savoir que l'on progresse. Deux conventions, adoptées l'une à Paris sous l'égide de l'OCDE et l'autre à Vienne dans le cadre de l'AIEA, ont posé des principes comme celui de la responsabilité objective et exclusive de l'exploitant, ce qui est très important. En septembre 1986, après l'accident de Tchernobyl, deux autres conventions ont été adoptées sous l'égide de l'AIEA, l'une sur la notification rapide d'un accident nucléaire et l'autre sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence.

Comme je l'ai dit, le texte qui nous est proposé comporte quelques lacunes. Je n'en retiendrai qu'une.

La convention ne couvre pas toutes les installations – et je pense, compte tenu de mes lointaines responsabilités, aux usines de retraitement des combustibles irradiés qui, elles aussi, risquent, en cas d'accident grave, d'entraîner des pollutions. Mais je dois dire, avec la connaissance que j'ai du sujet, que le problème n'a aucune commune mesure avec celui d'un réacteur à graphite RBMK.

Cette convention est donc un premier pas heureux dans le sens d'une plus grande sûreté nucléaire au niveau international. Il est même très probable qu'elle devienne la première étape d'un processus plus important et – pourquoi pas ? – plus coercitif, ce dont nous, Français, ne pouvons que nous féliciter, puisque la France satisfait déjà à nombre d'obligations instituées par cette convention.

Le groupe du RPR est donc heureux que notre pays ait été de manière délibérée un artisan de l'élaboration de cette convention. Et nous serons tous heureux que la France soit l'un des premiers pays à ratifier cette convention.

C'est pourquoi le groupe du RPR, au nom duquel je parle, est favorable, monsieur le ministre, à l'adoption du projet de loi que vous nous présentez. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. La parole est à M. Pierre Favre.

M. Pierre Favre. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, le groupe UDF est particulièrement heureux de pouvoir aujourd'hui s'associer au projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire.

Cette convention, adoptée à Vienne l'an dernier, est le premier instrument intervenant dans le domaine de la sûreté nucléaire civile, portant sur les centrales nucléaires civiles fixes.

Que de chemin parcouru depuis les 6 et 9 août 1945, dates qui ont donné au nucléaire une image d'apocalypse, alors qu'il est une chance énergétique pour l'avenir !

Dès 1945, le général de Gaulle, visionnaire par excellence, créait le CEA, et Joliot-Curie faisait « diverger » le premier réacteur nucléaire français Zoé, en décembre 1948, à Fontenay-aux-Roses.

L'effort était engagé et les ingénieurs et scientifiques, retenant la leçon d'Hiroshima, se sont vite posé une question fondamentale : comment élaborer des systèmes de bonne qualité, parfaitement connus et maîtrisés ? Ce qui posait deux problèmes parallèles : fonctionnement et fiabilité, d'une part, et sécurité et sûreté, de l'autre, en mode tant opérationnel qu'accidentel, voire suite à agression ou malveillance.

Aussi, dès 1969, Georges Pompidou, alors Premier ministre, demandait les premières études complètes sur les problèmes de sûreté, sur les trois barrières intéressant les centrales : la gaine du combustible, la cuve du réacteur et l'enceinte de confinement.

Il s'agit en pratique, depuis la conception jusqu'au démantèlement d'un système nucléaire, – qu'il s'agisse de centrales, de systèmes de propulsion ou d'armement – de prendre en compte ce paramètre fondamental qu'est la sûreté, afin d'assurer la sécurité des hommes, des biens et de l'environnement.

Grâce à cette approche globale, le Président Pompidou, puis son successeur, Valéry Giscard d'Estaing, pouvaient lancer le programme nucléaire d'indépendance énergétique qui est à ce jour le plus sûr au monde, et ce pour trois raisons majeures.

Premièrement, l'existence au sein du CEA d'un service spécialisé sur la sûreté des réacteurs civils, et de commissions spécialisées dans le domaine militaire, qui suivent les projets de bout en bout et assurent leur suivi opérationnel.

Deuxièmement, la maîtrise du processus nucléaire grâce aux essais qui ont permis d'optimiser et de contrôler les réactions atomiques et de développer les outils de sûreté indispensables.

Troisièmement, la recherche permanente de nouvelles filières et de nouveaux types de réacteurs qui fait bénéficier les réacteurs existants des avancées technologiques.

Aussi, la filière complète du nucléaire français atteint un degré de sûreté qui n'a plus rien à voir avec celui des centrales thermiques, qu'elles soient au charbon, au fioul ou au gaz.

Plusieurs événements majeurs ont conduit les instances internationales à se poser le problème de la sûreté : tout d'abord, l'accident de Three Mile Island en 1979, dont

les conséquences ont été limitées au site lui-même ; ensuite, dans le domaine militaire, l'accident de Palomares où les Américains ont perdu plusieurs armes nucléaires, ainsi que les pertes de sous-marins nucléaires armés soviétiques ; enfin, et surtout, la catastrophe de Tchernobyl en 1986 dont nous ne connaissons sans doute pas encore toutes les conséquences.

Andreï Sakharov déclarait d'ailleurs après cet accident : « L'électronucléaire doit-il se développer ? Pour ma part, je suis convaincu que l'énergie nucléaire est nécessaire à l'humanité. Il faut la développer, mais seulement en garantissant une sécurité absolue. » Vous l'avez compris, il parlait, lui aussi, de la sûreté des réacteurs.

Suite à ces accidents, des mesures ponctuelles ont été prises et, sous l'égide de la France, la convention dont vous nous demandez aujourd'hui l'autorisation de ratification a pu voir le jour, mais elle ne s'applique pas encore au domaine militaire.

Par cette convention, signée par plus de 50 pays, chacun des cosignataires s'engage à mettre en place une culture de sûreté nucléaire, à renforcer la sûreté ou à procéder au démantèlement de ses centrales et à prendre les mesures appropriées de radioprotection.

Il s'agit d'un compromis *a minima*, incitatif, sans délai de mise en place, laissant à chacun sa responsabilité. La situation des quelque 450 réacteurs existants dans le monde a fait l'objet d'études et un récent rapport du département américain à l'énergie fait état de six réacteurs construits par l'ex-URSS présentant « d'importants risques pour la sécurité ». Ces réacteurs se répartissent entre l'Ukraine, la Slovaquie, la Lituanie, la Russie et la Bulgarie ; ceux d'Ukraine fonctionneraient dans des conditions pires que celles d'avant l'accident de 1986.

D'ores et déjà, le CEA et EDF fournissent un support technique aux pays de l'ex-URSS. La présente convention nécessitera, à mon sens, une solidarité internationale pour aider ces pays, qui n'ont ni les moyens financiers ni les moyens technologiques de l'appliquer, notamment sur les sites dangereux, mais cette solidarité est vitale pour notre environnement.

Les problèmes de remise en état et de démantèlement des centrales devront faire l'objet d'études précises.

De même, les centrales expérimentales ne sont pas traitées en tant que telles dans cette convention ; elles sont banalisées alors qu'elles nécessitent un traitement spécifique.

La France, qui doit son autonomie énergétique à son programme électronucléaire, a aujourd'hui le *leadership* dans le difficile domaine de la sûreté. Cette compétence, construite patiemment, il faut la garder et l'entretenir. Issue aujourd'hui directement des essais nucléaires, elle évoluera demain grâce à une meilleure connaissance obtenue par une simulation performante.

Le risque zéro n'existe pas dans les activités humaines et le partage des compétences rendu possible grâce à cette convention, si chacun veut bien faire œuvre de solidarité, est une nécessité pour faire reculer le niveau du risque.

Comme on le voit, il s'agit d'un premier pas sans incidence financière pour la France. Gageons que cette convention sera suivie d'autres, afin de compléter la réglementation et de donner du nucléaire l'image non pas du désastre mais du progrès technologique dont chacun pourra tirer parti.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, au nom du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre de bien vouloir approuver le présent

projet de loi. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le président. La discussion générale est close.

La parole est à M. le ministre.

M. le ministre délégué aux affaires européennes.

Monsieur le président, sans retarder l'ordre du jour de l'Assemblée, je préciserai en quelques mots le point de vue du Gouvernement et répondrai aux questions qui m'ont été posées au cours de ce bref débat.

En premier lieu, je tiens à dire à M. Quilès que je ne suis pas du tout choqué que son groupe ait pris l'initiative de ce débat plutôt que d'adopter trop rapidement une convention qui est beaucoup plus importante qu'il n'y paraît. Je trouve même bien que, de temps en temps, à la faveur d'un texte comme celui qui nous occupe nous puissions parler de ces problèmes et je souhaite qu'on donne à l'Assemblée ou qu'elle saisisse d'autres occasions pour évoquer ce défi que représente la sûreté nucléaire. En tout cas, mesdames, messieurs les députés, même si j'ai aujourd'hui, n'étant plus ministre de l'environnement, un peu moins de raisons de m'occuper de ce sujet, vous me trouverez toujours aussi engagé et passionné. Je pense d'ailleurs que le ministre des affaires européennes a quelques raisons d'être présent sur ce front. J'en dirai un mot tout à l'heure à propos de l'action, que j'ai eu l'honneur de conduire depuis un an au nom du Gouvernement, en ce qui concerne Tchernobyl.

M. Ferrand, au nom de la commission, et M. Galley ont évoqué, pour s'en inquiéter ou pour le regretter, le caractère insuffisamment incitatif de cette convention.

Il y a une raison à cela : comme vous l'avez rappelé, monsieur Galley, c'est la première fois qu'un texte international s'attache à ce sujet, et les négociateurs ont eu le souci d'éviter d'imposer trop brutalement des normes internationales pour préserver un principe fondamental auquel nous tenons, nous Français, mais auquel les autres Etats tiennent tout autant : la souveraineté en matière de sûreté.

En outre, je crois pouvoir le dire, un caractère trop coercitif aurait eu dans un premier temps, monsieur Galley, mesdames, messieurs les députés, sur les premiers pays concernés un effet tout à fait négatif. En effet, il fallait que les pays d'Europe centrale et orientale, qui sont de toutes jeunes démocraties, s'engagent. Conclure une convention sur la sûreté nucléaire entre Américains, Français, Anglais et Allemands, c'est bien, mais ce n'est pas suffisant. Il fallait que le plus grand nombre de pays disposant d'installations nucléaires s'engagent avec nous ; il convenait donc ne pas les faire fuir à l'avance, si je puis dire, par des mesures trop coercitives. Nous allons avancer en marchant. Il est important que nous réussissions cette première étape.

Cela ne nous interdit pas, monsieur Galley, d'avoir avec ces pays un dialogue global. Par exemple, dans nos négociations avec l'Ukraine, nous avons attaché un prix prioritaire, presque conditionnel, à une accélération de la fermeture de Tchernobyl pour débloquer des crédits ou des prêts européens que l'Ukraine attend et dont elle a besoin. Nous avons eu avec ce pays un dialogue global, sans chantage, ni conditionnalité excessive. C'est une autre manière que d'obliger.

Cette précision à propos de l'économie générale de cette première convention était utile parce qu'il est important qu'elle réussisse ; or ce n'était pas évident.

Monsieur Ferrand, vous m'avez interrogé sur la mise en œuvre concrète de cette convention, sur l'état des discussions. Je vous confirme qu'elle prévoit une première réunion préparatoire dans les six mois qui suivront la date de son entrée en vigueur. Alors les parties établiront et adopteront par consensus des règles de procédure. D'ores et déjà, des réunions informelles ont lieu entre les experts au sein de l'AIEA, pour préparer cette première réunion.

Plusieurs orateurs, notamment M. le rapporteur et M. Robert Galley, ont mis l'accent sur ce qui est peut-être une faiblesse de ce texte en matière de sûreté nucléaire et qui touche à ce qu'on appelle – je le dis avec beaucoup d'humilité et de précaution devant plusieurs d'entre vous qui savent de quoi ils parlent, notamment Robert Galley – l'aval du cycle, c'est-à-dire le traitement des déchets qui, en France c'est un vrai problème, comme partout dans le monde, n'a pas été traité comme il aurait dû l'être. Ces déchets sont de plusieurs natures : les déchets faiblement radioactifs à vie courte et les déchets hautement radioactifs à vie très longue, qu'on ne traite pas de la même manière.

Nous sommes engagés, nous Français, dans une action que je crois exemplaire à partir du travail courageux et intelligent de l'un d'entre vous, M. Bataille, auquel je veux rendre hommage au nom du Gouvernement, travail qui a abouti à l'adoption d'une loi ; nous nous sommes attachés à la mettre en œuvre étape par étape.

Mesdames, messieurs les députés, cette convention, si elle est utile, n'est pas suffisante. Nous franchissons ce premier pas sur la sûreté des installations nucléaires, mais il faudra aller plus loin. La deuxième étape devra concerner – c'est d'ailleurs ce que prévoit le préambule de la convention – la question des déchets radioactifs au plan international.

Il faudra peut-être franchir une troisième étape, monsieur Galley, que vous avez d'ailleurs signalée, qui concerne les autres installations du cycle, notamment les installations des déchets irradiés.

Nous sommes donc dans un processus tout à fait nouveau au plan multilatéral, mais il est loin d'être achevé. Nous avons une grande ambition en matière de sûreté. Elle s'applique à des sujets complexes et difficiles ; nous devons l'atteindre par étapes.

Je conclurai sur un sujet très grave, pendant depuis 1986 : la centrale de Tchernobyl, qui est tellement près de nous, et qui fonctionne encore.

Je me suis rendu à trois reprises en Ukraine depuis un an, dont une fois à Tchernobyl même où j'étais l'un des premiers ministres occidentaux à aller sur le site et, pendant 22 secondes exactement, sous le sarcophage. Je vous jure que voir cette installation fonctionner encore et ce magma presque à l'air libre alors qu'il a provoqué tant de dégâts sur place et suscité tant de craintes dans le monde fait froid dans le dos.

La dernière fois que je me suis rendu en Ukraine, c'était au mois d'avril, avec le représentant de la Commission et le représentant du G 7. Le Premier ministre ukrainien a confirmé le calendrier de fermeture de Tchernobyl sur lequel le président s'était engagé devant moi quelque temps plus tôt. Mais ce fut en avril que M. Koutchma, pour la première fois, a pris l'engagement de fermer Tchernobyl avant la fin de 1999. Pour autant, les choses ne sont pas réglées. Nous devons faire preuve de vigilance. Car la question n'est pas simple : si arrêter Tchernobyl est une chose, décontaminer le site en est une autre, et complémentaire. Il reste, dans un rayon de

30 kilomètres autour de Tchernobyl, 600 dépôts de déchets plus ou moins radioactifs. Il y a aussi ces milliers de travailleurs dont il faut s'inquiéter. Il y a enfin le nouveau sarcophage qu'il faut construire pour remplacer ce qui en fait fonction autour du réacteur qui a explosé en 1986. Et surtout – vous avez été nombreux à le dire – il faut aider l'Ukraine, dans sa nouvelle politique d'efficacité énergétique et d'économie d'énergie, à mettre en service de nouvelles centrales, pas forcément toutes nucléaires, mais des centrales plus sûres. Car nous ne pouvons pas nous contenter de répondre à l'Ukraine comme à la Bulgarie toute proche : « Fermez vos centrales. » Il faut aussi les aider à produire l'énergie dont elles ont besoin.

Nous sommes très mobilisés, très motivés, mais la fermeture de Tchernobyl, décidée dans son principe, n'est pas une chose simple. Je vous assure, mesdames, messieurs les députés, de notre vigilance et de l'engagement de la France avec les autres pays du G 7 et de l'Union européenne.

D'une manière générale, je pense que la réponse des pays industriels et occidentaux n'est pas à la hauteur de la gravité des enjeux en matière de sûreté écologique et nucléaire à l'Est. Il nous faudrait faire plus, dégager davantage de crédits, parce que cette question ne concerne pas seulement les peuples qui sont aux abords immédiats de ces installations nucléaires. Elle nous concerne aussi, je ne pense pas seulement à la sûreté, à la sécurité, à la santé publique, mais aussi aux centaines de milliers d'agents, d'ingénieurs, de travailleurs qui sont engagés en France par leur emploi dans l'industrie électronucléaire.

M. Quilès a convenu de l'opportunité de l'action multilatérale tout en endénonçant les faiblesses et en regrettant que l'Europe s'en contente. Ce n'est pas tout à fait le cas : un peu comme les Etats-Unis, nous menons aussi beaucoup d'actions directes et bilatérales par le biais de nos propres administrations – je pense à la direction de la sûreté nucléaire, mais aussi au CEA, à la COGEMA ainsi qu'à l'IPSN qui intervient sur Kozloduy, et à EDF qui travaille sur une des centrales d'Ukraine, à Rovno. Nous avons également des jumelages. Nos services publics, nos entreprises publiques et nos industries interviennent donc bien de manière bilatérale.

Je tiens à remercier M. Favre de l'appui qu'il apporte, comme les autres orateurs, à cette convention qui encore une fois est plus importante qu'il n'y paraît. Il a cité M. Sakharov. J'ai, pour ma part, une autre conviction, qu'il est peut-être utile de transmettre quelques années après que le mur de Berlin est tombé : c'est que le nucléaire ne peut bien fonctionner qu'avec la démocratie.

Nous avons affaire, tout près de nous, sur le continent européen, à beaucoup de nouvelles démocraties qui ont tant de problèmes à assumer en même temps : conforter la vie démocratique et assurer le pluralisme, améliorer le niveau de vie et la qualité de la vie, affermir leur indépendance. C'est dire la fragilité de ces pays, que la situation en Bosnie illustre bien. Parmi tous ces éléments, la démocratie est probablement le plus important. C'est une raison de plus pour nous d'aider ces pays, par notre expertise, avec de l'argent, au moyen de jumelages ou d'une coopération, à fermer, parfois, certaines de leurs installations, à assurer la sécurité des autres et à avoir une vraie politique énergétique. Car, je le répète, le nucléaire ne peut bien fonctionner que dans un système démocratique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

Article unique

M. le président. « Article unique. – Est autorisée l'approbation de la convention sur la sûreté nucléaire, signée à Vienne le 20 septembre 1994 et dont le texte est annexé à la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(*L'article unique du projet de loi est adopté.*)

8

AMNISTIE

Transmission et discussion du texte de la commission mixte paritaire

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

« Paris, le 21 juillet 1995.

« Monsieur le Président,

« Conformément aux dispositions de l'article 45, alinéa 3, de la Constitution, j'ai l'honneur de vous demander de soumettre à l'Assemblée nationale, pour approbation, le texte proposé par la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie.

« Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération. »

En conséquence, l'ordre du jour appelle la discussion du texte de la commission mixte paritaire (n° 2175).

La parole est à M. Philippe Houillon, rapporteur de la commission mixte paritaire.

M. Philippe Houillon, rapporteur de la commission mixte paritaire. Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, ministre de la justice, mes chers collègues, le 28 juin, l'Assemblée nationale adoptait en première lecture, après déclaration d'urgence, le texte amendé d'un projet de loi portant amnistie.

Après une amorce de débat sur le principe même, sur la raison d'être de cette traditionnelle amnistie, le texte voté, complété et amélioré sur certains points, n'était pas substantiellement différent du projet présenté par le Gouvernement, projet qui, classique dans sa conception et sa présentation, se caractérisait toutefois par un champ d'application beaucoup plus limité que par le passé, marqué notamment par le retour aux plafonds d'avant 1981 et par des exclusions plus nombreuses, en même temps que par un souci d'équilibre.

Devant l'Assemblée, les discussions ont porté principalement sur les infractions routières, sur les infractions en matière de droit du travail et sur l'étendue des exclusions du bénéfice de l'amnistie, avec un débat particulier sur ce qu'il est convenu d'appeler les commandos anti-IVG.

Sur ce qui précède, je rappellerai simplement que l'Assemblée a voté un amendement étendant le bénéfice de l'amnistie aux contraventions en matière de circulation

justiciables d'un retrait de trois points, au lieu de deux comme le prévoyait le projet du Gouvernement, sans, néanmoins, restitution des points. Elle a adopté également un amendement excluant du bénéfice de l'amnistie les infractions commises par un employeur à la législation et à la réglementation du travail en matière de santé et de sécurité des travailleurs, dans les cas d'atteintes involontaires à la vie ou à l'intégrité de la personne, ainsi qu'un amendement excluant du bénéfice de l'amnistie le délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

Le Sénat n'a pas remis en cause l'architecture ni les directions du texte voté par l'Assemblée, adoptant toutefois quelques amendements visant soit à améliorer la rédaction du texte, soit à proposer des exclusions supplémentaires du bénéfice de l'amnistie.

S'agissant du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse, le Sénat a limité l'exclusion aux hypothèses de condamnation à une peine d'emprisonnement assortie ou non du sursis, faisant donc entrer dans le champ de l'amnistie les condamnations à des peines d'amende; dans le souci, semble-t-il, de n'exclure du bénéfice de l'amnistie que les entraves avec violences qui, selon le Sénat, étaient supposées aboutir à une condamnation à une peine d'emprisonnement.

A noter encore, en matière de législation du travail, que le Sénat a adopté un amendement excluant les infractions d'entrave à l'action des inspecteurs du travail, lequel amendement a d'ailleurs été maintenu par la CMP.

Changée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion, celle-ci s'est réunie au Palais du Luxembourg le 21 juillet. Elle a pu élaborer un texte commun, revenant souvent, comme vous l'aurez constaté à la lecture du rapport, au texte voté par l'Assemblée nationale.

Ce fut notamment le cas en matière d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse, le texte adopté par la CMP ne retenant pas finalement la limitation apportée par le Sénat à l'exclusion du bénéfice de l'amnistie.

Mme Christine Boutin. C'est dommage !

M. Philippe Houillon, rapporteur. Mais, sur proposition de M. Hyst, la CMP, par souci d'équilibre et de clarté sur les intentions du législateur, a exclu aussi du bénéfice de l'amnistie le délit de provocation à l'IVG et celui d'interruption illégale de grossesse, marquant ainsi qu'il convenait de veiller à la pleine et entière application de la loi Veil, sans réserves.

Mme Christine Boutin. C'est un moindre mal !

M. Philippe Houillon, rapporteur. Au total, il m'apparaît que le texte issu des travaux des deux assemblées et de la CMP est un texte sage, un texte d'équilibre que, mes chers collègues, je vous demande de voter. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

M. Jacques Toubon, garde des sceaux, ministre de la justice. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, je tiens à adresser mes félicitations à la commission mixte paritaire qui, à l'instigation de ses deux rapporteurs, en particulier celui de l'Assemblée, Philippe Houillon, a accompli un excellent travail.

M. Houillon ayant détaillé quelque peu les décisions de la CMP, je ne les reprendrai pas. Je me contenterai de constater que le texte d'amnistie, à l'issue de ces travaux,

a été enrichi sur certains points, qu'il a bien précisé les choses sur d'autres et qu'il comporte enfin toute une série d'avancées, que j'avais déjà eu l'occasion de noter au cours des discussions au Sénat et à l'Assemblée. C'est donc là un très bon travail auquel je donne globalement mon accord.

Il est cependant un point que le Gouvernement ne peut pas accepter. J'ai d'ailleurs déposé un amendement tendant à supprimer l'adjonction que la CMP a faite au texte de l'Assemblée nationale, texte qu'elle a par ailleurs rétabli. A l'article 26, au vingt-quatrième alinéa – 20° –, la CMP a, en effet, décidé d'exclure de l'amnistie non seulement le délit d'entrave – c'est-à-dire les « commandos anti-IVG » – mais aussi toute une série de délits liés à la pratique illégale de l'interruption de grossesse. Je souhaite que l'Assemblée revienne au texte qu'elle avait adopté et par conséquent n'approuve pas celui de la CMP sur ce point.

Mme Christine Poutin. C'est incroyable !

M. le garde des sceaux. En voici les raisons.

Je ne reviendrai pas sur la question dite « des commandos anti-IVG », car nous en avons très longuement parlé. Je soulignerai simplement que la CMP nous propose un texte à la fois trop large et sans véritable portée.

En effet, l'amendement adopté par la CMP vise presque toutes les infractions en matière d'IVG : la provocation et la propagande en faveur de l'avortement...

Mme Christine Boutin. Et alors ? C'est la loi Veil !

M. le garde des sceaux. ... – c'est l'article L. 647 du code de la santé publique ; l'avortement sans le consentement de l'intéressée – article 223-10 du code pénal ; l'avortement pratiqué passé le délai légal, ou par un non-médecin, ou hors d'un hôpital – article 223-11 du même code ; la fourniture des moyens de l'auto-avortement, visée à l'article 223-12 du code pénal.

Il a été nécessaire de mentionner, en outre, les infractions à l'ancien article 317 du code pénal pour prendre en compte les situations antérieures au 1^{er} mars 1994 et donc exclure également de l'amnistie les condamnations pour ce qu'on appelait l'auto-avortement, alors que, en vertu du nouveau code pénal, ces faits ne sont plus punissables depuis cette date.

Ces exclusions sont, vous le voyez, de natures très diverses et, pour quelques-unes, techniquement inopérantes. Elles sont d'autant plus fâcheuses que les infractions à la loi sur l'IVG sont le plus souvent commises, c'est évident, par des femmes en situation de détresse qui méritent davantage la compassion que la stigmatisation. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les lois de 1981 et de 1988 avaient amnistié ces infractions par nature. Cet amendement est donc trop large et il ne prend pas vraiment en compte la réalité.

Sa rédaction témoigne de la part ses auteurs et des membres de la CMP d'une volonté d'égalité, je dirais même d'équivalence. Mais, en fait, elle est trompeuse. En effet, le problème qui a ouvert le débat a été posé par les agissements répétés et organisés des commandos anti-IVG, et non pas par les pratiques de l'avortement contraires à la loi Veil. Au demeurant, ces exclusions sont assez vaines dans la mesure où très peu des infractions en cause ont donné lieu à des poursuites. Dans le casier judiciaire national automatisé, on ne trouve aujourd'hui trace que de quatre condamnations depuis 1984 pour des délits liés à des IVG effectuées dans des conditions illégales – au lieu des vingt-neuf condamnations dont

M. Hyest avait fait état et dont on ne trouve trace nulle part, sans doute parce qu'il n'est plus possible d'en faire état. La mesure proposée serait donc sans effet.

Mesdames et messieurs les députés, c'est sans aucune passion que je m'exprime car, depuis le début du débat, je me suis refusé à adopter une attitude idéologique sur un sujet qui relève de la conscience de chacun. Dans un Etat laïc, la loi n'a pas à traduire les convictions, religieuses ou autres, des uns ou des autres.

Mme Christine Boutin. Ce n'est pas un sujet religieux !

M. le garde des sceaux. C'est au nom de la défense du droit positif que j'ai considéré que l'amendement adopté en première lecture par l'Assemblée nationale tranchait de manière équitable le débat, et c'est pour cela que je l'ai accepté.

Chercher un prétendu équilibre au moyen d'autres amendements, tel celui que la commission mixte paritaire a adopté, ne me paraît pas de bonne méthode. A la fois pour être en accord avec mes convictions et pour obéir à la loi, je souhaite donc, je le répète, que mon amendement soit adopté afin que la disposition ajoutée par la CMP ne soit pas retenue.

Je tenais à vous réaffirmer ma volonté d'apaisement. Néanmoins, je voulais vous inviter aussi à tenir compte de la situation actuelle : indiscutablement, nous devons éviter que ne se développent des comportements qui, s'ils prenaient de l'ampleur, poseraient un réel problème à notre société.

M. Christian Daniel et M. Jean-Pierre Philibert. Très bien !

Discussion générale

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. André Gerin pour le groupe communiste.

M. André Gerin. Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, mes chers collègues, le contenu du projet de loi d'amnistie et le texte issu du travail de la commission mixte paritaires sont révélateurs des orientations de la législature à venir.

Des pressions énormes se sont fait jour et ont abouti à l'adoption, par la commission des lois du Sénat d'abord, par la Haute Assemblée ensuite, sur l'instigation de six sénateurs, d'un amendement visant à protéger les membres des commandos anti-IVG. C'est dire les intentions teintées d'archaïsme et d'obscurantisme qui fleurissent sur le terrain de la société.

M. Jean-Pierre Foucher. Ce n'est pas vrai !

M. André Gerin. Les arguments invoquant « la liberté d'expression et de manifestation au bénéfice des commandos » et prétendant faire la différence entre « les auteurs de violences ou de menaces et les manifestations pacifiques » ne peuvent masquer la tentation à un retour offensif d'un ordre moral étroit et intolérant.

L'amendement amnistiant les commandos a été rejeté par la commission mixte paritaire. C'est une bonne chose.

Cependant, le danger demeure. Un texte de substitution exclut du bénéfice de l'amnistie l'incitation à l'avortement et sa publicité, et les infractions à l'article 317 du code pénal interdisant l'avortement au-delà de huit semaines. Les commandos anti-IVG ne sont plus

seulement amnistiés, mais encouragés ! Quant aux organisations qui aident les femmes, elles ne pourront plus les informer, sous peine d'être accusées de propagande illécite !

Liberté, égalité, fraternité : la République nous appelle à oser aller de l'avant, dans le respect de la dignité humaine, pour l'équité sociale, pour que le droit à la différence s'écrive au féminin.

L'épanouissement, l'indépendance, le cœur de la conscience humaine, le droit de dire « non » pour vivre libre : tels doivent être nos objectifs.

L'Assemblée doit se prononcer sans ambiguïté pour continuer d'exclure du champ de l'amnistie les infractions commises par ces commandos, mais aussi pour éliminer toute tentative d'atteinte à la dignité des femmes. Dans tous les domaines de la vie personnelle, familiale, sociale et politique, il y a certes des valeurs morales, culturelles et éthiques à défendre pour résister. Quelle que soit la faiblesse de la parole, il faut faire appel à l'humilité, à l'espérance responsable, à la confiance dans la capacité de notre peuple à rejeter les formes modernes et anciennes d'aliénation, donc de résister à contre-courant.

Sur ce point, je rejoins ce qu'a dit tout à l'heure M. le garde des sceaux.

Les parlementaires de la majorité de droite ont montré tout au long des débats, tant au Sénat qu'à l'Assemblée nationale, la volonté de restreindre le champ d'application de l'amnistie pour les uns et de l'ouvrir démesurément pour les autres.

Qu'est-ce qui justifie le sens de cet équilibre à deux vitesses ?

D'un côté, par exemple, vous amnistiez une catégorie entière d'employeurs qui ont porté atteinte à l'ensemble des salariés, à l'ensemble du corps social. De l'autre, vous octroyez, non sans hésitation – l'épisode de la commission des lois supprimant l'article 15 l'a montré – une amnistie purement formelle des salariés, en effaçant l'éventuel dossier disciplinaire, mais sans les réintégrer dans leur emploi !

Ainsi, vous amnistiez les employeurs auteurs d'infractions au droit du travail qui ne respectent pas la législation en matière de salaire minimum, de durée du travail ou de médecine du travail, les employeurs qui ne supportent pas le fait syndical, le droit de la représentation collective dans l'entreprise, les employeurs qui font obstacle aux agents de l'inspection du travail dans leur mission de contrôle de l'application de la législation du travail.

Pouvez-vous, dans ces conditions, parler de citoyenneté à l'entreprise, de souci de la dignité humaine, d'attention portée au monde du travail ?

La seule mesure de l'amnistie liée à l'effacement pénal est d'ailleurs insuffisante.

En effet, quelle signification peut avoir pour un salarié le simple fait qu'aucune observation ne figurera plus sur son dossier judiciaire si, licencié, il ne peut retrouver son emploi ? Qu'y a-t-il de plus important que son travail et les droits qui doivent s'y attacher ?

En refusant la réintégration des salariés injustement et arbitrairement sanctionnés, vous confortez la répression antisyndicale, qui s'est considérablement renforcée ces dernières années, vous confortez les atteintes et la remise en cause du droit de grève, tant dans les services publics que dans le secteur privé, pourtant reconnu comme ayant valeur fondamentale par les constituants de 1946.

En décidant dans ce texte la réintégration des élus du personnel, des représentants syndicaux, des salariés, vous aviez l'occasion de montrer votre volonté de prendre en compte la composante humaine, essentielle au bon fonctionnement de l'entreprise. Le 14 juillet dernier, le Président de la République reconnaissait que, dans une sorte de « réaction spontanée », le grand patronat français pouvait avoir « des comportements inadmissibles et archaïques ».

Mais, avec ce texte, vous avez, on le voit bien, choisi un autre cap, qui accentue le caractère inéquitable de la loi d'amnistie.

Ce texte, même s'il exclut de l'amnistie les infractions d'atteinte involontaire à la vie et de mise en danger de la personne, comme l'a retenu l'Assemblée en première lecture, provoquera néanmoins l'amnistie de 27 000 condamnations, sur les 44 200 prononcées en droit du travail pour les années 1990, 1991 et 1992, alors qu'il y a 1 million d'infractions relevées !

« L'équilibre » que vous prétendez avoir trouvé relève, selon nous, de l'imposture.

N'est-ce pas encourager la délinquance patronale en col blanc, monsieur le garde des sceaux ?

De la même manière, si, s'agissant de la corruption, votre projet de loi affiche une volonté de refuser toute complaisance à l'égard des personnes impliquées dans les scandales politico-financiers – et nous nous en sommes félicités – il est pour le moins équivoque, mais, à vrai dire, significatif, que la majorité décide de rendre amnistiables les infractions relatives à l'abus de biens sociaux, alors que dans la totalité des « affaires » qui alimentent régulièrement la chronique judiciaire intervient cette infraction d'une gravité certaine.

Il y a bien là deux poids et deux mesures !

C'est d'ailleurs avec le même acharnement que la commission des lois du Sénat s'en est prise à la liberté de la presse en adoptant un amendement aux termes duquel le délit de « violation du secret de l'instruction » serait exclu du champ de l'amnistie, comme cela avait déjà été évoqué au mois d'octobre.

Si nous sommes partisans du respect des règles déontologiques du journalisme, nous ne saurions accepter que, sous prétexte de voir appliquer le secret de l'instruction, vous cherchiez à limiter la liberté de la presse.

Il n'est pas trop de dire – et ce sera ma conclusion, monsieur le garde des sceaux – que la loi d'amnistie que vous vous apprêtez à faire adopter est marquée par un caractère antisocial et répressif.

De plus, la restriction d'application de l'amnistie au quantum ne tient aucun compte du caractère naturellement impondérable des décisions de justice.

Vous comprendrez que, dans ces conditions, les parlementaires communistes votent contre ce texte si les atteintes à l'IVG telles que M. Hiest les a fait intégrer dans le projet sont maintenues. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. Christian Dupuy, pour le groupe du RPR.

M. Christian Dupuy. Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, mes chers collègues, au terme de l'examen du projet gouvernemental par les deux assemblées et des travaux de la commission mixte paritaire, nous sommes parvenus à un texte respectant la tradition de pardon et d'oubli qui s'attache aux lois d'amnistie, tout en tenant compte des critiques que soulèvent toujours ces dernières.

C'est pourquoi l'amnistie dite présidentielle qui va être votée est plus restrictive que les précédentes.

On peut d'ailleurs s'interroger sur l'opportunité qu'il y a encore à voter des lois d'amnistie tout en allongeant la liste des exceptions pour raisons morales.

M. Jean-Pierre Philibert. Tout à fait !

M. Christian Dupuy. En effet, les faits à amnistier sont, par définition, répréhensibles et condamnables.

M. Xavier de Roux. C'est vrai !

M. Christian Dupuy. Souvent même, leurs auteurs ont déjà été condamnés. Multiplier les exclusions du champ de l'amnistie revient à détourner la loi d'amnistie de son objet et à déplacer le débat qui accompagne son examen.

M. Xavier de Roux. En effet !

M. Christian Dupuy. La trop longue liste des exclusions laisse penser *a contrario* que les infractions maintenues dans le champ de l'amnistie seraient acceptables, voire approuvées par le législateur, ce qui n'est évidemment pas le cas.

L'exemple le plus évident de ce détournement de débat est celui qui s'est engagé autour des infractions liées à l'application de la loi Veil.

Mme Christine Boutin. Très bien !

M. Christian Dupuy. Le débat sur la dépénalisation de l'avortement a eu lieu en 1975. Il a été suffisamment difficile et douloureux, tant il s'adressait à la conscience intime de chacun, pour que nous évitions d'y revenir et de réveiller vingt ans après des oppositions éthiques à des fins peu compréhensibles. Quelles que soient les convictions de chacun et de chacune d'entre nous, nous sommes tous respectueux de la loi de la République, que nous contribuons à élaborer.

L'avortement, même dépénalisé, reste une épreuve traumatisante, tant pour la femme qui y recourt comme à une solution ultime, atroce et bien sûr insatisfaisante à une détresse extrême que pour les médecins et les personnels infirmiers qui y sont associés.

L'avortement n'est pas une liberté ; il est une blessure.

Mme Christine Boutin. Oui !

M. Christian Dupuy. C'est pourquoi on ne peut pas, bien sûr, approuver ceux qui ajoutent encore à cette détresse et à cette épreuve des démonstrations publiques indignes. Mais, s'agissant d'une loi d'amnistie, le Gouvernement, dans son projet initial, n'avait pas souhaité réveiller ce douloureux débat en réservant un sort particulier à des infractions qui, pour détestables qu'elles soient, étaient l'expression d'une conviction.

Or la loi d'amnistie est par définition une loi de réconciliation. Le Sénat avait adopté un amendement atténuant la portée de celui voté en première lecture par notre assemblée. A titre personnel, et bien qu'ayant voté l'amendement de Mme Neiertz en première lecture, je regrette que la commission mixte paritaire ait repoussé l'amendement que le Sénat avait adopté à l'initiative de M. Bonnet.

M. Julien Dray. C'est idéologiquement incohérent !

M. Christian Dupuy. M'autorisez-vous, monsieur Dray, à avoir un point de vue différent du vôtre ? Cela s'appelle la tolérance !

M. le président. Mes chers collègues, je vous en prie !

M. Christian Dupuy. Dans un débat éthique comme celui-ci, j'espère, monsieur Dray, que vous en ferez preuve !

M. Julien Dray. J'essayais de comprendre votre cohérence idéologique !

M. le président. Monsieur Dray, vous allez avoir la parole dans quelques instants. J'espère que personne ne vous interrompra comme vous le faites en ce moment !

Poursuivez votre propos, monsieur Dupuy.

M. Christian Dupuy. M. Dray est décidément bien agressif !

M. Julien Dray. Moins que vous !

M. Christian Dupuy. Puisque le débat a été, hélas ! rouvert, je pense que l'amendement de Jean-Jacques Hyst excluant également du champ de l'amnistie les délits de propagande, de publicité et d'incitation à l'avortement apporte un facteur d'équilibre dans ce fâcheux débat d'arrière-garde. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

En tout état de cause, et malgré le détournement de débat auquel la discussion du chapitre V du projet de loi a donné lieu, je voterai, et la grande majorité du groupe du RPR votera, la loi d'amnistie telle qu'elle se présente à l'issue de son examen par les deux chambres du Parlement. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. Pour le groupe UDF, la parole est à M. Pierre Albertini.

M. Pierre Albertini. Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, mes chers collègues, le débat sur le projet de loi d'amnistie arrive à son terme, et le groupe UDF est finalement satisfait de la manière dont il a été conduit.

Nous souhaitons, en effet, que ce débat se déroule en pleine lumière, en mettant très clairement en balance les avantages et les inconvénients de l'amnistie. C'est ce qui, semble-t-il, a été fait.

Élément de notre tradition politique, mais aussi outil de la cohésion sociale, l'amnistie permet périodiquement d'effacer certaines infractions ou d'interdire des poursuites à venir. En ce sens, elle peut effectivement donner une seconde chance.

Cependant, son caractère systématique et annoncé provoque de plus en plus de réflexions critiques.

Ainsi, la perspective d'être amnistié peut inciter à des formes d'incivisme, spécialement en matière d'infractions au code de la route. Or il ne s'agit pas seulement, nous le savons, du non-respect des règles de stationnement, ce qui serait secondaire, mais aussi de comportements qui mettent parfois en danger la vie des autres. La France, qui détient déjà le triste record des tués de la route, ne peut pas se satisfaire de cet état de fait, ni même, plus simplement, s'y résigner.

Pour la première fois, je crois, avec autant de netteté, un véritable mouvement d'opinion met en cause l'utilisation répétée de l'amnistie. C'est un fait nouveau, dont il faudra tenir compte à l'avenir.

Dans le même ordre d'idée, le recours à l'amnistie comme moyen de remédier à la surpopulation carcérale ne peut pas emporter l'adhésion. Qu'il y ait trop de détenus dans les prisons ne justifie pas qu'on les en fasse sor-

tir par fournées à chaque élection présidentielle. Il paraît infiniment plus judicieux et plus efficace, mais évidemment plus difficile, de mettre en place, pour la petite délinquance répétitive et alimentée notamment par la toxicomanie, des peines de substitution ayant une valeur humaine et réparatrice plus forte.

Enfin, la discussion parlementaire a porté sur le caractère équitable de l'amnistie, en fonction à la fois de la peine et de la nature du délit commis.

Le champ des exceptions a montré combien cet exercice de dentelle législative était parfois laborieux et stérile, puisqu'il revient à soupeser non seulement la gravité des actes, mais aussi celle des intentions, ce qui est contraire, selon nous, à la vocation généreuse de l'amnistie.

Globalement, le résultat auquel est parvenue la commission mixte paritaire est satisfaisant. Il démontre cependant les dangers que comportent des exclusions trop nombreuses et alimentées, hélas ! trop souvent par des groupes de pression.

Le groupe UDF, sous le bénéfice de ces réflexions, qui valent essentiellement pour l'avenir, apporte donc son soutien au texte de la commission mixte paritaire qui est soumis à l'Assemblée. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le garde des sceaux. Excellent !

M. le président. La parole est à M. Julien Dray, pour le groupe socialiste.

M. Julien Dray. Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, mes chers collègues, le texte de l'amnistie présidentielle de 1995 sur lequel nous sommes appelés à nous prononcer résulte d'un accord des membres de la commission mixte paritaire conclu, non sans difficultés, le 21 juillet dernier. C'est ce texte en quelque sorte « verrouillé » qu'il nous faut apprécier aujourd'hui.

L'amnistie – je l'ai rappelé lors de la première lecture – n'a de raison d'être que si elle permet à la République de se montrer non seulement magnanime, mais encore soucieuse de renforcer – selon une expression à la mode – le « pacte républicain ».

Républicaine, l'amnistie devrait être consensuelle et équitable parce que équilibrée.

Le projet initial n'était ni totalement consensuel, ni équilibré. Sinon, comment expliquer les débats qui ont opposé les parlementaires dans chaque assemblée et les assemblées entre elles ?

En d'autres circonstances, nous aurions pu nous féliciter de tant d'énergie, qui valorise en principe un Parlement sûr de soi. Mais j'ai le regret de constater que notre effort n'a pas porté les fruits qu'on aurait pu en espérer. Nous avons fait beaucoup de bruit pour rien, ou pour pas grand-chose.

Le projet de loi que nous allons voter est, dans ses grands équilibres, celui que le Gouvernement nous a présenté ici même en première lecture.

M. le garde des sceaux. Encore heureux !

M. Julien Dray. Heureusement dans un certain sens, puisque le pire a pu être évité : l'article 15, unique article concernant l'amnistie des salariés, a été en définitive maintenu, et l'article 26 modifié de façon que soient exclus de l'amnistie les commandos anti-IVG. Ce qui, au départ, n'était que la rectification d'une erreur, selon l'appréciation de M. le garde des sceaux lui-même, a bien failli cependant se terminer en affaire d'Etat.

Le pire, dis-je, a pu être évité. Le texte est-il pour autant acceptable? L'équilibre proposé, dans lequel M. Hiest est pour beaucoup, est-il convenable?

M. Jean-Pierre Foucher. Oui!

M. Julien Dray. Nous ne le pensons pas. Le garde des sceaux et notre rapporteur estiment que, face à l'amnistie des fautes professionnelles des salariés, il est normal de proposer l'amnistie des fautes pénales commises par les patrons.

L'équation est bien évidemment trompeuse, car l'amnistie au quantum des employeurs équivaut dans la plupart des cas à une amnistie pure et simple, puisque, en la matière, si les amendes peuvent être fortes, il est notoire que les peines de prisons infligées sont faibles et rares.

En outre, le code du travail est riche en infractions punies d'une simple amende. C'est le cas des infractions aux règles d'hygiène et de sécurité. Elles seront amnistiées de droit, pas même au quantum.

Le résultat d'une telle combinaison, c'est la réduction à néant du patient travail de surveillance, de prévention et, accessoirement, de répression des inspecteurs du travail. Ceux-ci sont formels: plusieurs années seront nécessaires pour remonter des dossiers, relancer les enquêtes et les procédures. Le coup porté à leur action et, pour l'avenir, à leur autorité, est un coup porté à tous les salariés et à l'ensemble de la collectivité.

L'équilibre qui aboutit à un tel résultat n'est pas un bon équilibre. La seule solution aurait été d'exclure de l'amnistie l'ensemble des délits patronaux. Le Parlement n'a pas osé aller jusque-là, tout en reconnaissant implicitement le problème créé et en y apportant des réponses imparfaites.

L'Assemblée nationale a, suivie par le Sénat, proposé de ne pas amnistier les coups et blessures ou l'homicide involontaire commis par suite du non-respect des règles d'hygiène et de sécurité. Nous avons voté cette disposition minimale, sans illusions cependant puisque la mise en danger d'autrui non suivie d'effets résultant du mépris des règles du droit du travail est effacée.

J'observe, après analyse, que le dispositif proposé ne manque pas de cynisme, puisqu'il laisse au hasard, à la malchance du salarié, le soin de décider si le patron doit être ou non amnistié. Le Sénat a préféré, pour sa part, se tourner vers les inspecteurs du travail, ulcérés, en leur proposant d'exclure de l'amnistie le délit d'entrave à leur action.

M. Jean-Jacques Hiest. C'est important!

M. Jules Dray. Les inspecteurs auraient sans nul doute préféré une autre marque de reconnaissance, celle de leur travail quotidien, inscrit dans la durée. La commission mixte paritaire a néanmoins retenu ce simple geste.

Le pire évité, on nous propose le « moins pire », mais pas le bon, ni même le suffisant. On est bien loin de l'objectif traditionnel des lois d'amnistie: l'apaisement politique et social.

M. le garde des sceaux. Non! Non!

M. Julien Dray. Le discours que vous avez tenu tout au long de la campagne électorale sur la fracture sociale reste, au regard de ce que vous êtes en train de faire dans cette loi d'amnistie, un discours de campagne électorale.

M. Jean-Pierre Balligand. C'est vrai!

M. André Gerin. Tout à fait!

M. Jean Glavany. M. Dray a raison!

M. Christian Dupuy. Il s'agit de mesures d'apaisement.

M. Julien Dray. Autre point d'affrontement, autre flottement du Parlement, autre erreur d'appréciation propre à raviver des tensions: le traitement de l'amnistie touchant à l'interruption volontaire de grossesse.

Notre assemblée avait choisi d'exclure du champ de l'amnistie les commandos anti-interruption volontaire de grossesse, évacuant ainsi un débat qui n'avait pas lieu d'être.

M. Christian Dupuy. Par souci d'apaisement, sans doute!

M. Julien Dray. Le Sénat, sous la pression des événements, a préféré donner quelques gages aux partisans de l'interruption volontaire de grossesse, entrebâillant ainsi la porte à de nouveaux excès.

M. Bernard Carayon. Non!

M. Julien Dray. Il est vrai qu'entre le vote de l'Assemblée nationale et celui du Sénat, deux jugements apparemment contradictoires ont été prononcés. Le 4 juillet, le tribunal correctionnel de Paris a pris le risque de relaxer neuf membres de commando anti-IGV en invoquant la non-assistance à l'embryon en danger. Le garde des sceaux – je lui en donne acte – a veillé à ce que le procureur fasse appel d'une décision aussi scandaleuse qu'isolée.

M. Bernard Carayon. On n'a pas le droit de commenter une décision de justice!

M. Julien Dray. Le 5 juillet, dans une affaire du même type, le tribunal correctionnel de Lyon a prononcé des peines de prison avec sursis suffisamment lourdes pour ne pas être amnistiées au quantum.

M. Christian Dupuy. Ce n'est pas le lieu de commenter des décisions de justice, monsieur Dray!

M. Julien Dray. Cette décision indique, je l'espère, une tendance qui à l'avenir sera suivie, pour éviter la généralisation du type d'actions observées au cours de ces derniers mois.

M. Bernard Carayon. Vous n'avez pas à commenter une décision de justice!

M. Richard Dell'Agnola. Et la séparation des pouvoirs, monsieur Dray?

M. le président. Mes chers collègues, je vous en prie, laissez parler l'orateur.

M. Richard Dell'Agnola. Mais M. Dray ignore la séparation des pouvoirs!

M. le président. Il n'y a pas deux poids deux mesures! N'interrompez pas l'orateur.

Poursuivez, monsieur Dray.

M. Julien Dray. Ainsi tiraillé, le Sénat a voté un amendement Bonnet, célèbre ministre de l'intérieur, qui distinguait l'entrave avec violence, exclue de l'amnistie, de l'entrave sans violence, amnistiée. C'était méconnaître la notion même d'entrave, inséparable de celle de violence physique ou morale.

La commission mixte paritaire a reconnu le caractère boiteux de la disposition, qui a été rapidement abandonnée. Mais le camp des opposants à l'interruption volontaire de grossesse attendait une « compensation »: elle lui sera fournie.

Mme Christine Boutin. Tu parles !

M. Julien Dray. La commission mixte paritaire a adopté un amendement de M. Hyst – encore lui, homme de l'équilibre s'il en est – ...

M. Francis Galizi. C'est vrai !

M. Julien Dray. ... exluant de l'amnistie le délit de propagande d'avortement.

M. Xavier de Roux. C'est un bon amendement !

M. Jean-Pierre Foucher. M. Hyst a raison !

M. Julien Dray. Pour comprendre la portée d'une disposition que nous n'avons, à aucun moment, évoquée en séance publique, ni même en commission, il faut se reporter à ce qui s'est passé en 1986, alors que la droite venait de revenir au pouvoir. Les animateurs de nombreux centres de planning familial ont été poursuivis pour incitation à l'avortement et propagande, en raison des simples informations fournies aux femmes qui se présentaient dans ces centres.

En 1988, nous avons corrigé le phénomène, et les tensions qu'avait suscitées une telle situation ont eu tendance à s'apaiser. Toutefois, depuis quelque temps, elles se réveillent. Ainsi, le centre de planning de Draguignan est menacé. Ses membres, s'ils étaient condamnés, auraient pu être amnistiés au *quantum*. Le fait que cette possibilité leur soit refusée annonce à l'évidence d'autres poursuites, fondées elles aussi sur une lecture étroite de la loi Veil et sur la confusion obscurantiste entre information et propagande.

Voilà de quoi satisfaire les activistes qui militent contre l'IVG et contre les centres d'accueil des plannings.

M. Bernard Carayon. C'est un ancien trotskiste qui parle d'activisme !

M. Julien Dray. Nous regrettons que la majorité et le Gouvernement...

M. le garde des sceaux. Comment cela, « et le Gouvernement ? »

M. Julien Dray. Nous attendons de voir ce qui va se passer.

Nous regrettons, en tout cas, que la majorité se croie obligée de donner des gages au non-respect de la loi Veil, à ceux-là même qui n'ont qu'une idée : la faire abroger.

M. Jean-Pierre Foucher. Mais non, c'est le contraire !

M. Julien Dray. Nous regrettons que, par leur action que la plupart d'entre nous réprouvent, ils aient pu marquer de leur empreinte la loi d'amnistie. Nous ne comprenons pas que l'on ait pu opposer, dans la recherche d'un équilibre qui n'est qu'un compromis, la loi Veil et la loi Neiertz, celle-ci n'étant faite que pour protéger celle-là !

Mme Christine Boutin. C'est vous qui avez commencé. Dans un DMOS, à deux heures du matin !

M. Julien Dray. Cette fois, je ne suis même pas sûr que le pire ait été évité.

Mes chers collègues, le groupe socialiste, qui s'est abstenu en première lecture, était prêt à voter une loi d'amnistie à la seule condition que celle-ci joue son rôle : rassembler, réunifier la famille France.

Les demi-mesures, telles que les dispositions relatives au monde du travail et les compromis concédés à propos de l'interruption volontaire de grossesse, et qui seront

peut-être confirmées tout à l'heure par le vote de l'Assemblée nationale contre la proposition du Gouvernement, nous paraissent maladroites et dangereuses car propres à diviser plutôt qu'à recréer un climat de paix sociale.

M. Jean Glavany. Pour une fois, le Gouvernement a fait preuve de sagesse !

M. Julien Dray. En entachant le texte d'éléments qui n'ont rien à voir avec son intention initiale, vous hypothéquez la mesure et la portée du premier geste du Gouvernement de M. Alain Juppé, qui était un geste de réconciliation. A ce titre les parlementaires socialistes voteront contre votre loi d'amnistie. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.*)

M. Christian Dupuy. Vous êtes d'un sectarisme sans bornes !

M. Julien Dray. Nous avons été à bonne école !

M. le président. La parole est à M. Pierre Bernard, pour le groupe République et Liberté.

M. Pierre Bernard. Les orateurs se suivent mais ne se ressemblent pas.

Permettez-moi, monsieur le président, monsieur le ministre, mesdames, messieurs les députés, d'exprimer mon émotion en prenant pour la première fois la parole à cette tribune, mais aussi de manifester ma fierté d'y venir défendre une cause pour l'honneur d'un grand peuple.

Je voudrais maintenant qu'on introduise une distinction entre des attitudes violentes et des attitudes pacifiques de personnes animées d'une même volonté de s'opposer à une loi et, partant, de les dénommer différemment.

Laissons le terme de « commandos anti-IVG » aux premiers, et qualifions les seconds de « sauveteurs pacifiques pour la vie ». C'est sur cette seconde catégorie de condamnés que je souhaite ici retenir votre attention.

En évitant soigneusement de tomber dans le piège des mots excessifs, je dirai que nous savons pertinemment que l'acte médical appelé avortement est grave. Pratiquement tous les médecins en conviennent : un tel acte provoque des conséquences très lourdes sur le physique et sur le psychique de la femme : dépression, envie de suicide, souvent longtemps après l'opération.

Il est de notre devoir de responsables de ne pas voir que le supposé bon côté de la chose, mais de mettre aussi l'accent sur ses conséquences dangereuses, et de le dire, afin d'éviter la généralisation du scénario suivant : lui : « Tu me plais » ; elle : « Prends-moi » ; quelques semaines plus tard, elle : « Zut, tu m'as fait un gosse » ; lui : « Fais-le sauter, c'est remboursé par la sécu. » (*Vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.*)

Mme Ségolène Royal. Scandaleux !

M. Pierre Bernard. C'est scandaleux, effectivement !

M. Julien Dray. C'est honteux ! Vous dites n'importe quoi, comme d'habitude !

M. Pierre Bernard. Qui, mes chers collègues, peut pousser la tolérance jusqu'à accepter sans réagir à ce type de situation ? (*Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Bernard Derosier. Ne parlez pas de ce que vous ne connaissez pas !

M. le président. Calmez-vous, mes chers collègues !

M. Pierre Bernard. J'aime gêner ! J'aime déranger !

M. Jean-Pierre Balligand. Vous contestez la loi Veil !

M. Bernard Derosier. Ce n'est pas un débat sur l'avortement !

M. le président. Poursuivez, monsieur Bernard.

M. Pierre Bernard. Qui, mes chers collègues, peut pousser la tolérance jusqu'à accepter sans réagir ce type de situation, surtout lorsque l'on sait la souffrance du petit être que le médecin pince pour l'arracher du ventre de sa mère ?

Dans mon intervention du 28 juin, j'ai fait allusion au film pris par un médecin américain à l'occasion d'un avortement qu'il pratiquait. J'ai vu la bouche du petit d'homme s'ouvrir à plusieurs reprises dans un cri silencieux avant de se refermer définitivement.

M. Jean-Pierre Balligand. Et les filles de treize ou quatorze ans enceintes ?

M. Pierre Bernard. Il est intéressant de savoir que ce médecin refuse depuis de pratiquer l'avortement. Cela doit donner à réfléchir, et pas uniquement aux « sauveurs pacifiques pour la vie ».

Mais il reste que la loi est la loi.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Tiens, tiens !

M. Pierre Bernard. Et, à ce stade de mon intervention, je veux demander pardon à Mme Simone Veil pour le jugement sévère que j'ai porté sur elle lorsqu'elle a déposé le projet de la loi qui porte son nom.

Un médecin qui a collaboré avec elle lors de l'élaboration de ce texte m'a écrit récemment pour me faire savoir que, dans son esprit, le ministre n'avait bien visé que les cas de grande détresse et qu'elle ne pensait pas que sa loi dépasserait le délai des six ans qu'elle demandait au Parlement pour son application. Le qualificatif d'« avorteuse » lancé à Mme Veil est donc excessif. Elle n'a songé alors qu'à donner un cadre hospitalier et légal pour prévenir des pratiques dangereuses dans des limites bien cernées.

Ce n'est donc pas pour avoir contré la lettre ni l'esprit de la loi de Mme Veil que les « sauveurs pacifiques pour la vie » ont connu les rigueurs qu'on leur a infligées, mais pour en avoir, à leur manière, dénoncé le détournement.

Dès lors, loin d'être condamnés, ils doivent être considérés comme des auxiliaires de la justice.

M. Henri Emmanuelli. Caricature !

M. Pierre Bernard. Ce soir, il n'est pas question de revenir sur la chose jugée, de savoir si les femmes et les hommes qui se sont opposés pacifiquement à un acte d'avortement l'ont fait à l'occasion d'une IVG pratiquée dans un cas de grande détresse ou lors d'une IVG de confort. Nous retiendrons seulement qu'ils ont été condamnés. Ce débat autour de leur amnistie aura en plus le mérite de resituer la loi Veil dans son esprit, en vue, je l'espère, d'une très stricte application.

M. Jean-Pierre Balligand. Et c'est vous qui incarnez l'esprit de Mme Veil ?

M. Pierre Bernard. Monsieur le président de la commission des lois, vous tentiez naguère d'expliquer votre refus du bénéfice de l'amnistie pour cette catégorie de condamnations en établissant une distinction entre faute individuelle et faute collective. Or d'authentiques violences, avec trouble de l'ordre public, à l'occasion de

conflits du travail ou encore lors de manifestations hostiles au CIP, ont été amnistiées. Pourtant, notre police peut témoigner du caractère collectif de ces émeutes. On ne peut même pas citer Pascal : « Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà », car tous ces mouvements d'humeur se sont déroulés sous notre beau ciel de France.

On a encore tenté ici de donner à ce débat un fond de religion. Il s'agit d'une utilisation malhonnête faite de la religion par des collègues en manque de vrais arguments pour déplacer le problème ! Je prétends ici que les obstacles opposés à la suppression d'une vie pour des raisons de confort – ce qui est à la base de l'action des « sauveurs pacifiques pour la vie » – n'ont même pas à se raccrocher à des règles morales, mais simplement à la loi naturelle, au caractère universel.

Les peuplades les plus ignorantes de notre éthique et que j'entends parfois qualifier d'arriérées ne supprimeront jamais la vie d'un enfant à naître ! On fera donc sur ce sujet moins de morale que n'en a fait l'Assemblée sur l'apartheid en Afrique du Sud, par exemple.

Monsieur le ministre, monsieur le président de la commission des lois, j'éprouve à votre égard l'affection que l'on se doit lorsque l'on s'apparente à une même famille.

Notre famille d'esprit s'oppose très souvent à l'autre famille de pensée qui siège dans cette assemblée et qui refuse notre philosophie, fondée sur des millénaires de civilisation juive et complétée par vingt siècles de civilisation chrétienne.

Je me dois de demeurer fidèle aux vues générales de notre famille. Mais, vous aussi, avec votre majorité, vous devez rester fidèles à la pensée globale qui a orienté les engagements pris vis-à-vis de vos électeurs et que M. Jacques Chirac a recentrée lorsqu'il était candidat.

M. Jean Glavany. Pourquoi « recentrée » ?

M. Pierre Bernard. J'espère, mes chers collègues, que vous avez pu apprécier dans mon propos une grande mesure qui n'est pas toujours ma caractéristique.

M. André Gerin. Minable !

M. Pierre Bernard. J'ai évité les mots blessants susceptibles d'entraîner les polémiques. Mais permettez-moi tout de même de vous dire que maintenir les peines infligées à ces « sauveurs pacifiques pour la vie », tandis que l'on amnistie de dangereux violents, risque de susciter spontanément un mot dans la bouche de nos compatriotes : « Ridicule » ; or le ridicule tue ! (*Rires sur les bancs du groupe socialiste.*)

Je suis persuadé que le peuple de France a été sensible à la sage modération du Sénat et qu'il s'est retrouvé en elle. Je vous demande donc, monsieur le ministre, de favoriser l'adoption du texte très mesuré voté par les sénateurs et de proposer à la majorité de cette assemblée de se prononcer pour l'amnistie des Françaises et des Français qui, d'une manière pacifique, ont pu donner l'impression de s'opposer à la loi alors qu'ils ne s'opposaient qu'à ses excès, qui ne sont plus la loi. Ainsi, non seulement vous ferez œuvre de justice en ne créant pas « deux poids deux mesures » – qui plus est, au sein d'une même loi – mais, surtout, vous rendrez évident votre souci de respecter les choix souverains du peuple de France. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française. – Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. Mes chers collègues, les deux derniers orateurs ont parlé avec passion en soutenant des points de vue différents, presque opposés. Je ne vois rien là d'extraordinaire, et je remercie l'Assemblée de conserver à ce débat sa correction et sa décence.

La parole est à M. Bruno Retailleau, au titre des non-inscrits.

M. Bruno Retailleau. Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, mes chers collègues, je ne voterai pas cette loi d'amnistie parce que, en écartant du pardon présidentiel ceux qui ont manifesté pacifiquement leur attachement au principe du respect de la vie dès son commencement, je crois que nous commettons une erreur juridique, une erreur politique et une faute morale.

Une erreur juridique d'abord. Parmi les défenseurs de ce refus, il y a ceux qui en appellent à la République et qui prétendent qu'amnistier ce type d'infraction serait une remise en cause de la loi républicaine, rien de moins ! Je ne sais pas si l'amnistie tient plus de la tradition régaliennne que de la tradition républicaine. Mais ce que je sais, c'est que, par définition, l'amnistie s'applique à des manquements à la loi.

Toutefois, l'amnistie, c'est aussi la loi. De même que, par définition aussi, l'amnistie vient contrarier un exigence de justice en créant une inégalité entre ceux qui ont fait l'effort de respecter la loi et ceux qui l'ont enfreinte. Mais aucune civilisation, je crois, ne peut vivre sans mesure de clémence et aussi parfois sans signe de réconciliation.

Ensuite, il y a ceux qui affirment qu'on ne peut pas amnistier ce type d'infraction au motif qu'il s'agit d'actions collectives. Mais notre droit ignore, dans le principe au moins, cette notion de culpabilité et de responsabilité collective. Et c'est tant mieux, parce qu'on en viendrait vite à dire que l'individu n'est jamais responsable, n'est jamais coupable et que c'est toute la société qui l'est !

D'ailleurs, sur cette notion de culpabilité, il y a une imprécision juridique qu'ont soulignée les magistrats de la 16^e chambre du tribunal correctionnel de Paris en se fondant sur l'article 122-8 du code pénal pour relaxer des militants Provie. Cette imprécision est contenue dans la loi Veil, qui est, je le rappelle, une loi de dépenalisation et qui proclame, dans son article 1^{er}, le caractère inviolable de la vie dès son commencement, tout en prévoyant une dérogation en cas de détresse et de nécessité. Mais concrètement, dans son application, ce qui pose problème, c'est de savoir où commence réellement la détresse et où commence réellement la nécessité.

Cette imprécision subsistera tant qu'en France nous n'aurons pas donné un véritable statut à l'embryon.

Donc, on voit mal quel argument juridique pourrait conduire à exclure du champ de l'amnistie tel type d'infraction par rapport à tel autre, quand la sanction est de même niveau. Il y a deux poids, deux mesures. En tout cas, aucune raison de droit ne peut fonder valablement une telle position.

Une erreur politique ensuite. Curieusement, ce sont ceux qui, en 1981, se sont empressés de faire sortir de nos prisons les terroristes de la pire espèce qui ont exigé, et obtenu du Gouvernement, qu'il soustraie à cette mesure de clémence des défenseurs paisibles de la vie, en les traitant du même coup sur le même plan que les terroristes, les trafiquants de drogue et les trafiquants d'argent public !

On cède à leur demande, on cède aussi à leur terrorisme sémantique qui qualifie de commando anti-IVG des démonstrations pacifiques de convictions différentes, c'est vrai, de celles exprimées par la loi.

Il y a en France des activistes de grandes causes qui appellent régulièrement notre vigilance par des actions parfois à la limite du droit. Il y a aussi des activistes pacifiques du respect de la vie. La loi les condamne certes, mais à l'occasion d'une amnistie, l'Etat pourrait, au moins, leur accorder son pardon magnanime.

Puisqu'il n'y a pas de raison juridique à ce refus, c'est que la raison est d'ordre politique et même idéologique.

On en vient à ce que je crois être une faute morale.

La question est brutale : la loi a-t-elle tous les droits ?

On nous dit qu'il ne faut pas confondre la loi civile et la loi morale, l'éthique personnelle et l'éthique collective. Mais quand on ne cesse de creuser l'écart entre la loi civile et la loi morale, ne court-on pas le risque de justifier des mesures contraires à nos acquis de civilisation prises par des majorités politiques temporaires ?

Autant je crois qu'il faut faire preuve de la plus grande sévérité, de la plus grande fermeté contre ceux qui utilisent la brutalité et la violence sous le prétexte de défendre la vie, autant je crois que l'Etat se grandirait s'il faisait preuve de mansuétude vis-à-vis de ceux qui ont voulu manifester de façon pacifique leur objection de conscience. C'est précisément pour eux que l'amnistie, geste d'apaisement et de réconciliation, prendrait toute sa signification, à moins de la réduire tout simplement à un plat de lentilles électoral. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. La discussion générale est close.

La parole est à M. Martin Malvy.

M. Martin Malvy. Monsieur le président, compte tenu de l'évolution du débat, je vous demande une suspension de séance d'une demi-heure pour réunir mon groupe. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le président. Mes chers collègues, selon le règlement de l'Assemblée, la suspension est de droit.

Mais avez-vous vraiment besoin d'une demi-heure, monsieur Malvy ? Un quart d'heure ne suffirait-il pas ?

M. Martin Malvy. Soit, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Pierre Mazeaud, président de la commission des lois. Les suspensions de séance telles que celle qui vient d'être sollicitée sont de droit. Mais je voudrais dire à M. Malvy et à ses collègues que la commission des lois a un petit problème : elle doit étudier cet après-midi – elle devait le faire depuis seize heures – le texte adopté par le Sénat sur la révision constitutionnelle. Nous avons déjà plus d'une heure de retard. Je souhaiterais en conséquence que la suspension ne se prolonge pas au-delà des quinze minutes que semble vouloir accorder le président.

M. le président. Nous reprendrons donc nos travaux à dix-huit heures au plus tard, n'est-ce pas, monsieur Malvy ?

M. Martin Malvy. Oui, monsieur le président.

Suspension et reprise de la séance

M. le président. La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-sept heures quarante, est reprise à dix-huit heures.)

M. le président. La séance est reprise.

Texte de la commission paritaire

M. le président. Je donne lecture du texte de la commission mixte paritaire :

CHAPITRE I^{er}

Amnistie de droit

Section 1

Amnistie en raison de la nature de l'infraction

« Art. 2. – Sont amnistiés les délits pour lesquels seule une peine d'amende est encourue, à l'exception de tout autre peine ou mesure, lorsqu'ils ont été commis avant le 18 mai 1995.

« Sont amnistiés, lorsqu'ils sont passibles de moins de dix ans d'emprisonnement, les délits suivants lorsqu'ils ont été commis avant le 18 mai 1995 :

« 1^o *Supprimé.*

« 2^o et 3^o *Non modifiés.*

« 4^o Délits en relation avec des conflits de caractère industriel, agricole, rural, artisanal ou commercial, y compris au cours de manifestations sur la voie publique ou dans des lieux publics ;

« 5^o Délits en relation avec des élections de toute nature, à l'exception de ceux en relation avec le financement direct ou indirect de campagnes électorales ou de partis politiques ;

« 6^o et 7^o *Non modifiés.* »

« Art. 3. – Sont amnistiés, lorsqu'ils ont été commis avant le 18 mai 1995, les délits prévus par les articles 414, 415, 418, 429 (premier alinéa), 438, 441, 451, 453, 456 (troisième alinéa), 457, 460, 461, 465, 468 et 469 (premier alinéa) du code de justice militaire et les articles L. 118, L. 128, L. 129, L. 131, L. 132, L. 134, L. 148 et L. 149-8 du code du service national. »

« Art. 4. – Sont amnistiés, lorsque leur auteur s'est ou se sera présenté volontairement à l'autorité militaire ou administrative compétente avant le 31 décembre 1995 :

« 1^o *Non modifié.*

« 2^o Les délits de désertion prévus par les articles 398 à 406 du code de justice militaire et L. 147, L. 149-7 et L. 156 du code du service national, lorsque le point de départ des délais fixés, selon le cas, à l'article 398 du code de justice militaire et aux articles L. 147, L. 149-7 et L. 156 du code du service national est antérieur au 18 mai 1995.

« Sont également amnistiés, sans condition de présentation, les délits d'insoumission ou de désertion commis par les citoyens français ayant une double nationalité qui ont effectivement accompli un service militaire dans le pays de leur autre nationalité ou tout autre service de substitution existant dans ce pays. »

Section 2

Amnistie en raison du quantum ou de la nature de la peine

« Art. 7. – Sont amnistiées les infractions commises avant le 18 mai 1995 qui sont ou seront punies soit de peines d'amende, soit des peines d'emprisonnement ci-après énumérées, que ces peines soient assorties ou non d'une amende :

« 1^o Peines d'emprisonnement inférieures ou égales à trois mois sans sursis ;

« 2^o Peines d'emprisonnement inférieures ou égales à trois mois avec application du sursis avec mise à l'épreuve ou du sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

« 3^o Peines d'emprisonnement inférieures ou égales à neuf mois avec application du sursis simple ;

« 4^o Peines d'emprisonnement d'une durée supérieure à trois mois et ne dépassant pas neuf mois avec application du sursis avec mise à l'épreuve, lorsque la condamnation aura été déclarée non avenue en application de l'article 743 du code de procédure pénale dans sa rédaction en vigueur avant le 1^{er} mars 1994 et de l'article 132-52 du code pénal, ou que le condamné aura accompli le délai d'épreuve prévu par l'article 738 du code de procédure pénale dans sa rédaction en vigueur avant le 1^{er} mars 1994 et par l'article 132-42 du code pénal sans avoir fait l'objet, en application des articles 742 ou 744-3 du code de procédure pénale dans leur rédaction en vigueur avant le 1^{er} mars 1994 et des articles 132-47 à 132-51 du code pénal, d'une décision ordonnant l'exécution de la peine ou la révocation du sursis ;

« 5^o Peines d'emprisonnement d'une durée supérieure à trois mois et ne dépassant pas neuf mois avec application du sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général, lorsque le condamné aura accompli la totalité du travail d'intérêt général sans avoir fait l'objet, en application de l'article 747-3 du code de procédure pénale dans sa rédaction en vigueur avant le 1^{er} mars 1994 et de l'article 132-56 du code pénal, d'une décision ordonnant l'exécution de la peine ou la révocation du sursis ;

« 6^o Peines d'emprisonnement dont une part est assortie du sursis simple ou du sursis avec mise à l'épreuve, lorsque la fraction ferme de l'emprisonnement est inférieure ou égale à trois mois et que la durée totale de la peine prononcée est inférieure ou égale à neuf mois, sous réserve que soient remplies, pour les peines assorties du sursis avec mise à l'épreuve, les conditions prévues au 4^o ci-dessus.

« Lorsqu'il a été fait application de la procédure prévue aux articles 747-8 du code de procédure pénale, dans sa rédaction en vigueur avant le 1^{er} mars 1994, et 132-57 du code pénal, la nature et le quantum de la peine à prendre en considération pour l'application du présent article sont ceux qui résultent de la mise en œuvre de ladite procédure. »

Section 3

Contestations relatives à l'amnistie

CHAPITRE II

Amnistie par mesure individuelle

« Art. 13. – Le Président de la République peut admettre par décret au bénéfice de l'amnistie les personnes poursuivies ou condamnées pour toute infraction commise avant le 18 mai 1995 qui n'ont pas, avant cette infraction, fait l'objet d'une condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun et qui appartiennent à l'une des catégories ci-après :

« 1° à 4°. – *Non modifiés.*

« 5° Engagés volontaires 1914-1918 ou 1939-1945.

« 6° *Non modifié.*

« La demande d'amnistie peut être présentée par toute personne dans le délai d'un an à compter soit de la publication de la présente loi, soit de la condamnation définitive. En ce qui concerne les personnes visées au 1° ci-dessus, le délai est prolongé jusqu'à la date à laquelle le condamné aura atteint l'âge de vingt-deux ans.

« Les dispositions du présent article peuvent être invoquées à l'appui d'une demande d'amnistie concernant une infraction commise même avant le 22 mai 1988 sans qu'une forclusion tirée de la loi n° 88-828 du 20 juillet 1988 portant amnistie ou d'une loi d'amnistie antérieure ne puisse être opposée. »

CHAPITRE III

Amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles

CHAPITRE IV

Effets de l'amnistie

« Art. 17. – L'amnistie efface les condamnations prononcées. Elle entraîne, sans qu'elle puisse donner lieu à restitution, la remise des peines et des mesures de police et de sûreté autres que celles prévues par l'article 18. Elle rétablit l'auteur ou le complice de l'infraction dans le bénéfice du sursis qui a pu lui être accordé lors d'une condamnation antérieure.

« Toutefois, ce bénéfice n'est pas rétabli lorsque la condamnation antérieure a été assortie d'un sursis avec mise à l'épreuve ou d'un sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et que les conditions prévues aux 4° et 5° de l'article 7 n'ont pas été respectées.

« En cas de condamnation à une amende en la forme ordinaire ou sous forme de jours-amende supérieure à 5 000 francs, l'amnistie prévue par les articles 7 et 8 ne sera acquise qu'après le paiement de cette amende, après l'exécution de la contrainte par corps ou après qu'a été subie l'incarcération prévue par l'article 43-10 du code pénal dans sa rédaction en vigueur avant le 1^{er} mars 1994 et par l'article 131-25 du code pénal. Après exécution de la contrainte par corps, l'amnistie acquise ne fait pas obstacle au recouvrement ultérieur de l'amende en la forme ordinaire.

« L'amnistie est sans effet sur la réduction de points affectant ou devant affecter le permis de conduire, dès lors que l'amende a été payée, que le titre exécutoire de l'amende forfaitaire majorée a été émis ou que la condamnation est devenue définitive avant le 18 mai 1995. »

« Art. 18. – I. – *Non modifié.*

« II. – L'amnistie n'entraîne pas la remise :

« 1° à 4° *Non modifiés.*

« 5° Des mesures de démolition, de mise en conformité et de remise en état des lieux.

« 6° et 7° *Non modifiés.*

« 8° De l'interdiction de pénétrer dans une ou plusieurs enceintes où se déroule une manifestation sportive visée à l'article 42-11 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.

« Sous réserve des dispositions de l'article 10 de la présente loi, elle reste aussi sans effet sur les mesures prononcées par application des articles 8, 15, 16, 16 bis, 19 et 28 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. Toutefois, les mentions relatives à ces décisions prononcées pour tout fait antérieur au 18 mai 1995 sont supprimées du casier judiciaire à la date d'expiration de la mesure. »

« Art. 21. – L'amnistie n'entraîne de droit la réintégration ni dans les offices publics ou ministériels ni dans les fonctions, emplois, grades ou professions, publics ou privés. En aucun cas, elle ne donne lieu à reconstitution de carrière.

« Elle entraîne la réintégration dans les divers droits à pension à compter de la date de publication de la présente loi en ce qui concerne l'amnistie de droit et à compter du jour où l'intéressé est admis à son bénéfice en ce qui concerne l'amnistie par mesure individuelle.

« La liquidation des droits à pension se fait selon les règles fixées par le code des pensions civiles et militaires en vigueur le 18 mai 1995.

« L'amnistie n'entraîne pas la réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur, dans l'ordre de la Libération, dans l'ordre national du Mérite, ni dans le droit au port de la médaille militaire. Toutefois, la réintégration peut être prononcée, pour chaque cas individuellement, à la demande du garde des sceaux, ministre de la justice et, le cas échéant, du ministre intéressé, par décret du Président de la République pris après avis du grand chancelier compétent. »

CHAPITRE V

Exclusions de l'amnistie

« Art. 26. – Sont exclus du bénéfice de la présente loi :

« 1° et 2° *Non modifiés.*

« 3° Les infractions prévues par l'article 312 du code pénal dans sa rédaction en vigueur avant le 1^{er} mars 1994 et par les articles 222-8 (1°), 222-10 (1°), 222-12 (1°), 222-13 (1°) et 222-14 du code pénal ;

« 4° Les délits prévus par les articles 174, 175, 177, 178, 179 et 180 du code pénal dans sa rédaction en vigueur avant le 1^{er} mars 1994, par les articles 432-10 à 432-12, 432-14, 433-1, 433-2, 433-3, 434-9 et 441-8 du code pénal et par l'article 7 de la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et à la régularité des procédures de marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence dans sa rédaction en vigueur avant le 1^{er} mars 1994 ;

« 4° *bis* Les délits prévus par les articles 357-1 à 357-3 du code pénal dans sa rédaction en vigueur avant le 1^{er} mars 1994 et par les articles 227-3 et 227-4 du code pénal ;

« 5° Sous réserve des dispositions du 3° de l'article 2, les infractions prévues par les articles L. 335-2 à L. 335-5, L. 521-4, L. 521-6, L. 615-12 à L. 615-16, L. 623-32, L. 623-34, L. 623-35, L. 716-9 à L. 716-11 et L. 716-12 du code de la propriété intellectuelle ainsi que les infractions prévues par les articles 425, 426, 426-1 et 427 du code pénal dans sa rédaction en vigueur avant le 1^{er} mars 1994 et par les textes antérieurs à la loi n° 92-597 du 1^{er} juillet 1992 relative au code de la propriété intellectuelle et réprimant les infractions susvisées ;

« 6° à 9° *Non modifiés.*

« 10° Les infractions prévues par les articles L. 627 et L. 627-2 du code de la santé publique dans leur rédaction en vigueur avant le 1^{er} mars 1994 et par les articles 222-34 à 222-40 du code pénal ;

« 11° et 12° *Non modifiés.*

« 13° Les délits prévus par les articles suivants du code du travail : articles L. 125-1, L. 125-3 et L. 152-3 relatifs au marchandage, articles L. 324-9 et L. 362-3 relatifs au travail clandestin, articles L. 364-1 à L. 364-6 relatifs au trafic de main-d'œuvre étrangères, articles L. 631-1 et L. 631-2 relatifs à l'entrave à l'action des inspecteurs du travail ;

« 13° *bis* Les infractions aux règlements CEE n° 3820-85 du Conseil du 20 décembre 1985 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route et n° 3821-85 du Conseil du 20 décembre 1985 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route, au décret n° 86-1130 du 17 octobre 1986 et à l'ordonnance n° 58-1310 du 23 décembre 1958 concernant les conditions de travail dans les transports routiers publics et privés en vue d'assurer la sécurité de la circulation routière ;

« 14° Les délits d'apologie des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des crimes et délits de collaboration avec l'ennemi prévus par le cinquième alinéa de l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ainsi que les délits prévus par le sixième alinéa et par le huitième alinéa du même article, par l'article 24 *bis*, par le deuxième alinéa de l'article 32 et par le troisième alinéa de l'article 33 de ladite loi ;

« 14° *bis* à 16° *Non modifiés.*

« 17° Les délits en matière de patrimoine prévus par la section 1 du chapitre III du titre I^{er} du livre III du code de l'urbanisme, la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, la loi du 2 mai 1930 ayant pour objet de réorganiser la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque ;

« 18° et 19° *Non modifiés.*

« 20° Le délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse prévu par l'article L. 162-15 du code de la santé publique, ainsi que les délits prévus par l'article L. 647 du code de la santé publique, par l'article 317 du code pénal dans sa rédaction en vigueur avant le 1^{er} mars 1994 et par les articles 223-10 à 223-12 du code pénal ;

« 21° à 25° *Non modifiés.* »

CHAPITRE VI

Dispositions particulières relatives au casier judiciaire et à la constatation de certains cas d'amnistie

CHAPITRE VII

Disposition particulière

« Art. 29. – La présente loi est applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte, à l'exception du cinquième alinéa (4°) de l'article 8, des septième (6°) et huitième (7°) alinéas du paragraphe II de l'article 18, du dernier alinéa de l'article 22 et du troisième alinéa de l'article 24.

« Pour son application à ces collectivités, le deuxième alinéa de l'article 24 est remplacé par un alinéa ainsi rédigé : "Toute référence à une sanction ou à une condamnation amnistiée sur le fondement de la présente loi sera punie d'une amende de 1 000 F à 25 000 F."

« L'amnistie prévue par la présente loi est applicable aux frais de poursuite et d'instance avancés par l'Etat dans les collectivités territoriales mentionnées au premier alinéa. »

Conformément à l'article 113, alinéa 3, du règlement, je vais appeler l'Assemblée à statuer d'abord sur l'amendement dont je suis saisi.

Cet amendement, n° 1, présenté par le Gouvernement, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'avant-dernier alinéa (20°) de l'article 26 :

« 20° Le délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse prévu par l'article L. 162-15 du code de la santé publique. »

La parole est à M. le ministre des relations avec le Parlement.

M. Roger Romani, *ministre des relations avec le Parlement*. Mesdames, messieurs les députés, cet amendement tend à revenir au texte voté par votre assemblée en première lecture pour le 20° de l'article 26.

Mon collègue Jacques Toubon, garde des sceaux, ministre de la justice, vous a exposé les raisons pour lesquelles il vous est proposé de l'adopter. Je souhaite, quant à moi, souligner l'importance que j'attache, sur le plan social, s'agissant du grave sujet de l'IVG, à ne pas retenir le texte de la CMP. Celui-ci rouvre en effet malencontreusement un débat que le vote de l'Assemblée nationale en première lecture avait heureusement clos.

M. Henri Emmanuelli. Un peu de conviction, que diable !

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Philippe Houillon, *rapporteur*. Je suis défavorable à cet amendement et je vais rapidement vous en indiquer les raisons.

D'abord, la CMP a naturellement débattu de ce sujet.

M. Philippe Houillon, *rapporteur*. Elle a longuement réfléchi et a adopté très majoritairement un texte qu'il ne convient pas aujourd'hui de remettre en cause.

M. Jean-Claude Lefort. C'est trop gros ! Ça sent la manœuvre !

M. Philippe Houillon, rapporteur. Ensuite, nous avons été plusieurs à dire qu'il n'était pas nécessaire, dans le cadre de la discussion du projet de loi d'amnistie, de relancer le débat sur l'interruption volontaire de grossesse.

M. Jean-Claude Lefort. Qui l'a fait ?

M. Philippe Houillon, rapporteur. En effet, outre que ce n'était pas le moment de le faire, personne ne songeait à remettre en cause les dispositions de la loi Veil.

M. Jean Glavany. Tiens donc !

M. Henri Emmanuelli. Vous ne pensez qu'à cela, mais vous ne le pouvez pas !

M. Philippe Houillon, rapporteur. Cela étant, le débat a été rouvert par l'amendement présenté en première lecture par Mme Neiertz et qui a été voté par l'Assemblée.

A présent les choses sont relativement simples et je crois qu'il faut dépassionner le débat. Nous sommes dans le cadre d'une loi d'amnistie ; une loi de la République, dite loi Veil, autorise exceptionnellement l'interruption volontaire de grossesse en l'encadrant de façon précise ; un autre texte interdit les manifestations d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse ; tout cela fait partie de notre droit positif. A partir du moment où un premier amendement avait été adopté, il est apparu nécessaire de dire que la loi Veil s'appliquait, toute la loi Veil, mais rien que la loi Veil. C'est ainsi que la CMP a décidé d'adopter l'amendement présenté par M. Hiest pour clarifier les intentions du législateur.

Au demeurant, il faut dépassionner le débat, car de quelles infractions s'agit-il ? Alors que, parmi les nombreuses infractions exclues du champ de l'amnistie, qui sont censées correspondre aux infractions les plus graves, figurent notamment celles relatives à la pollution, il ne me semble pas choquant d'exclure également la provocation et la propagande en faveur de l'avortement, l'avortement sans le consentement de l'intéressée, l'avortement pratiqué passé le délai légal, ou par un non-médecin, ou hors d'un hôpital, considérant, je le répète, que toute la loi Veil doit s'appliquer, et rien que la loi Veil.

Enfin, l'exposé sommaire de l'amendement du Gouvernement se termine par une phrase, selon laquelle les exclusions en question « sont assez vaines dans la mesure où très peu de ces infractions ont donné lieu à des poursuites ». C'est en fait reconnaître le bien-fondé de l'amendement adopté par la CMP. Il est heureux qu'il n'y ait que peu d'infractions de ce genre, car ce sont les plus graves, et, à partir du moment où le débat a été ouvert, il n'est pas anormal de revenir à une situation d'équilibre en précisant très clairement que, bien entendu, l'on ne remet pas en cause les dispositions de la loi Veil (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste*)...

Mme Ségolène Royal. Mais si !

M. Philippe Houillon, rapporteur. ... et que celle-ci doit pleinement s'appliquer. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. Pascal Clément. Très bien !

M. Jean-Claude Lefort. Le Gouvernement n'a plus de majorité !

M. le président. La parole est à M. Marc Le Fur, contre l'amendement.

M. Marc Le Fur. J'aurais voulu dire ma surprise à M. le garde des sceaux. En effet, en présentant cet amendement, il refuse toute forme de compromis alors que ce type de débat, parce qu'il est délicat, l'exigerait précisément. Une telle attitude me heurte car M. le garde des sceaux a fréquemment su faire preuve d'un fort sens du compromis constructif, tout comme vous, monsieur le ministre des relations avec le Parlement. Je crois également à votre souci de respecter toutes les consciences représentées ici.

Lors du débat en première lecture, je ne suis pas intervenu, ne voulant pas ajouter à votre embarras sur cette question. Mais, devant le refus de tout compromis, je tiens aujourd'hui à exprimer mon désaccord sur cet amendement gouvernemental, désaccord qui porte moins sur l'attitude de départ, que je peux comprendre, que sur le refus constant de tout compromis durant ces dernières semaines.

M. Jean-Claude Lefort. Dans six mois, il n'y a plus de gouvernement !

M. Marc Le Fur. Le Gouvernement a en effet commencé par refuser l'amendement Bonnet, dont les effets auraient pourtant été limités puisqu'il s'agissait de n'amnistier les infractions commises par les manifestants Provie ou par les commandos anti-IVG comme on voudra, ayant donné lieu à des amendes et non à des peines d'emprisonnement avec ou sans sursis. Par le présent amendement, il refuse maintenant le compromis pourtant savamment élaboré par M. Jean-Jacques Hiest et la commission mixte paritaire.

A quoi aboutirions-nous si nous acceptons l'amendement du Gouvernement ? Il faut resituer les choses. Toute forme d'amnistie serait refusée à des personnes qui ont manifesté une opinion par altruisme, en fonction de leurs convictions philosophiques, religieuses ou morales. Peut-être l'ont-elles fait avec excès, mais on ne peut mettre en cause leur motivation. En revanche, nous allons amnistier des voleurs, des gens qui ont commis des délits, qui ont agi par esprit de lucre et ont porté préjudice à autrui. En refusant, par cette loi, aux manifestants Provie, ou aux commandos anti-avortement – une fois de plus, je n'entre pas dans le débat sur la sémantique – toute forme d'amnistie, nous les assimilons à des terroristes, à des trafiquants de drogue. On mesure la disproportion !

M. Jean-Claude Lefort. Votez contre !

M. Marc Le Fur. Mais il y a plus grave. En refusant toute forme de compromis, toute forme d'amnistie, aussi ténue soit-elle, on a le sentiment que, au-delà de la répression d'actes objectifs, sans doute répréhensibles, certains voudraient créer comme un délit d'opinion. Il serait en quelque sorte condamnable d'être opposé à l'avortement ! Je ne peux accepter cela et j'ai le sentiment, monsieur le ministre, qu'en entrant dans cette logique du délit d'opinion, nous nous soumettons aux injonctions de Mme Neiertz,...

M. Louis de Broissia. Absolument !

M. Marc Le Fur. ... ce que je regrette.

La meilleure des solutions est celle que je me permets, en tant que parlementaire, de vous suggérer : vous en remettre aux conclusions de la CMP, comme il est d'ailleurs d'usage. Ce serait la voie de la sagesse, du compromis et de la paix sociale. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. La parole est à M. Julien Dray.

M. Julien Dray. Je voudrais d'abord faire une mise au point. Selon certains de nos collègues, si nous avons aujourd'hui ce débat, si la polémique est ravivée, ce serait la faute à l'amendement Neiertz.

M. Louis de Broissia. C'est vrai !

M. Julien Dray. Je leur fais donc remarquer que s'il n'y avait pas eu cet amendement...

M. Xavier de Roux. Nous aurions gagné du temps !

M. Henri Emmanuelli. Nous aurions perdu notre âme !
(Rires et exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. Bernard Carayon. Pas vous ! Pas ça !

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues, n'allongez pas inutilement les débats !

Monsieur Dray, veuillez poursuivre !

M. Julien Dray. Sur les âmes et les consciences, nous aurons des communications intéressantes, j'en suis sûr !

M. Julien Dray. Sans cet amendement, mes chers collègues, c'est l'ensemble des commandos anti-IVG qui auraient été amnistiés, sans la distinction que vous êtes aujourd'hui obligés de faire entre ceux qui pratiquent de manière violente et ceux qui militent de manière pacifique.

M. Pierre Mazeaud, *vice-président de la commission mixte paritaire.* Nous avons rejeté l'amendement Bonnet ! Alors !

M. Julien Dray. L'amendement de Mme Neiertz était donc pleinement justifié. A défaut, toutes ces pratiques auraient été légitimées. C'est le premier point.

M. Christian Dupuy. Mais amnistier n'est pas légitimer ! Où avez-vous vu cela ?

M. Julien Dray. En deuxième lieu, je tiens à attirer votre attention sur le danger qu'il y a, pour le législateur, à tenter d'établir, d'une manière ou d'une autre, un subtil distinguo entre les actions de ceux qui, qu'on le veuille ou non, essaient de s'opposer à l'application de la loi.

M. Christian Dupuy. C'est une loi d'amnistie ! Il ne s'agit pas de légitimer !

M. Julien Dray. Mon troisième point est simple. Nous allons aider le Gouvernement, d'un certain point de vue, puisque nous allons voter son amendement. (*Murmures sur divers bancs.*) En effet, nous pensons que l'on ne peut créer une relation équilibrée en refusant également l'amnistie à ceux qui font de la propagande ou de la publicité en faveur de l'avortement. Ce serait mal connaître la situation sur le terrain. Les centres pratiquant l'information sur l'interruption volontaire de grossesse viennent en aide à des femmes qui sont souvent dans une situation dramatique, qui ne savent pas comment s'en sortir et sont effectivement le plus souvent poussées à subir des interventions en dehors du cadre de la loi. Permettre à ces centres de donner l'information, c'est leur permettre d'aider ces femmes à s'en sortir. C'est le cas du centre de planning familial de Draguignan et de ses animateurs, que j'ai cité en exemple. Voilà pourquoi nous ne pouvons pas accepter le texte de la CMP.

Enfin, pour conclure, si le Gouvernement est vraiment déterminé, s'il ne s'agit pas simplement pour lui de s'en sortir élégamment en essayant de rejeter la responsabilité

sur l'Assemblée nationale, il a toujours la possibilité de recourir à une procédure que je réprovoque, mais à laquelle il a fait appel pour le collectif budgétaire : celle du vote bloqué. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste. – Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. Etienne Garnier. Et c'est vous, monsieur Dray, qui demandez un vote bloqué ? Vous changez !

M. le président. Mes chers collègues, nous avons entendu les deux points de vue.

Sur l'amendement n° 1, je suis saisi par le groupe socialiste d'une demande de scrutin public.

Le scrutin est annoncé dans l'enceinte de l'Assemblée nationale.

M. le président. Je vous prie de bien vouloir regagner vos places.

Je rappelle que le vote est personnel et que chacun ne doit exprimer son vote que pour lui-même et, le cas échéant, pour son délégué.

Je mets aux voix l'amendement n° 1.

Le scrutin est ouvert.

M. le président. Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants	69
Nombre de suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour l'adoption	24
Contre	45

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

(*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. Jean-Claude Lefort. Démission !

Vote sur l'ensemble

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire.

(*L'ensemble du projet de loi est adopté.*)

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des lois.

M. Pierre Mazeaud, *président de la commission des lois.* Je rappelle à nos collègues de la commission des lois que nous nous réunissons immédiatement pour examiner le projet de révision constitutionnelle.

RESTITUTION DE BIENS CULTURELS

Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, portant transposition de la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 du Conseil

des communautés européennes relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre (nos 2162, 2167).

La parole est à M. le ministre de la culture.

M. Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, le premier projet de loi que je suis amené à soumettre à l'Assemblée nationale en ma qualité de ministre de la culture met en œuvre deux des priorités de l'action du Gouvernement en matière culturelle : la sauvegarde de notre patrimoine national et la construction d'une Europe de la culture.

La réalisation du marché intérieur le 1^{er} janvier 1993 ne pouvait pas manquer d'avoir des effets sur le patrimoine de ce que j'appellerai la « vieille Europe », en éliminant les frontières physiques et fiscales entre les Etats membres. Si cette ouverture devait favoriser la diffusion des œuvres contemporaines à l'intérieur de la Communauté, on pouvait craindre ses effets négatifs sur la protection des patrimoines culturels nationaux.

Aussi, deux initiatives communautaires ont-elles été prises pour limiter ces effets : d'abord, le règlement du Conseil du 9 décembre 1992 concernant l'exportation de biens culturels qui a été introduit dans notre droit national par la loi du 31 décembre de cette même année, relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douanes ; ensuite, la directive n° 93/7 du 15 mars 1993 dont le projet de loi que je vous présente porte transposition.

Le Sénat a adopté le projet le 12 juillet dernier, avec un certain nombre d'amendements. J'aurai l'occasion d'y revenir, mais je tiens à souligner que le Gouvernement et le Sénat me semblent être parvenus d'un commun accord à un texte équilibré, parfois après un échange d'arguments particulièrement riche sur le plan juridique. Aussi, je suis très reconnaissant à M. Christian Kert et à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales d'avoir bien voulu partager cet avis et de vous proposer en conséquence d'adopter l'ensemble du projet de loi sans modification. Je tiens à les en remercier.

Je rappelle que la création de l'espace européen a conduit les Etats membres à envisager dès 1989 un contrôle uniforme de l'exportation des biens culturels aux frontières extérieures.

Après de longues négociations, le Parlement européen a adopté le 13 décembre 1990 une résolution sur « la circulation des biens culturels dans la perspective du marché unique », et le règlement que je mentionnais en commençant a été adopté par le Conseil le 9 décembre 1992.

Ce texte a institué, notamment, le principe d'une autorisation préalable aux exportations de biens culturels hors du territoire douanier. Cette autorisation, délivrée par l'Etat membre d'origine, est valable sur l'ensemble du territoire communautaire. Cette notion de biens culturels correspond aux biens qui présentent un intérêt majeur pour le patrimoine national au point de vue de l'histoire, de l'art ou de l'archéologie.

Bien entendu, ce texte n'a pas remis en cause le principe posé par l'article 36 du traité de Rome qui permet à chaque Etat d'interdire la sortie de son territoire d'un bien culturel qu'il considère comme un trésor national.

La loi du 31 décembre 1992, dont je viens de parler et qui a précisé les modalités d'application du règlement du 9 décembre 1992 en France, a institué une procédure de certificat pour les biens qui entrent dans une des catégo-

ries définies par un décret en Conseil d'Etat. Les biens appartenant aux collections publiques, ou classés en application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, ou de la loi du 3 janvier 1979 sur les archives, sont considérés comme des trésors nationaux et ne peuvent pas faire l'objet d'une exportation définitive hors du territoire français.

A ce jour, le ministère de la culture a délivré environ 4 500 certificats, alors que 25 demandes ont été refusées. On constatera que mon département s'est efforcé d'user de ses prérogatives avec retenue et sagesse.

La suppression des contrôles aux frontières intérieures risquait de faciliter le pillage des sites archéologiques et le vol de biens culturels, aisément transférables par nature.

Je peux vous indiquer que le trafic des biens provenant de fouilles clandestines ou de vols a déjà atteint une grande extension. Les données statistiques sur les vols font apparaître que les disparitions sont de l'ordre de 450 à 500 par jour dans le monde et que leur rythme s'accroît d'année en année. Selon Interpol, de 80 à 90 p. 100 des notices internationales de biens culturels volés concernent des objets volés en Europe. Les églises et les collections privées sont les plus visées.

J'ajoute que les objets volés ne sont retrouvés que dans 12 p. 100 des cas et presque exclusivement dans le pays d'origine.

La coopération entre les Etats étant jusqu'alors limitée, il est assez peu fréquent que les autorités compétentes de l'Etat d'origine parviennent à retrouver les biens qui ont été exportés. C'est pour toutes ces raisons qu'il convenait de renforcer le dispositif communautaire.

Le conseil des ministres de la culture a adopté le 19 novembre 1990 des conclusions qui ont conduit la Commission européenne à proposer une directive que le Conseil a adopté le 15 mars 1993.

En rappelant l'économie de cette directive, j'aborderai celle du projet de loi.

Le texte communautaire institue un système de restitution entre les Etats membres des biens ayant quitté illicitement leur territoire après le 31 décembre 1992.

Les Etats ont donc l'obligation de restituer ces biens dans certaines conditions. Cette obligation ne vaut, je le rappelle, que pour les biens culturels qui peuvent être considérés comme des trésors nationaux de valeur artistique, historique ou archéologique. Elle ne s'impose que lorsque le bien est sorti illicitement du territoire d'un Etat membre. En tant que tel, le vol n'est pas pris en considération par le texte communautaire, même s'il est clair que, dans la quasi-totalité des cas, un objet volé n'aura pas reçu d'autorisation d'exportation.

Le projet de loi, comme la directive, fixe des principes en matière de compétence et de procédure judiciaire. La restitution devra être facilitée par la mise en place d'une coopération administrative entre les autorités centrales compétentes des Etats membres.

Le Gouvernement s'est efforcé de préserver les principes de notre droit national, mais aussi de donner une réelle efficacité au dispositif projeté.

A ce titre, deux cas sont distingués.

Dans le premier cas, un Etat membre demande le retour d'un bien se trouvant sur le territoire français après sa sortie illicite : tel est l'objet du chapitre I^{er} du projet de loi.

Dans le second cas, l'Etat français demande le retour d'un bien sur son territoire : c'est l'objet du chapitre II.

Il convenait d'abord de reprendre la définition communautaire des biens culturels dont le retour peut être demandé. Il s'agit bien des trésors nationaux tels que définis par les différentes législations nationales des autres Etats membres et sortis illicitement après le 31 décembre 1992.

Le choix de cette date coïncide avec la date d'entrée en vigueur du règlement communautaire sur la circulation des œuvres et objets d'art et la date de réalisation du grand marché intérieur. Au surplus, remonter à une date bien antérieure aurait pu exposer la France à des demandes de restitution portant sur les œuvres conservées dans nos musées même si, dans la plupart des cas, et notamment pour les prises de guerre de la Révolution et de l'Empire, des accords internationaux sont venus régulariser les acquisitions.

Il convenait ensuite de fixer les règles relatives aux mécanismes de coopération. Elles reposent, notamment, sur les actions que devra mettre en œuvre l'autorité administrative française : la recherche, à la demande d'un Etat membre requérant, d'un bien culturel déterminé ayant quitté illicitement son territoire ; la notification aux Etats membres concernés de la découverte d'un bien culturel susceptible de rentrer dans le champ d'application du dispositif ; enfin, la demande au juge de prononcer des mesures conservatoires.

Comme la directive l'a prévu, la procédure de retour repose sur le juge judiciaire qui aura à connaître des demandes formulées par l'Etat membre requérant. Le possesseur de bonne foi qui aura exercé les diligences requises lors de l'acquisition aura droit à une indemnité, lorsque le juge aura ordonné le retour de son bien sur le territoire d'un autre Etat membre.

Le projet de loi reprend également les règles fixées par la directive pour ce qui concerne les délais de prescription de l'action en retour.

Dans son chapitre II, le projet de loi fixe les règles applicables lorsque la France requiert le retour d'un bien sur son territoire. Il précise notamment les règles relatives aux biens, dont le retour a été obtenu par la France.

A ce titre, il importe que l'Etat puisse obtenir le remboursement de tous les frais engagés pour le retour du bien sur son territoire.

Le projet de loi prévoit expressément ce principe à l'article 17 tel qu'il est amendé par le Sénat. Le Sénat a cependant assez profondément modifié les dispositions du projet du Gouvernement, qui prévoyait deux règles : d'une part, le remboursement des frais lorsque le retour du bien avait été obtenu après paiement d'une indemnité au possesseur de bonne foi ; d'autre part, un mécanisme de dévolution de la propriété à l'Etat, à défaut de remboursement.

La rédaction résultant de l'amendement adopté par le Sénat explicite la première de ces règles. En effet, il ne peut y avoir de remboursement que si le bien retourné sur le territoire français ne reste pas la propriété du possesseur indemnisé. On peut imaginer que, en dépit du caractère illégal de l'exportation du bien, le possesseur étranger de bonne foi n'en soit pas moins regardé comme le légitime propriétaire, en application de la règle selon laquelle « en matière de meuble, possession vaut titre ». Il sera alors possible de contraindre le propriétaire étranger à ramener le bien en France, moyennant une indemnité. Or, on ne pourra, à l'évidence, dans ce cas très particulier et sans doute assez exceptionnel, lui reprendre d'une main ce qui lui aura été donné de l'autre.

Dans ce cas, l'Etat devra, sur la base du droit commun de la responsabilité, réclamer à la personne responsable de la sortie illicite la réparation des frais qu'il aura engagés.

S'agissant de la garantie de remboursement et du mécanisme d'appropriation du bien par l'Etat qui figurait dans le projet du Gouvernement, c'est avec l'accord de ce dernier qu'il a été supprimé par le Sénat.

En effet, il est apparu que le montant de la dette du propriétaire à l'égard de l'Etat n'était pas nécessairement en rapport direct avec la valeur du bien et que, dès lors, des doutes légitimes pouvaient être nourris sur la constitutionnalité de ce mécanisme d'expropriation. Aussi le Sénat a-t-il préféré lui substituer un système de rétention du bien par l'Etat, sans limite de durée.

Enfin, à l'article 24, le Gouvernement a introduit par voie d'amendement une modification de l'article 322 du code pénal, adoptée par le Sénat, qui vise à mieux protéger le patrimoine archéologique français en comblant deux lacunes dans la définition des infractions : d'une part, en permettant la répression des atteintes portées non seulement aux vestiges archéologiques, mais également aux terrains contenant de tels vestiges ; d'autre part, en prévoyant que l'infraction est constituée lorsqu'elle a pour auteur le propriétaire du bien lui-même.

J'ai donc l'honneur de vous demander, au nom du Gouvernement, d'adopter ce projet de loi transposant la directive européenne relative à la restitution des biens culturels illicitement sortis du territoire d'un Etat membre, tel qu'il a été adopté par le Sénat le 12 juillet dernier. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Christian Kert, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

M. Christian Kert, rapporteur. Messieurs le président, monsieur le ministre de la culture, mes chers collègues, le projet de loi que nous examinons aujourd'hui a pour objet de transposer en droit français la directive du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne depuis le 1^{er} janvier 1993.

Ce texte vient compléter les dispositions du titre II de la loi du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation, afin de parachever la rénovation de notre système national de protection des biens culturels contre le trafic international.

Il concerne les mouvements de biens culturels à l'intérieur de la Communauté. Il institue en fait pour l'Etat français le droit d'obtenir le retour de biens culturels sortis illicitement de son territoire après l'entrée en vigueur du marché unique, assorti d'une obligation de coopération avec les autres Etats membres cherchant à récupérer ceux de leurs trésors nationaux arrivés de façon illicite sur le territoire français.

Ce droit de retour prend donc effet en 1993.

Vous avez, monsieur le ministre, exprimé certaines réserves quant à la possibilité d'une date d'effet antérieure. Certain membres de la commission, au nombre desquels je compte, auraient aimé que soit envisagée une date antérieure à celle du marché unique, mais nous comprenons les réserves que vous exprimez ainsi que le désordre qui pourrait résulter de la fixation d'une autre date.

On peut dire que le dispositif qui nous est proposé est interactif, puisqu'il est organisé autour de deux mécanismes juridiques distincts. Le chapitre I^{er} traite le cas où l'Etat français est l'Etat « requis » : dans ce cas, le Gouvernement est tenu d'apporter son concours à tout Etat membre lui demandant la restitution d'un bien culturel déterminé se trouvant sur le territoire français après une sortie illicite de son pays.

Comme le demande la directive, le projet prévoit ensuite l'obligation pour le propriétaire, le possesseur ou le détenteur du bien réclamé par un Etat membre de restituer ce bien si le juge considère qu'il est sorti illicitement du territoire de cet Etat. Cette règle est particulièrement novatrice puisqu'elle s'applique dans tous les cas, que la personne entre les mains de laquelle se trouve le bien soit ou non responsable de l'exportation illicite de celui-ci.

Le juge judiciaire détient la pleine compétence pour décider de la restitution du bien, du montant de l'indemnité versée par l'Etat membre requérant au possesseur de bonne foi en réparation du préjudice subi, et des mesures qui affectent l'usage et la propriété du bien.

Enfin, le dispositif reprend en droit interne les différents délais de prescription fixés par la directive.

Le chapitre II concerne le cas où l'Etat français est l'Etat requérant.

C'est dans cette partie que sont précisées les règles concernant la définition de la notion de trésors nationaux dont la directive autorise la restitution.

Le projet de loi reprend ensuite dans ses grandes lignes les règles proposées par la directive. Ainsi, dans tous les cas, c'est l'Etat qui dépose la demande de restitution auprès du tribunal compétent de l'Etat membre sur le territoire duquel se trouve le bien culturel, que celui-ci appartienne aux collections publiques ou qu'il soit la propriété d'une personne privée. C'est également l'Etat français qui s'acquitte du versement de l'indemnité au propriétaire de bonne foi lorsqu'elle est décidée par le tribunal, et qui devient dépositaire du bien une fois son retour sur le territoire, jusqu'à ce qu'il ait été rendu à son propriétaire.

C'est ici qu'intervient une des seules difficultés que nous avons pu noter dans le projet de loi qui nous est soumis.

Le texte initial prévoyait en effet que, pour récupérer son bien, le propriétaire initial devait rembourser à l'Etat le montant de l'indemnité et des frais occasionnés par la procédure de restitution. A défaut de s'acquitter de cette dette – dont l'Etat pouvait cependant faire remise d'une partie – dans un délai de trois ans, le propriétaire perdait définitivement le bien dont la propriété était transférée à la puissance publique.

Or ce dispositif ne permettait vraisemblablement pas, comme l'a excellemment démontré le sénateur Hugot lors de la première lecture du texte au Sénat, d'assurer le respect du droit constitutionnel de propriété tiré de l'article XVII de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, qui exige que toute expropriation pour nécessité publique soit précédée d'une juste et préalable indemnité.

Le mécanisme mis en place dans le texte initial s'expliquait par le souci du Gouvernement d'assurer à l'Etat le remboursement des frais. Mais cette exigence, tout à fait légitime en période de rigueur budgétaire, ne pouvait se réaliser au prix d'une disposition inconstitutionnelle.

La solution de compromis adoptée par le Sénat lors de la première lecture est de ce point de vue tout à fait satisfaisante et je crois, avec son président M. Bourg-Broc, que notre commission des affaires culturelles aurait pu la faire sienne. Elle permet en effet d'éviter le problème d'inconstitutionnalité lié à l'expropriation sans indemnité, tout en préservant l'intégrité des finances publiques. L'obligation de rembourser les frais engagés par l'Etat afin d'obtenir la restitution du bien est maintenue, mais le délai contraignant de trois ans est supprimé. Autrement dit, tant que l'Etat n'a pas été remboursé des sommes qu'il a engagées, il reste dépositaire – mais pas propriétaire, toute la différence est là – du bien dont il a obtenu restitution.

Ainsi, en substituant à la dépossession au profit de l'Etat un droit de rétention illimitée, la nouvelle rédaction de l'article permet de respecter les exigences constitutionnelles tout en préservant les deniers publics. Nous nous rangeons très volontiers à ce texte.

Le Sénat, sur d'autres dispositions moins essentielles a opéré plusieurs modifications et ajouts qui ont permis une amélioration globale du mécanisme de restitution.

On peut en retenir deux.

Il a d'abord mis en place un système d'information des propriétaires des biens concernés par une demande de restitution de la part d'un Etat membre.

Il a également ajouté un article 24 tendant à protéger les terrains contenant des vestiges archéologiques. Ces dispositions nouvelles nous paraissent opportunes compte tenu de la rareté et de la diversité de la jurisprudence en la matière. Mais, monsieur le ministre, la question a été posée par l'un des membres de la commission des affaires sociales et culturelles, les vestiges sous-marins sont-ils inclus dans la notion de vestiges archéologiques ?

Au total, le projet de loi, tel qu'il nous est présenté aujourd'hui, peut être considéré comme tout à fait satisfaisant, sauf à observer que, avant d'avoir à récupérer des biens, chaque Etat peut se donner comme mission de bien les garder, de bien les sauvegarder.

Quoi qu'il en soit, ce texte permet de concilier les exigences de l'Union européenne et la préservation de nos trésors nationaux tout en garantissant les principes constitutionnels qui fondent le droit de propriété et les exigences de bonne administration des finances publiques. C'est pourquoi la commission des affaires culturelles a décidé de l'adopter sans modification, afin d'assurer la mise en place rapide d'un dispositif complet de protection de notre patrimoine culturel national qui faisait défaut jusqu'à présent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du Rassemblement pour la République.*)

Discussion générale

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Edouard Landrain.

M. Edouard Landrain. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, le trafic des objets d'art, souvent volés, le pillage du patrimoine – le musée des cloîtres à New York en est le plus bel exemple – nécessitent une loi protégeant au mieux les biens culturels.

Tel qu'il nous est présenté aujourd'hui, ce texte ne traite que de leur restitution quand ils ont illicitement quitté le territoire d'un Etat membre de la Communauté européenne. La libre circulation des personnes et des

biens dans la Communauté européenne ne doit permettre, en effet, aucun trafic, que ce soit vers la France ou vers les autres pays.

Si l'on ne peut que se féliciter du texte adopté par le Sénat, on peut toutefois regretter qu'en commission l'on n'ait pas cru bon de le modifier, de le préciser ou de l'améliorer quelque peu. Souhaitons que textes réglementaires, directives et circulaires viennent – heureusement – éclairer quelques imprécisions, tel l'article 7, où « le possesseur de bonne foi » mériterait définition, ou l'article 11, où l'on ne sait trop si les biens présentant un intérêt historique, artistique ou archéologique répondent à la même définition que les biens culturels.

La tâche dévolue aux services de recherche est rude. Sans doute serons-nous amenés à les fortifier. Policiers, douaniers, gendarmes spécialisés, aidés par les spécialistes du ministère de la culture, doivent être formés à cet effet.

Par ailleurs, il nous faut de mieux en mieux protéger notre patrimoine. Continuons à favoriser l'inventaire. Luttons contre le vol et le trafic des objets d'art avec l'aide des collectivités territoriales, conseils généraux, conseils régionaux et communes, très attachés à leur culture et à leur histoire.

M. Louis de Broissia. Très bien !

M. Edouard Landrain. L'article 19 précise que « l'autorité administrative peut exiger, avant de lui restituer le bien, que des mesures nécessaires à la conservation et à la sécurité du bien soient prises ». Encore faudrait-il que les meilleures solutions soient trouvées et, pour les mettre en pratique, que l'aide de l'Etat aux collectivités soit suffisante.

Dans le même esprit, exigeons les meilleures garanties nécessaires en améliorant partout en France la protection de nos biens culturels. Favoriser, faciliter la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire, c'est bien ; empêcher leur vol, leur vente, c'est mieux encore.

Bref, les empêcher de quitter illicitement le territoire, les protéger, voilà l'ambition qui doit être la nôtre, monsieur le ministre. Je conclus sur ce point, en vous félicitant de ce texte que, bien entendu, nous voterons. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)*

M. le président. La parole est à M. Henri Sicre.

M. Henri Sicre. Monsieur le ministre, mes chers collègues, le projet de loi qui vient aujourd'hui en discussion devant notre assemblée ne devrait pas entraîner un long débat, non pas qu'il doive être considéré comme présentant un intérêt mineur, mais parce qu'il relève de ces sujets de la vie politique de notre pays sur lesquels nous pouvons trouver un certain consensus.

Il est vrai aussi que ce projet arrive en discussion après avoir été examiné par le Sénat. De ce fait, nombre de remarques que nous aurions pu formuler ici ont déjà été faites et les modifications que nous aurions pu souhaiter ont déjà été introduites dans le texte, texte qui, au demeurant, n'aura à souffrir d'aucun amendement qui viendrait seulement en nuancer la rédaction.

La directive du Conseil des Communautés européennes pour laquelle nous devons donc adapter notre législation date du mois de mars 1993. En ce 26 juillet 1995, force est de constater que nous n'avons pas montré un zèle particulier pour l'adapter. Mais il est vrai aussi que si nous sommes le huitième pays d'Europe à le faire, nous sommes loin d'être le dernier.

Que le texte prenne effet au 1^{er} janvier 1993, date d'entrée en vigueur du marché unique, répond à une logique toute naturelle dans cette forme d'échanges intra-communautaires. Elle permet d'éviter les vieux et longs conflits qui auraient pu naître autour des transferts opérés il y a parfois des siècles, à l'occasion de conquêtes militaires par exemple.

Mais, si la Communauté européenne a su, avec des règles internes, trouver une forme de relations courtoises, les transferts souvent illicites – voire les pillages – de biens culturels dépassent largement les limites de notre vieux continent. C'est à l'échelle du monde que se trouve posé le plus grand problème.

Aussi est-il grand temps que la France, seul pays européen à ne pas l'avoir encore fait, ratifie la convention de l'UNESCO de novembre 1970 sur la prévention des transferts illicites d'œuvres d'art, même si, depuis vingt cinq ans, les responsabilités de cette non-signature sont largement partagées.

En tout état de cause, adapter la directive européenne à notre législation aura un effet sympathique sur le plan intracommunautaire certes mais sera totalement inopérant pour ce qui est du véritable problème, celui qui se pose avec les autres pays. Le texte que nous nous apprêtons à adopter, monsieur le ministre, doit donc, pour être pleinement efficace, entraîner immédiatement la ratification de la convention de l'UNESCO. C'est surtout cet engagement complémentaire que nous attendons de la présente discussion.

Pour revenir au texte, reconnaissons que les différents articles traitent de façon pragmatique des règles à observer tant pour la restitution par la France que pour la restitution vers la France de biens culturels faisant l'objet d'une telle disposition.

Seul l'article 17 posait vraiment un problème dans sa rédaction initiale en prévoyant le remboursement à l'Etat par le propriétaire du bien des différents frais occasionnés par l'action en restitution et le retour du bien. Ainsi que l'ont souligné tous les orateurs, à défaut de remboursement au bout de trois ans, l'Etat devenait propriétaire.

Fort heureusement, le Sénat a adopté trois amendements pour remédier à cette situation. Le premier à établir une différence entre le propriétaire du bien et le possesseur indemnisé. Le deuxième précise les conditions de remise de dette. Quant au troisième, il remplace le transfert de propriété à l'Etat par un simple droit de rétention qui confie à son titulaire la possibilité de conserver le bien tant que le remboursement n'est pas intervenu.

Ainsi, la nouvelle rédaction de l'article 17 répond-elle à toutes les objections, à condition toutefois que cela soit nettement affirmé durant cette discussion et que les décrets d'application soient très précis. Les coûts d'action en restitution et de retour sur le territoire peuvent être très élevés. Il serait donc injuste de ne pas faire de distinction selon qu'il y a ou non responsabilité du propriétaire dans la sortie illicite de son bien du territoire français.

Monsieur le ministre, nous souhaiterions que la doctrine administrative à venir, notamment en matière de remise de dettes, soit vraiment précisée afin d'éviter toute situation préjudiciable. A défaut de pouvoir faire l'objet d'un amendement, ces précisions devraient figurer dans les textes d'application de la loi. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)*

M. le président. La parole est à Mme Catherine Nicolas.

Mme Catherine Nicolas. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers – et rares – collègues, la mise en œuvre du marché unique a et conduit les États membres à prévoir un contrôle uniforme de l'exportation des biens culturels aux frontières extérieures. Tel a été l'objet du règlement du 9 décembre 1992 qui s'est traduit dans notre droit par la loi n° 92-1477 du 31 décembre de la même année.

Le présent texte constitue une deuxième étape et concerne la circulation des biens culturels à l'intérieur de la Communauté.

L'adoption de ce projet de loi institutionnaliserait le droit au retour de ces objets dans leur État d'origine, permettant la mise en œuvre d'une protection effective des trésors nationaux visés à l'article 36 du traité de Rome.

Le principe est simple : dès lors qu'un bien culturel, qualifié de trésor national, a fait l'objet d'une sortie illicite postérieurement au 31 décembre 1992 – ce texte n'ayant pas d'effet rétroactif – l'État membre concerné peut en demander la restitution. Le mécanisme proposé a été largement développé par notre rapporteur. Aussi serai-je brève.

La directive prévoit une coopération administrative entre les États membres afin de faciliter la recherche et la récupération des trésors culturels, l'identification des détenteurs, les mesures conservatoires nécessaires et, éventuellement, une procédure d'arbitrage entre les parties. Elle fixe par ailleurs les conditions d'une action en retour qui relève du tribunal compétent de l'État sur le territoire duquel se trouve le bien. Elle tend également à harmoniser les règles de prescription de l'action en restitution et prévoit, ce qui assez novateur, l'indemnisation du possesseur de bonne foi.

Deux cas de figure sont envisagés dans ce texte : soit c'est un État membre qui demande la restitution d'un bien qui se trouve sur notre territoire, soit c'est la France qui demande le retour du bien. La directive et le système de restitution qu'elle propose ne présentent pas de difficultés en eux-mêmes. Les principales pierres d'achoppement provenaient bien plus du régime de propriété des biens dont le retour en France a été ordonné.

Tel que prévu dans la rédaction initiale du projet de loi, ce régime paraissait incompatible avec la protection constitutionnelle dont bénéficie dans notre pays le droit de propriété. En effet, le propriétaire devait, pour reprendre possession de son bien, rembourser à l'État les frais engagés pour ce retour et l'indemnisation éventuelle versée au possesseur de bonne foi, le défaut de remboursement dans un délai de trois ans entraînant un transfert de propriété vers l'État.

Nous nous félicitons que le Sénat ait soulevé ce point sensible et qu'une solution ait pu être trouvée en accord avec le Gouvernement. L'obligation de rembourser demeure, mais il n'y a plus de délai et surtout plus de transfert de propriété puisque l'État n'a qu'un droit de rétention jusqu'au paiement de la dette.

Le Sénat a apporté également plusieurs améliorations que nous approuvons, notamment dans le domaine de l'information des propriétaires du bien disparu aux différents stades de la procédure.

Monsieur le ministre, vous avez reconnu que la suppression des contrôles aux frontières intérieures a facilité les vols et que les trafics provenant de collections privées et surtout d'objets religieux – Dieu sait s'il y en a dans

nos églises ! – s'étaient accentués. Dès lors, plusieurs questions se posent. Disposez-vous de chiffres à ce sujet ? Savons-nous aujourd'hui s'il y a des actions en restitution que la France pourrait engager ? Comme il semblerait par ailleurs que seuls huit États membres seraient prêts à appliquer cette directive, alors qu'une protection efficace nécessiterait une réglementation uniforme, pouvez-vous nous assurer que le trafic ne se déplacera pas, au sein de la Communauté, des États qui appliquent la directive vers les autres États ?

En tout état de cause, nous nous félicitons de cette nouvelle et nécessaire avancée vers une meilleure protection des trésors nationaux au sein de l'Union européenne. Le groupe RPR votera donc ce texte. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. La parole est à M. Louis de Broissia.

M. Louis de Broissia. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, qu'il me soit permis tout d'abord de remercier notre distingué rapporteur, Christian Kert, pour son excellent rapport et pour la clarté et la précision de la présentation qu'il a faite de ce projet de loi portant transposition de la directive du 15 mars 1993 du Conseil des Communautés européennes.

Je me félicite tout particulièrement, monsieur le ministre, de ce projet, votre premier texte culturel, qui fixe un cadre juridique dans une matière sensible, car je suis très attentif à toutes ces questions qui s'inscrivent dans le cadre d'une mission que le ministre de la justice, M. Méhaignerie, m'avait confiée sur le vol et le trafic d'objets et d'œuvres d'art et que l'actuel garde des sceaux, Jacques Toubon, a confirmée.

Ce texte a été enrichi de façon heureuse par le Sénat – je n'y reviendrai pas – d'une part, sur l'information légitime des propriétaires de biens illicitement sortis du territoire des États membres et, d'autre part, sur le régime de propriété des biens sortis de France et pour lesquels la restitution a été ordonnée. Les orateurs précédents viennent de le rappeler.

Le principe de libre circulation des biens et la suppression des barrières commerciales et douanières a été édicté, nous le savons tous, par le traité de Rome. L'article 36 de ce traité permet aux États membres une dérogation : ils peuvent prendre des mesures d'interdiction ou de limitation des transferts justifiées par des raisons de protection de trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique, c'est-à-dire une limite haute. Ce droit au retour des biens culturels s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'un marché intérieur en matière de biens culturels, qui a été institué notamment par la loi du 31 décembre 1992 fixant le régime de l'exportation de ces biens.

Les deux initiatives communautaires qui sont prises dans ce cadre, c'est-à-dire la directive que nous examinons aujourd'hui et le règlement du Conseil du 9 décembre 1992, prévoient un système équilibré qui vise à protéger le patrimoine des États membres et à permettre – c'est important – le développement d'un marché légal de l'art, et, monsieur le ministre, par voie de conséquence, à mettre un coup d'arrêt au florissant marché illégal de l'art nourri en France par des bandes particulièrement audacieuses et organisées et que nous devons dénoncer ici. J'aurai l'occasion de vous en reparler dans les mois à venir.

Si la loi du 31 décembre 1992 a institué un contrôle uniforme de l'exportation des biens culturels aux frontières extérieures, cette directive a prévu un système de coopération pour rechercher et pour obtenir la restitution des biens en question. Cependant – mes collègues qui se sont exprimés avant moi l'ont dit – le problème se pose avec la suppression des contrôles aux frontières intérieures de l'Union européenne. Vous y avez fait allusion au Sénat. Autrement dit, Schengen s'oppose à l'application de ces directives. Il est donc nécessaire d'instituer une coopération plus étroite entre les différents Etats membres de la Communauté, coopération encore limitée à ce jour, beaucoup trop limitée à nos yeux. Il existe pourtant – vous le savez bien avec votre collègue le garde des sceaux – des instances de coopération administrative entre les pays, avec notamment les accords de Schengen et Europol, mais dans des domaines autres que le trafic des objets d'art.

Dans le cadre des accords de Schengen – nous l'avons vérifié – des officiers de liaison ont des tâches de coordination et d'assistance dans des activités qui demandent des renseignements.

Monsieur le ministre, il faut, dans le domaine du trafic des biens culturels, mettre en place des officiers de liaison, car ce trafic est particulièrement bien organisé en Europe ; j'en suis le témoin en Bourgogne, mais il en est de même dans les autres régions de France. D'ailleurs, les accords de Schengen ont prévu un système informatique, dit SIS, qui permet d'intégrer un fichier des œuvres dérobées, pour plus d'efficacité.

La mission essentielle d'Europol concerne la prévention et la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, de matières nucléaires, de filières. Or je pense qu'il y a aussi une filière des objets d'art volés en Europe.

Je terminerai, monsieur le ministre, par quelques questions.

Ce texte – que nous voterons – est très important pour les propriétaires et pour le patrimoine national. Je souhaite, qu'après son adoption tout soit fait pour que les propriétaires publics, communes, départements, régions, mais aussi les propriétaires privés soient informés des dispositions de cette loi.

C'est une première pierre, mais n'est qu'une première pierre dans la lutte contre le vol et le trafic. Il faudra aller beaucoup plus loin et surtout très vite, car, un jour, le problème risquerait de ne plus se poser.

M. Edouard Landrain. Hé oui !

M. Louis Broissia. Quelle est votre position sur le développement des actions de coopération entre les différents Etats membres dans ce domaine ? Pourriez-vous nous faire le point sur cette coopération ?

Quel est le degré d'avancement de la mise en place d'un office européen de lutte contre le vol et le trafic de biens culturels ? Monsieur le ministre, il existe à Paris l'Office central de répression du vol des objets d'art, l'OCRVOA. Envisagez-vous des mesures pour que soit mis en place un office communautaire de répression du vol des objets d'art ?

Une autre question se pose à propos de la ratification de la convention de 1970 de l'UNESCO, signée par la France en 1983 ; c'est un texte important.

Dernière question, monsieur le ministre : quelles mesures d'accompagnement envisagez-vous pour encourager les propriétaires publics et privés à prendre des dispositions de protection ? Je pense en particulier à des dispositions fiscales permettant d'assurer les objets d'art.

Monsieur le ministre, le débat est ouvert et bien ouvert. Mais le fâcheux exemple de la Bosnie-Herzégovine montre que l'ONU prend beaucoup de résolutions, qui sont peu appliquées. Je souhaite que ce texte qui est bon et qui s'inscrit dans une perspective importante soit accompagné d'une force d'intervention rapide pour réprimer le vol des objets d'art. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. La discussion générale est close.

La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de la culture. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, M. le rapporteur a exposé avec une très grande clarté les mécanismes complexes qui régissent, en droit communautaire et en droit français, la circulation des objets d'art. Son exposé, ainsi que l'intervention de Mme Nicolas, me fournissent l'occasion de revenir sur l'opportunité et l'intérêt du texte.

Tout d'abord, il faut noter que la directive du 15 mars 1993 a été adoptée par le Conseil des Communautés européennes. La France est donc tenue de la transposer dans son droit interne ; le délai de transposition – plusieurs orateurs l'ont dit – est d'ailleurs expiré.

Indépendamment de cette dimension européenne, je veux souligner une nouvelle fois l'intérêt et l'importance de ce texte.

C'est la première fois qu'un cadre juridique est défini pour organiser le retour dans leur pays d'origine des trésors nationaux et, par voie de conséquence, pour lutter contre le trafic international des œuvres d'art. Jusqu'à maintenant, dans la plupart des cas, le rapatriement des objets volés retrouvés dans un pays étranger donnait lieu, à chaque fois, à de difficiles tractations à l'issue souvent très aléatoire.

M. de Broissia et M. Sicre l'ont très justement souligné, les réflexions sur les moyens juridiques à mettre en œuvre pour lutter contre le trafic des objets d'art sont anciennes.

La convention conclue à Paris le 14 novembre 1970 sous l'égide de l'UNESCO constituait une première tentative en ce sens. Sa ratification par la France a d'ailleurs été autorisée par la loi du 28 avril 1983, mais, plus de douze ans plus tard, notre pays n'a toujours pas déposé auprès du directeur général de l'UNESCO l'instrument de ratification, de sorte que son entrée en vigueur demeure suspendue.

Dans une réponse à une question écrite de M. Jacques Legendre, mon prédécesseur avait indiqué, en juillet 1994, que la France prendrait les initiatives nécessaires au dépôt de l'instrument de ratification. Je vous confirme, mesdames, messieurs les députés, le désir du Gouvernement d'achever le processus de ratification de cette convention.

Cependant, le texte que je vous présente aujourd'hui apparaît comme un préalable à cette ratification. D'une part, en effet, il faut s'assurer de la cohérence des deux dispositifs ; d'autre part, du fait de la réalisation du marché unique, il est essentiel, pour que la ratification de la convention de 1970 soit de quelque profit, qu'elle fasse l'objet d'une démarche simultanée des Etats membres de l'Union européenne. Or, la convention de 1970 n'a jusqu'à présent connu qu'une fortune limitée au sein de l'Union européenne, pour des raisons à la fois politiques et juridiques. Espérons que sa ratification par la

France – avec les réserves que pourra appeler, le cas échéant, sa mise en cohérence avec la loi que le Gouvernement vous propose – pourra être de nature à débloquer le processus de ratification à l'échelon européen.

La convention Unidroit sur le retour international des biens culturels volés ou illicitement exportés, qui a été adoptée à Rome le 27 juin dernier par une soixantaine d'États, a d'ailleurs pour objet de proposer un dispositif précisant la convention UNESCO de 1970 en vue de faciliter son application.

Cette convention complète et améliore sur bien des points la convention de l'UNESCO de 1970 mais elle résulte d'un compromis et, de ce fait, comporte des formulations parfois ambiguës, dont la portée doit être pleinement mesurée avant que sa signature par la France puisse être envisagée.

En outre, elle contient une définition indirecte de la notion de « bonne foi » de l'acquéreur, qui paraît tout à fait étrangère aux principes les mieux établis de notre droit, selon lesquels la bonne foi se présume et ne se prouve pas. C'est pour cette raison que l'article 7 du projet de loi, comme l'a relevé M. Landrain, se garde de proposer une définition de la bonne foi en laissant aux tribunaux le soin de l'apprécier en fonction des circonstances de chaque espèce, ce qui ne signifie pas que cette appréciation soit arbitraire.

Quelle que soit la décision qui sera prise en ce qui concerne la ratification de la convention Unidroit, le texte que le Gouvernement vous propose nous permettra de disposer, à l'intérieur de l'Union européenne, de moyens juridiques pour obtenir le retour de ces objets : une voie de droit sera ainsi substituée à la voie purement diplomatique.

Cette dernière avait certes rencontré de notables succès. Je citerai notamment le retour en France de la Vierge de Cormatin, retrouvée en Hollande, de la châsse de saint Austremoine, appartenant à la ville d'Issoire, vendue illicitement à La Haye, ou des tapisseries de Riom, rendues à la France par l'Italie, où elles avaient été retrouvées. Mais ces succès étaient longs à obtenir et, chaque fois, des négociations à l'issue aléatoire devaient s'engager, doublées très souvent d'actions en justice au fondement parfois incertain, qui devaient tenir compte des différences importantes entre les législations des divers États. Le texte qui vous est proposé sera donc un progrès considérable pour les propriétaires mais aussi pour le patrimoine national. Plusieurs orateurs en ont parlé.

Je rappelais l'extension qu'a prise le trafic des œuvres d'art. M. de Broissia y est revenu à l'instant. Le projet de loi doit contribuer à enrayer cet essor, et je crois qu'il apporte des solutions concrètes et efficaces à ce problème. Encore faut-il, comme le soulignait Mme Nicolas, que la directive soit convenablement transposée dans l'ensemble de la Communauté européenne. Le Gouvernement français sera particulièrement vigilant sur ce point – je vous le dis ici solennellement – et je ne doute pas que la Commission y attache également une grande importance.

Selon les informations dont je dispose, six États membres ont d'ores et déjà transposé la directive. Un septième État, le Portugal, qui a ratifié la convention UNESCO de 1970, a fait connaître qu'il estimait n'avoir pas de mesures particulières à prendre pour s'y conformer, ce que la Commission est en train de vérifier. Deux autres États, la Belgique et l'Italie, ont fait connaître à la Commission que leur parlement serait saisi incessamment

de mesures de transposition. L'Allemagne, la Grèce, le Luxembourg et l'Autriche n'ont pas, à ce jour, fait part de leurs intentions.

M. le rapporteur a fait observer que la principale difficulté soulevée par la transposition de cette directive en droit interne concerne le régime des biens culturels dont la France aura obtenu le retour. A propos de ce dernier point, qui a également été évoqué par M. Sicre et qui concerne plus particulièrement l'article 17 du projet, je ne reviendrai pas sur les raisons pour lesquelles la rédaction adoptée par le Sénat avec l'accord du Gouvernement me semble réaliser un équilibre satisfaisant entre les impératifs de la protection du patrimoine et les droits des particuliers et, au premier chef, des propriétaires. M. le rapporteur vient de nous les exposer de façon très convaincante et je ne saurais mieux dire.

M. Sicre s'est interrogé sur l'opportunité d'introduire une distinction entre les propriétaires selon qu'ils sont ou non responsables de la sortie illicite du bien. En réalité, je crois que cette distinction existe déjà dans notre droit. En effet, le propriétaire qui n'est pas responsable de l'exportation illicite aura toujours la faculté de se retourner contre les personnes responsables pour leur réclamer le montant des frais exposés par l'État et qu'il aura dû rembourser à ce dernier. Dans les cas où cette solution ne sera pas envisageable et où la situation du propriétaire le justifiera, il pourra bénéficier d'une remise totale ou partielle de la dette.

Quant au propriétaire responsable de la sortie illicite, il est bien évident qu'il ne pourra s'en prendre qu'à lui-même et s'exposera, en outre, à des poursuites pénales. Il n'aura aucun droit particulier et, notamment, aucun droit à indemnisation.

J'en viens maintenant aux questions plus précises que les différents orateurs ont évoquées.

M. le rapporteur s'est interrogé sur la fixation de la date d'effet de la loi au 31 décembre 1992. On peut, certes, regretter cette restriction du champ d'application de la loi, mais l'article 13 de la directive dispose expressément qu'elle « n'est applicable qu'aux biens culturels qui ont quitté illicitement le territoire d'un État membre à partir du 1^{er} janvier 1993 ». Le législateur français est contraint par ces dispositions, dont la valeur est supérieure à celle de la loi nationale, et ne peut, par suite, fixer une date d'effet antérieure.

M. Landrain a souhaité obtenir des précisions sur la nature des mesures nécessaires à la conservation et à la sécurité du bien que l'État peut exiger du propriétaire, lorsque celui-ci est une personne publique, avant de lui restituer le bien. Les mesures prises à ce titre seront bien entendu soumises au contrôle du juge administratif. Je pense qu'il serait bon en effet que le décret d'application de la loi apporte, sur la nature des mesures susceptibles d'être prescrites, certaines précisions.

M. le rapporteur s'est fait l'écho d'interrogations sur l'application des dispositions pénales de l'article 24 aux biens sous-marins. Je confirme que ces dispositions seront applicables sous les mers. En effet, les vestiges archéologiques sous-marins des épaves maritimes entrent à l'évidence, au sens de l'article 322-2 du code pénal, dans la catégorie plus générale des découvertes archéologiques, cet article ne distinguant pas le caractère terrestre ou maritime de celles-ci.

M. de Broissia a bien voulu m'interroger sur les perspectives de coopération entre les États membres de l'Union européenne dans le domaine de la lutte contre le vol et le trafic des objets d'art.

Comme vous le savez, le titre VI du traité de l'Union européenne prévoit des mécanismes de coopération dans les domaines de la justice, que vous connaissez bien, et des affaires intérieures. L'article K. 4 institue un comité de coordination dont un des groupes directeurs, le groupe directeur 2, est en charge de la coopération policière et douanière. Ce groupe directeur est notamment chargé du pilotage du projet Europol, destiné à constituer un dispositif de lutte contre la criminalité internationale dont l'unité drogue Europol, mise en place à La Haye, constitue le premier élément concret.

Depuis le début de l'année 1994, les Etats membres ont réfléchi aux moyens de renforcer la coopération policière et douanière dans le domaine de la circulation illicite des biens culturels. Les voies de ce renforcement passeront, selon les études menées à la diligence de la Commission, par la création d'une banque de données communes, intégrée dans le système d'information européen, et la mise en place d'une coopération directe pour la fourniture et l'échange d'informations entre les services compétents des Etats membres.

Dans cette perspective, l'Office central de répression des vols d'objets d'art a présenté récemment à ses quatorze partenaires le système TREIMA de fichier de biens culturels volés qui peut constituer, à mon avis, un exemple pour la réalisation du futur fichier européen. Vous avez tout à fait raison : il faut confirmer notre désir que soit mis en place un système européen.

Des journées de réflexion sur ce thème auront lieu en Espagne en octobre prochain et devraient permettre d'avancer sur ces questions ainsi que sur celle de la mise en place d'un système de marque distinctive permettant de désigner les œuvres qui circulent légalement.

Je ne voudrais pas terminer sans remercier très sincèrement les différents orateurs qui ont bien voulu approuver les objectifs poursuivis, avec ce projet de loi, par le Gouvernement. La démarche qu'il met en œuvre à l'échelle de l'Union européenne préludera, je l'espère, à des mesures plus globales pour lutter – parce que nous sommes tous là pour cela, – contre le trafic international des œuvres d'art. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.*)

Discussion des articles

M. le président. La commission considérant qu'il n'y a pas lieu de tenir la réunion prévue par l'article 91, alinéa 9, du règlement, j'appelle maintenant les articles du projet de loi dans le texte du Sénat.

Articles 1^{er} et 2

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

CHAPITRE I^{er}

Des biens culturels sortis illicitement du territoire d'un autre Etat membre de la Communauté européenne et qui se trouvent en France

Section 1

Champ d'application

« Art. 1^{er}. – Au sens du présent chapitre, un bien culturel est considéré comme sorti illicitement du territoire d'un autre Etat membre de la Communauté euro-

péenne lorsque, en violation de la législation de cet Etat membre en matière de protection des trésors nationaux ou en violation du règlement (CEE) n° 3911/92 du 9 décembre 1992, il en est sorti après le 31 décembre 1992. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(*L'article 1^{er} est adopté.*)

« Art. 2. – Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux biens culturels qui constituent, en vertu des règles en vigueur dans un autre Etat membre, des trésors nationaux au sens de l'article 36 du traité instituant la Communauté européenne, que cette qualification leur ait été donnée avant ou après leur sortie illicite du territoire de cet Etat.

« Ces biens doivent, en outre :

« 1° Soit appartenir à l'une des catégories précisées par décret en Conseil d'Etat ;

« 2° Soit faire partie :

« – des collections publiques figurant sur les inventaires des musées, des archives et des fonds de conservation des bibliothèques,

« – ou des inventaires des institutions ecclésiastiques. »

– (*Adopté.*)

Articles 3 et 4

M. le président. Je donne lecture de l'article 3 :

Section 2

Procédure administrative

« Art. 3. – Lorsqu'il peut être présumé qu'un bien culturel se trouvant sur le territoire français relève du champ d'application des articles 1^{er} et 2, l'autorité administrative en informe l'Etat membre intéressé. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 3.

(*L'article 3 est adopté.*)

« Art. 4. – Sur demande précise et circonstanciée d'un Etat membre, l'autorité administrative recherche ou fait rechercher sur le territoire français un bien culturel déterminé, relevant du champ d'application des articles 1^{er} et 2, ainsi que l'identité du propriétaire, du possesseur ou du détenteur du bien en cause. » – (*Adopté.*)

Article 5

M. le président. Je donne lecture de l'article 5 :

Section 3

Mesures conservatoires

« Art. 5. – Dès avant l'introduction de l'action mentionnée à l'article 6, l'autorité administrative peut demander au président du tribunal de grande instance d'ordonner toutes mesures conservatoires nécessaires lorsque la conservation matérielle du bien est en cause ou que le bien risque d'être soustrait à la procédure de retour dans l'Etat d'origine.

« Les mesures conservatoires sont notifiées au propriétaire, au possesseur ou au détenteur du bien culturel.

« Nonobstant toutes voies ordinaires de recours, les mesures conservatoires cessent de produire effet si l'action judiciaire définie ci-après n'a pas été introduite dans le délai d'un an à compter de la date à laquelle l'Etat membre a eu connaissance du lieu où se trouve le bien culturel et de l'identité de son possesseur ou de son détenteur, que ce soit à la suite de l'information prévue à l'article 3 ou de la communication par l'autorité administrative du résultat des recherches effectuées conformément à l'article 4.

« Elles cessent également de produire effet si l'Etat membre requérant, informé conformément à l'article 3, n'a pas procédé à la vérification de la qualité de trésor national du bien ou n'a pas communiqué les résultats de cette vérification dans un délai de deux mois. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 5.

(L'article 5 est adopté.)

Article 6

M. le président. Je donne lecture de l'article 6 :

Section 4

Procédure judiciaire

« Art. 6. – L'action tendant au retour du bien est introduite par l'Etat membre requérant auprès du tribunal de grande instance contre la personne qui détient matériellement le bien pour son propre compte ou celle qui le détient pour le compte d'autrui.

« Elle est irrecevable si la sortie du territoire de l'Etat membre requérant n'est plus illicite à la date à laquelle l'action est introduite.

« Cette action s'exerce sans préjudice des autres actions, civiles ou pénales, dont disposent, le cas échéant, l'Etat membre concerné et le propriétaire. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6.

(L'article 6 est adopté.)

Articles 6 bis, 7 à 9

M. le président. « Art. 6 bis. – L'introduction de l'action mentionnée au premier alinéa de l'article 6 tendant au retour d'un bien culturel sur le territoire d'un Etat membre est portée à la connaissance du public par l'autorité administrative. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6 bis.

(L'article 6 bis est adopté.)

« Art. 7. – S'il est établi que le bien culturel relève du champ d'application des articles 1^{er} et 2, le tribunal ordonne la remise de celui-ci à l'Etat membre requérant aux fins d'assurer le retour du bien sur son territoire.

« Le tribunal accorde, en tenant compte des circonstances de l'espèce, au possesseur de bonne foi qui a exercé la diligence requise lors de l'acquisition du bien une indemnité équitable destinée à réparer son préjudice et qui est mise à la charge de l'Etat membre requérant.

« En cas de donation ou de succession, le possesseur ne peut bénéficier de droits plus favorables que ceux dont peut se prévaloir la personne qui lui a transmis le bien. » – *(Adopté.)*

« Art. 8. – Le retour du bien culturel intervient dès le paiement par l'Etat membre requérant de l'indemnité définitivement prononcée en vertu de l'article 7 ainsi que des frais occasionnés, d'une part, par l'exécution de la décision ordonnant le retour du bien et, d'autre part, par la mise en œuvre des mesures conservatoires mentionnées à l'article 5.

« A défaut du paiement de ces sommes dans un délai de trois ans à compter de la notification de la décision ordonnant le retour, l'Etat membre requérant est réputé avoir renoncé au bénéfice de cette décision. » – *(Adopté.)*

« Art. 9. – L'action tendant au retour d'un bien culturel est prescrite à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date à laquelle l'Etat membre a eu connaissance du lieu où se trouve ce bien et de l'identité de son propriétaire, de son possesseur ou de son détenteur.

« En tout état de cause, l'action se prescrit dans un délai de trente ans à compter de la date à laquelle le bien culturel est sorti illicitement du territoire de l'Etat membre requérant. Toutefois, l'action se prescrit dans un délai de soixante-quinze ans, ou demeure imprescriptible si la législation de l'Etat membre requérant le prévoit, pour les biens inventoriés dans les collections publiques, ainsi que pour les biens figurant sur les inventaires des autorités ecclésiastiques lorsque la loi de l'Etat membre requérant accorde à ces biens une protection spécifique. » – *(Adopté.)*

Article 10

M. le président. Je donne lecture de l'article 10 :

CHAPITRE II

Des biens culturels sortis illicitement du territoire français et qui se trouvent sur le territoire d'un autre Etat membre de la Communauté européenne

Section 1

Champ d'application

« Art. 10. – Sont considérés comme des biens culturels pour l'application du présent chapitre :

« 1^o Les biens culturels qui, relevant des catégories définies par décret en Conseil d'Etat, sont :

« – soit classés monuments historiques ou archives historiques en application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ou de la loi n^o 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives,

« – soit considérés comme trésors nationaux par l'Etat après avis de la commission prévue à l'article 7 de la loi n^o 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane ;

« 2^o Les biens culturels qui appartiennent à une personne publique et qui :

« – soit figurent sur les inventaires des collections des musées, ou des organismes qui remplissent des missions patrimoniales analogues, des archives ou des fonds de conservation des bibliothèques,

« – soit sont classés monuments historiques ou archives historiques en application de la loi du 31 décembre 1913 ou de la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 précitées ;

« 3° Les biens culturels qui, conservés dans les édifices affectés à l'exercice public d'un culte, ou leurs dépendances, quel que soit leur propriétaire, ou dans les édifices utilisés par des communautés religieuses, sont classés monuments ou archives historiques ou sont considérés comme des trésors nationaux par l'Etat après avis de la commission mentionnée au 1° ci-dessus.

Personne ne demande la parole ?..

Je mets aux voix l'article 10.

(L'article 10 est adopté.)

Article 11

M. le président. Art. 11. – Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux biens présentant un intérêt historique, artistique ou archéologique sortis du territoire national après le 31 décembre 1992 :

« – sans que l'autorisation temporaire de sortie prévue par la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 précitée ait été délivrée ou lorsque les conditions de cette autorisation n'ont pas été respectées, s'il s'agit d'un trésor national ;

« – sans que le certificat prévu à l'article 5 de la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 précitée ou l'autorisation temporaire de sortie prévue par la même loi ait été accordé, ou lorsque les conditions de l'autorisation temporaire de sortie n'ont pas été respectées, dans les autres cas. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Christian Kert, rapporteur. Pardon, monsieur le président de rompre votre rythme ! (Sourires.)

Mon propos rejoindra sans doute celui de notre collègue, Edouard Landrain qui a demandé, lui aussi, la parole sur cet article, sur lequel, en commission, la discussion a été la plus vive.

L'article 11 définit les cas dans lesquels les biens culturels protégés par le projet sont considérés comme ayant illicitement quitté le territoire français.

En première lecture, le Sénat a modifié cet article en remplaçant l'expression « biens culturels », qui semblait renvoyer logiquement à la définition donnée à l'article précédent que nous venons, avec une belle unanimité, d'adopter, par l'expression « biens présentant un intérêt historique, artistique ou archéologique ».

Selon le sénateur Hugot, rapporteur du projet au Sénat, la rédaction initiale de l'article, en se référant aux « biens culturels » tels qu'ils étaient définis par l'article 10, ne permettait pas de considérer comme illicite la sortie d'un bien culturel appartenant à une personne privée et qui, n'ayant pas fait l'objet d'une demande de certificat d'exportation, n'aurait pu être reconnu comme « trésor national » avant sa sortie du territoire.

La modification apportée, en utilisant une notion manifestement beaucoup plus large que celle de « bien culturel » au sens du projet, permettrait donc de protéger ce type de biens, et d'appliquer la directive qui prévoit expressément que la qualification de « trésor national » peut être postérieure à la sortie du territoire.

Pour autant, la nouvelle rédaction n'a pas paru très claire à la commission. Doit-on comprendre que des biens qui sortent du champ de la définition donnée à

l'article 10, par exemple des biens culturels ne figurant pas parmi les catégories définies en Conseil d'Etat, peuvent cependant être considérés comme restituables ?

Doit-on en déduire que la qualité de « trésor national », telle qu'elle est définie à l'article 4 de la loi de 1992, n'est pas intrinsèquement liée à l'objet en cause dès lors qu'il répond aux différents critères fixés par cette loi, mais n'a de réalité juridique que lorsqu'elle est mise en évidence par un refus de certificat d'exportation ?

Autant de questions auxquelles l'exposé du sénateur Hugot en séance publique n'a pas vraiment répondu.

La commission n'a pas adopté d'amendement modifiant cet article, bien que certains de nos collègues, notamment M. Landrain, aient été grandement tentés de le faire, et elle a considéré qu'il était avant tout urgent que le texte soit voté de façon définitive, ce qui n'aurait manifestement pas été le cas si la navette avait dû continuer.

Nous nous interrogeons cependant sur la portée véritable de cette modification, et nous souhaiterions vivement, monsieur le ministre, que vous nous apportiez des éclaircissements sur ce point.

M. le président. La parole est à M. Edouard Landrain.

M. Edouard Landrain. J'ai peu de choses à ajouter à l'exposé de M. le rapporteur, qui était complet. J'aimerais que M. le ministre nous précise ce qu'il faut entendre très exactement à l'article 11. Il nous a semblé bizarre, en effet, que les mots « biens culturels » disparaissent brutalement, alors qu'on aurait très bien pu conserver « applicables aux biens culturels présentant un intérêt historique, artistique ou archéologique ». En tout état de cause les directives et les circulaires prises en application de ce texte devront le préciser ultérieurement. Autant nous satisfaire dès maintenant !

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de la culture. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, le Sénat a adopté à l'article 11 du projet présenté par le Gouvernement un amendement remplaçant, en effet, l'expression « biens culturels » par celle de « biens présentant un intérêt historique, artistique ou archéologique ».

L'objet de cet amendement est d'éviter que, compte tenu de la définition des biens culturels prévue à l'article 10 du projet, des biens exportés sans que la commission prévue à l'article 7 de la loi du 31 décembre 1992 ait donné son avis ne puissent cependant pas être restitués à la France. Mais, bien entendu, dans une telle hypothèse, le bien ne peut entrer dans le champ d'application de la loi que s'il constitue un trésor national, indépendamment du fait qu'il n'a pas été qualifié de la sorte par la commission.

Par suite, le champ d'application de la loi ne peut être plus large que la catégorie des trésors nationaux, telle qu'elle est définie à l'article 4 de la loi du 31 décembre 1992, qui mentionne les biens présentant « un intérêt majeur pour le patrimoine national au point de vue de l'histoire, de l'art ou de l'archéologie ».

Malgré cette légère différence de formulation, il doit être bien entendu que le législateur n'a pas eu en vue une nouvelle définition de la notion de trésor national. Les travaux préparatoires pourront, en tant que de besoin, expliciter parfaitement la portée de la modification introduite par le Sénat, dont je répète qu'elle n'introduit aucune catégorie juridique nouvelle. Je comprends très bien l'interrogation qui m'était faite à ce propos.

Je crois d'ailleurs, monsieur le rapporteur, que l'article est, dans sa rédaction actuelle, sans ambiguïté, puisqu'il mentionne effectivement, d'une part, les biens qui n'ont pas obtenu une autorisation temporaire de sortie, c'est-à-dire des trésors nationaux, qualifiés comme tels par la commission, et, d'autre part, les biens qui, n'ayant pas été examinés par la commission, sont, eux-mêmes, véritablement des trésors nationaux.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 11.

(L'article 11 est adopté.)

Articles 12 et 13

M. le président. Je donne lecture de l'article 12 :

Section 2

Procédure de retour des trésors nationaux

« Art. 12. – L'autorité administrative :

« – demande aux autres Etats membres de rechercher sur leur territoire les biens culturels relevant du champ d'application des articles 10 et 11 ;

« – indique à l'Etat membre lui ayant notifié la présence sur son territoire d'un bien culturel présumé être sorti illicitement du territoire français si ce bien entre dans le champ d'application des mêmes articles. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 12.

(L'article 12 est adopté.)

« Art. 13. – L'action tendant au retour du bien culturel sur le territoire français est introduite par l'Etat auprès du tribunal compétent de l'Etat membre sur le territoire duquel se trouve le bien culturel. Cette action s'exerce sans préjudice des autres actions, civiles ou pénales, dont disposent, le cas échéant, l'Etat et le propriétaire. » – *(Adopté.)*

Articles 13 bis, 14 et 15

M. le président. « Art. 13 bis. – L'introduction d'une action tendant au retour d'un bien culturel sur le territoire national est portée à la connaissance du public par l'autorité administrative. Est également portée à la connaissance du public la décision rendue par le tribunal de l'Etat membre saisi de cette action. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 13 bis.

(L'article 13 bis est adopté.)

« Art. 14. – Lorsque le retour du bien culturel est ordonné et qu'une indemnité est allouée au possesseur, celle-ci est versée par l'Etat. » – *(Adopté.)*

« Art. 15. – L'Etat devient dépositaire du bien restitué jusqu'à ce qu'il soit remis à son propriétaire après que, le cas échéant, il a été statué sur la propriété du bien. L'Etat peut désigner un autre dépositaire.

« Ce bien peut être exposé. » – *(Adopté.)*

Articles 16 à 19

M. le président. Je donne lecture de l'article 16 :

Section 3

Conditions de la restitution des biens

« Art. 16. – Le bien culturel dont le retour a été ordonné revient de plein droit à son propriétaire sous réserve qu'il soit satisfait aux dispositions de l'article 17. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 16.

(L'article 16 est adopté.)

« Art. 17. – Lorsqu'il n'y a pas identité entre le propriétaire du bien et le possesseur indemnisé, l'Etat demande au propriétaire le remboursement de l'indemnité prévue à l'article 14 et des frais occasionnés par les mesures conservatoires, par l'exécution de la décision ordonnant la restitution et par le dépôt mentionné à l'article 15. Il peut accorder une remise de dette. » – *(Adopté.)*

« Art. 18. – La propriété du bien culturel est dévolue à l'Etat lorsque le propriétaire du bien demeure inconnu à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle l'autorité administrative a informé le public de la décision ordonnant le retour du bien. » – *(Adopté.)*

« Art. 19. – Lorsque le propriétaire est une personne publique, l'autorité administrative peut exiger, avant de lui restituer le bien, que les mesures nécessaires à la conservation et à la sécurité du bien soient prises. A défaut, après mise en demeure non suivie d'effet dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, elle peut décider de placer le bien dans un lieu offrant les garanties nécessaires. » – *(Adopté.)*

Articles 20 à 24

M. le président. Je donne lecture de l'article 20 :

« CHAPITRE III

« Dispositions diverses

« Art. 20. – L'administration des douanes peut mettre en œuvre les dispositions des articles 60, 61, 63, 65 et 322 bis du code des douanes pour l'application du chapitre 1^{er} de la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 20.

(L'article 20 est adopté.)

« Art. 21. – La propriété du bien culturel ayant fait l'objet d'une procédure de retour sur le territoire d'un Etat membre est régie par la législation de l'Etat requérant. » – *(Adopté.)*

« Art. 22. – L'Etat est autorisé à recourir à l'arbitrage pour mettre en œuvre la procédure de retour d'un bien culturel à condition que le propriétaire, le possesseur ou le détenteur aient donné leur accord. » – *(Adopté.)*

« Art. 23. – Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application de la présente loi. » – *(Adopté.)*

« Art. 24. – L'article 322-2 du code pénal est ainsi modifié :

« I. – Le quatrième alinéa (3^o) est ainsi rédigé :

« 3^o Un immeuble ou un objet mobilier classé ou inscrit, une découverte archéologique faite au cours de fouilles ou fortuitement, un terrain contenant des vestiges archéologiques ou un objet habituellement conservé ou

déposé dans des musées, bibliothèques ou archives appartenant à une personne publique, chargée d'un service public ou reconnue d'utilité publique ; ».

« II. – Après le dernier alinéa, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Dans le cas prévu par le 3° du présent article, l'infraction est également constituée si son auteur est le propriétaire du bien détruit, dégradé ou détérioré. » – (Adopté.)

Vote sur l'ensemble

M. le président. Sur l'ensemble du texte, je ne suis suivi d'aucune demande d'explication de vote ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.
(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

10

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI CONSTITUTIONNELLE

M. le président. J'ai reçu, le 26 juillet 1995, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi constitutionnelle, modifié par le Sénat, portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires.

Ce projet de loi, n° 2178, est renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

11

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu, le 21 juillet 1995, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, instituant le contrat initiative-emploi.

Ce projet de loi, n° 2173, a été renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 21 juillet 1995, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale.

Ce projet de loi, n° 2174, a été renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 26 juillet 1995, de M. le Premier ministre, un projet de loi modifiant la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques.

Ce projet de loi, n° 2179, est renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

12

DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu, le 22 juillet 1995, de M. Philippe Houillon, un rapport, n° 2175, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie.

J'ai reçu, le 26 juillet 1995, de Mme Roselyne Bachelot-Narquin, un rapport, n° 2176, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, instituant le contrat initiative-emploi, n° 2173, et sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale, n° 2174.

J'ai reçu, le 26 juillet 1995, de M. Pierre Mazeaud, un rapport, n° 2180, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi constitutionnelle, modifié par le Sénat, portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires (n° 2178).

13

DÉPÔT D'UN RAPPORT EN APPLICATION D'UNE LOI

M. le président. J'ai reçu, le 25 juillet 1995, de M. le Premier ministre, en application de l'article 59 de la loi n° 65-997 du 29 novembre 1965, un rapport sur l'activité du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) pour 1994.

14

DÉPÔT DE RAPPORTS SUR DES PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION

M. le président. J'ai reçu, le 26 juillet 1995, de Mme Suzanne Sauvaigo, un rapport, n° 2181, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la

République, sur la proposition de résolution, n° 1917, de M. Jean Tardito, tendant à créer une commission d'enquête sur la situation politique et économique en Corse.

J'ai reçu, le 26 juillet 1995, de Mme Suzanne Sauvaigo, un rapport, n° 2182, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution, n° 2020, de M. Renaud Dutreil, tendant à créer une commission d'enquête sur les sondages d'opinion pendant les campagnes électorales.

J'ai reçu, le 26 juillet 1995, de Mme Suzanne Sauvaigo, un rapport, n° 2183, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution, n° 2163, de M. Michel Péricard et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête chargée de procéder à un examen approfondi des procédures en vigueur en matière d'entrée des étrangers sur le territoire, de mesurer l'ampleur et l'origine des dysfonctionnements actuels et de proposer les instruments juridiques nécessaires à leur amélioration.

15

DÉPÔT D'UN RAPPORT D'INFORMATION

M. le président. J'ai reçu de M. François Sauvadet un rapport d'information déposé, en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République et la commission de la production et des échanges sur les problèmes généraux liés à l'application des lois.

16

DÉPÔT D'UN AVIS

M. le président. J'ai reçu, le 26 juillet 1995, de M. Yvon Jacob, un avis, n° 2177, présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, instituant le contrat initiative-emploi, n° 2173, et sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale, n° 2174.

17

ORDRE DU JOUR

M. le président. Jeudi 27 juillet 1995, à neuf heures trente, première séance publique.

Discussion :

– du projet de loi, adopté par le Sénat, n° 2173, après déclaration d'urgence, instituant le contrat initiative-emploi ;

– du projet de loi, adopté par le Sénat, n° 2174, après déclaration d'urgence, relatif à des mesures d'urgence pour l'emploi et la sécurité sociale.

(Discussion générale commune)

Mme Roselyne Bachelot-Narquin, rapporteur au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rapport n° 2176) ;

M. Yvon Jacob, rapporteur pour avis au nom de la commission de la production et des échanges (avis n° 2177).

A quinze heures, deuxième séance publique :

Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire ordinaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires ;

M. Pierre Mazeaud, rapporteur au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Suite de l'ordre du jour de la première séance.

A vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la deuxième séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures trente.)

*Le Directeur du service du compte rendu intégral
de l'Assemblée nationale,
JEAN PINCHOT*

DÉMISSION D'UN DÉPUTÉ

Dans sa séance du 26 juillet 1995, l'Assemblée nationale a pris acte de la démission de M. Daniel Poulou, député de la sixième circonscription des Pyrénées-Atlantiques.

MODIFICATION À LA COMPOSITION D'UN GROUPE

(Journal officiel, Lois et décrets, du 27 juillet 1995)

GROUPE DE L'UNION POUR LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE
ET DU CENTRE

(202 membres au lieu de 203)

Supprimer le nom de M. Daniel Poulou.

TRANSMISSION DE PROPOSITIONS D'ACTES COMMUNAUTAIRES

Par lettre du 24 juillet 1995, M. le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à M. le président de l'Assemblée nationale, les propositions d'actes communautaires suivantes :

Propositions de règlement CE du Conseil portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire pour le rhum, le tafia et l'arak originaires des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) (2^e semestre 1995 et 1996/1999) et modifiant le règlement CE n° 1989/94 portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire pour le rhum, le tafia et l'arak originaires des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) (1994/1995) (8211/95 L ACP 70 AGRIORG 176) – COM (95) 262 FINAL – (E 453) ;

Proposition de directive du Conseil relative aux équipements marins – COM (95) 269 – FINAL (E 454) ;

Proposition de décision du Conseil autorisant la Commission à négocier un accord de coopération relatif à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire entre la Communauté européenne de l'énergie atomique et la République d'Argentine – SEC (95) 0811 FINAL – (E 455).

NOTIFICATION DE L'ADOPTION DÉFINITIVE DE PROPOSITIONS D'ACTES COMMUNAUTAIRES

Il résulte de lettres de M. le Premier ministre qu'ont été adoptées définitivement par les instances communautaires les propositions d'actes communautaires suivantes :

COMMUNICATION DU 20 JUILLET 1995

Recommandation de la Commission en vue des recommandations du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en Belgique, au Danemark, en Grèce, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal, en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni (application de l'article 104 C, paragraphe 7, du traité instituant la Communauté européenne) (décision du Conseil du 10 juillet 1995) (E 436).

COMMUNICATION DU 24 JUILLET 1995

Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion du protocole relatif à la coopération financière et technique entre la Communauté et la République de Malte (décision du Conseil du 12 juin 1995) – COM (95) 64 FINAL – (E 416) ;

Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion du protocole relatif à la coopération financière et technique entre la Communauté européenne et la République de Chypre (décision du Conseil du 12 juin 1995) – COM (95) 65 FINAL – (E 417) ;

Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord entre la Communauté européenne et la République populaire de Chine sur la modification de certaines dispositions de l'accord bilatéral AMF sur le commerce des produits textiles entre la Communauté européenne et la République populaire de Chine (décision du Conseil du 13 juin 1995) (E 395) ;

Proposition de règlement CE du Conseil modifiant le règlement CE n° 517/94 du 7 mars 1994 relatif au régime commun applicable aux importations de produits textiles en provenance

de certains pays tiers non couverts par des accords, protocoles ou autres arrangements bilatéraux ou par d'autres régimes communautaires spécifiques d'importation (décision du Conseil du 15 juin 1995) – COM (94) 633 FINAL – (E 366) ;

Proposition de décision du Conseil relative au démantèlement progressif de certaines restrictions quantitatives applicables à l'importation de certains produits CÉCA (décision du Conseil du 29 juin 1995) (E 435) ;

Proposition de règlement CE du Conseil établissant certaines concessions sous forme de contingents tarifaires communautaires en 1995 pour certains produits agricoles y compris les produits transformés (décision du Conseil du 29 juin 1995) – COM (95) 67 FINAL – (E 418).

Sucre préférentiel spécial ACP (décision du Conseil du 18 juillet 1995). – (E 429).

Proposition de décision du Conseil relative à la modification des accords sous forme d'échanges de lettres portant adaptation des quantités prévues aux accords d'autolimitation conclus avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande sur le commerce des viandes ovine et caprine suite à l'élargissement de la Communauté (décision du Conseil du 18 juillet 1995). – COM (95) 176 FINAL. – (E 426).

COMMUNICATION DU 25 JUILLET 1995

Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté, de la convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux (décision du Conseil du 24 juillet 1995). – COM (93) 271 FINAL. – (E 103).

OPPOSITION À UNE DEMANDE D'EXAMEN SELON LA PROCÉDURE D'ADOPTION SIMPLIFIÉE

En application de l'article 104 du règlement, M. le président du groupe socialiste fait opposition à l'examen selon la procédure d'adoption simplifiée du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la sûreté nucléaire.

En conséquence, l'examen de ce projet inscrit à l'ordre du jour du mercredi 26 juillet ne donnera pas lieu à l'application de cette procédure.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL de la séance du mercredi 26 juillet 1995

SCRUTIN (n° 235)

sur l'amendement n° 1 du Gouvernement au texte de la commission mixte paritaire sur le projet de loi portant amnistie (délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse).

Nombre de votants	69
Nombre de suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour l'adoption	24
Contre	45

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

ANALYSE DU SCRUTIN

Groupe R.P.R. (253) :

Contre : 28 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Non-votant : M. Philippe **Séguin** (Président de l'Assemblée Nationale).

Groupe U.D.F. (209) :

Contre : 15 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Pour : 1. – M. Francis **Galizi**.

Non-votant : M. Loïc **Bouvard** (Président de séance).

Groupe socialiste (56) :

Pour : 17 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Groupe République et Liberté (23) :

Pour : 1 membre du groupe, présent ou ayant délégué son droit de vote.

Contre : 1. – M. Pierre **Bernard**

Groupe communiste (23) :

Pour : 5 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Non inscrits (3) :

Contre : 1. – M. Bruno **Retailleau**.

Non-votant : M. Hervé **Gaymard** (membre du Gouvernement).